

lefigaro.fr

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**EXPOSITION**  
À ROME, PLONGÉE DANS  
LES CERCLES DE L'ENFER  
DE DANTE PAGES 30 ET 31

**HOMMAGE**  
JACQUES MARTIN,  
LE GLADIATEUR DE PAPIER  
QUI DÉFENDAIT LE LATIN PAGE 17



**PRÉSIDENTIELLE**  
À Mayotte, Le Pen  
voit ce qui attend  
la métropole PAGE 4

**JUSTICE**  
Affaire Raddad:  
un complément  
d'information  
demandé PAGE 5

**SÉCURITÉ**  
Violence  
dans les stades :  
l'État fourbit  
la parade PAGE 5

**EUROPE**  
Ukraine : l'Europe  
oppose une fin  
de non-recevoir  
aux demandes  
de Poutine PAGE 8

**COVID**  
Flambée d'Omicron  
au Danemark et au  
Royaume-Uni PAGE 14

**FOOTBALL**  
Deschamps :  
« Si je pouvais  
avoir dix ans  
de plus chez  
les Bleus, ce serait  
l'idéal » PAGE 15

**MUSIQUE**  
Bruce Springsteen,  
la rock star  
qui valait un demi-  
milliard de dollars  
pour Sony Music  
PAGE 28

**CHAMPS LIBRES**  
• Les tribunes  
de Patrice  
Cahart et de  
Frédéric Douet  
• Le bloc-notes  
d'Ivan Rioufol  
• L'analyse  
de Guillaume  
Perrault  
PAGES 18 ET 19

**FIGARO OUI  
FIGARO NON**

**Réponses à la question  
de jeudi :**  
Le Covid a-t-il changé  
vos projets pour  
les vacances de Noël ?

**OUI 27% NON 73%**

TOTAL DE VOTANTS : 174 488

**Votez aujourd'hui  
sur lefigaro.fr**  
Lignes TGV:  
approuvez-vous  
l'ouverture à la  
concurrence européenne?

BRIDGEMAN IMAGES/LISBONA, MUSEU  
NACIONAL DE ARTE-CASERMAN

# SNCF : la CGT échoue dans sa stratégie de blocage total

Les syndicats ont levé leur préavis de grève jeudi après-midi, mais trop tardivement pour empêcher l'annulation des trains vendredi. Le trafic sera proche de la normale ce week-end.

Le groupe ferroviaire va verser de grosses primes aux conducteurs de l'axe Sud-Est pour éviter un mouvement social ce week-end. Mais un TGV sur deux sera quand même supprimé vendredi. 50 000 passagers ne pourront donc pas voyager. Cet épisode illustre la tension sociale qui règne au sein de l'entreprise. La CGT, avec 34% des voix aux élections, cherche à gonfler les muscles après deux ans d'atonie à cause de la crise sanitaire. Et son patron, Laurent Brun, qui campe sur une ligne dure, a besoin de montrer que son positionnement est gagnant. Mais la CGT s'est heurtée à une direction qui s'est raidie après avoir lâché rapidement du lest. Le syndicat a surtout été rappelé à l'ordre par ses troupes, qui craignaient de voir la prime de 600 euros pour les conducteurs et de 300 euros pour les contrôleurs leur passer sous le nez. Un résultat en demi-teinte pour un syndicat peu habitué à faire volte-face en moins de vingt-quatre heures.

→ LE COVOITURAGE, ALTERNATIVE LA PLUS SOLICITÉE PAR LES NAUFRAGÉS DU RAIL → TRENITALIA, QUI LANCE SAMEDI SES TGV PARIS-LYON, PROFITE D'UNE PUBLICITÉ GRATUITE → DES AVANTAGES ENCORE CONSÉQUENTS, MAIS QUI VONT S'AMENUISER PAGES 22, 23 ET L'EDITORIAL



**Kim Jong-un,  
10 ans  
de pouvoir  
absolu  
à la tête d'une  
dictature  
nucléaire**

Le maître de la Corée du Nord, qui hérita à 26 ans de la dernière dictature stalinienne, a fait mentir les pronostics en une décennie, imposant son emprise et défiant Washington avec un arsenal nucléaire toujours plus sophistiqué. PAGES 12 ET 13

**Le forcing  
médiatique  
d'Emmanuel  
Macron  
avant Noël**

Après sa grande conférence de presse sur l'Europe la semaine dernière, après son grand entretien télévisé sur TF1 mercredi, c'est sur RTL que le président de la République s'apprete ce vendredi à compléter son dispositif de saturation médiatique avant les vacances de Noël. C'est la « stratégie de la dinde de Noël » : se placer au cœur des sujets de conversation au moment où la cristallisation des opinions commence à s'opérer, parfois en famille, lors des deux réveillons de fin d'année. PAGES 2, 3 ET 19

**ÉDITORIAL** par Jacques-Olivier Martin jomartin@lefigaro.fr

## La machine infernale

À la SNCF, le monde d'après ressemble fureusement au monde d'avant. Comme au bon vieux temps, les cheminots déposent des préavis de grève à la veille des départs en vacances. Comme au bon vieux temps, leurs intérêts particuliers et le corporatisme de quelques-uns priment sur l'intérêt collectif. Rien de bien neuf, l'écœurement général en prime. Car, même si les durs de la CGT ou de SUD ont fait machine arrière au dernier moment, le mal est fait : des milliers de voyageurs sont privés de train ce vendredi de grand départ. Ce vrai faux débrayage de l'Avent ne passe pas, surtout cet hiver. Après bientôt deux ans de Covid, des confinements à répétition, une cinquième vague d'épidémie, un nouveau variant, les Français sont lessivés et n'aspirent qu'à se retrouver en famille, avec leurs parents, leurs enfants, leurs cousins, ici et là, pour une messe de Noël, un repas de fêtes, des rires, de la détente. Non, décidément, on ne peut pas accorder de circonstances atténuantes à ces salariés protégés et syndiqués qui jouent les trouble-fêtes au mépris de tous, des usagers, de leur entreprise, de l'État, qui a déversé plus de 4 mil-

liards d'euros en pleine crise sanitaire pour empêcher la faillite. Les cheminots ont exigé des primes et des majorations pour compenser l'inflation, la hausse du coût de la vie, le Covid... si facilement accordées par leur direction que la CGT et SUD-rail en ont redemandé. C'est tellement simple de surenchérir lorsque l'on tient le sifflet du départ des trains de Noël... Depuis des décennies, la maison Martinez fait la loi au sein du transporteur ferroviaire en agitant le bâton du débrayage en guise de préalable à toute négociation. On l'a vu à l'oeuvre lors de la réforme de la SNCF en 2018, puis l'année suivante lorsque Édouard Philippe a tenté sans succès le « big bang des retraites ». On la voit aujourd'hui... Pour quel résultat ? Une entreprise terriblement affaiblie au moment même où elle doit affronter l'arrivée de concurrents sur les lignes de TGV, et des clients insatisfaits et exaspérés qui finiront vite par préférer Trenitalia ou un autre transporteur ferroviaire pour partir en vacances... Ce jour-là, il sera trop tard pour la SNCF. ■

**RICHARD MILLE**

CALIBRE RM 037

BOUTIQUES RICHARD MILLE  
PARIS 8<sup>e</sup> MONACO  
+33 (0) 1 40 15 10 00 +377 97 77 56 14  
www.richardmille.com

M 00108 - 1217 - F - 3,00 €



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

**Emmanuel Macron se dit que s'il a Valérie Pécresse en face de lui, ce sera plus compliqué. Il se croit obligé de monter au créneau comme ses ministres d'ailleurs, qui sont inutilement agressifs**

ROGER KAROUTCHI, SÉNATEUR (LR) DES HAUTS-DE-SEINE

# Emmanuel Macron s'invite à la table des réveillons

Avec trois interventions médiatiques en moins de dix jours, le chef de l'État tente de s'installer dans les discussions des Français avant l'élection présidentielle.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD  
@fxbourmaud

ENTRÉE, plat, dessert. Pour le réveillon, c'est menu Macron. Après sa grande conférence de presse sur l'Europe la semaine dernière, après son grand entretien télévisé sur TFI et LCI mercredi, c'est sur RTL que le président de la République s'apprete à compléter son dispositif de saturation médiatique avant les vacances de Noël.

Dans un entretien de près d'un quart d'heure diffusé à 19 h 15, Emmanuel Macron répond à des questions d'enfants sur la crise sanitaire, le football mais également sa candidature. Selon l'hebdomadaire *Le Point*, qui a révélé la réalisation de cet entretien, « le chef de l'État répond en substance par une pirouette : "Ah, bonne idée, j'y penserais pendant les vacances!" ». De quoi continuer à entretenir le faux suspense sur sa candidature à l'élection présidentielle après avoir

déjà contourné deux fois la question ces derniers jours. Sur le ton de la plaisanterie : « Je le prends comme un signe d'affection, un désir, presque un appel. » Ou plus sérieusement : « Au moment où nous nous parlons, je dois encore assumer la responsabilité qui est la mienne. » La crise sanitaire n'est pas terminée et menacé à nouveau de perturber les fêtes de Noël. Pourtant, c'est bien dans les discussions autour des tables familiales que le président de la République souhaite s'inviter.

C'est « la stratégie de la dinde de Noël » : se placer au cœur des sujets de conversation au moment où la cristallisation des opinions commence à s'opérer, parfois en famille. « Ce n'est pas une stratégie pour un président, assure toutefois l'un de ses proches. C'est une stratégie pour un challenger : la peur d'être oublié, un déficit de notoriété à combler, une image à construire... Cela peut aussi être une stratégie pour un exécutif : montrer que l'ac-

tion continue, que tout le monde est sur le pont... Mais s'agissant du président, il est naturellement présent. Et puis la cinquième vague le place de toute façon en première ligne. »

## Paysage agité

Avec trois interventions fortement médiatisées en à peine plus d'une semaine, il y a tout de même de quoi débattre. Du bilan du président de la République, de ses projets pour l'Europe, de ses réussites, de ses échecs, de son attitude, de ses petites phrases, de ses regrets, de sa candidature... Emmanuel Macron a tout mis sur la table, en pensant peut-être au fameux aphorisme de l'ancien animateur de télévision Léon Zitronne : « Qu'on parle de moi en bien ou en mal, peu importe. L'essentiel, c'est qu'on parle de moi! »

D'ailleurs, depuis mercredi, l'opposition ne fait que cela. Pour dénoncer une « interview Potemkine », un président « égocentré », une « longue page publicitaire » ou

une « opération de propagande ». Tout en le pressant aussi de descendre enfin dans l'arène présidentielle où tous se débattaient depuis la rentrée. C'est l'avantage et l'inconvénient du costume de président sortant.

Pendant que ses adversaires s'écharpent dans la mêlée, lui se maintient au-dessus du lot dans une posture en surplomb. Mais il ne peut pas répondre directement aux attaques et il lui est plus difficile d'imposer un thème de débat. « C'est le premier qui plante son chapiteau qui donne le ton », résume un vieux routier des campagnes présidentielles.

En la matière, Éric Zemmour a pris un coup d'avance dès la fin août en imposant dans le débat public les thèmes de l'immigration et de l'islamisme. Des thèmes qui ont imprégné la primaire des Républicains mais que la gauche a totalement délaissés. Bilan : c'est désormais entre Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Éric Zemmour que se joue la bataille pour l'accession au second tour de l'élection présidentielle. De quoi nourrir là encore les discussions de Noël.

De l'autre côté de l'échiquier, le PS, les écologistes et la France insoumise paraissent d'ores et déjà disqualifiés. Si les Français parlent d'eux autour de la table du réveillon, ce sera pour constater leurs divisions, observer le retour improbable de l'hypothèse d'un primaire à quatre mois du scrutin ou s'interroger sur les chances de Christiane Taubira, vingt ans après le 21 avril 2002.

Dans ce paysage agité de la fin de précampagne présidentielle, il fallait bien essayer de marquer les esprits pour ne pas se faire oublier ou laisser un concurrent s'installer à la table des Français. Surtout pas au moment où les regards commencent à se tourner vers Valérie Pécresse en se demandant si elle peut battre Emmanuel Macron. Lequel s'adressera à nouveau aux Français dans deux semaines dans le traditionnel discours de vœux aux Français pour la nouvelle année. Encore une occasion de s'inviter à la table du réveillon. ■

Deux heures durant sur TFI et LCI, mercredi soir, Emmanuel Macron a évoqué les grands événements de son quinquennat face aux journalistes Audrey Crespo-Mara et Darius Rochebin.

C. CHEVALIN/TF1



## CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @GTABARD

## Un président trop incité à parler de lui

Pour un président qui a battu des records en crevant le plafond des trente millions de téléspectateurs, l'audience de l'émission diffusée sur TFI et LCI a des allures de flop. Comme elle avait été enregistrée préalablement - étrange précédent - les Français savaient ou pressentaient que ce rendez-vous ne comporterait ni annonces, ni déclaration de candidature. Il n'est pas excessif de dire que cette émission était plus importante pour le chef de l'État que pour les citoyens, lesquels ne se sont pas massés devant leurs écrans. Et cette inversion des attentes invite à s'interroger sur la portée de cette émission.

Celle-ci en effet ne pouvait pas échapper au piège du vrai-faux suspense de l'entrée officielle en campagne. Tout le monde - acteur, observateurs et électeurs - sait deux choses : Emmanuel Macron veut être candidat et le sera (sauf accident) ; mais il ne sera pas avant plusieurs semaines. Même les sortants entrés en lice le plus tôt, Chirac en 2002 et Sarkozy en 2007, ont attendu la mi-février. Dès lors, les journalistes en sont réduits à poser sous des formes à peine maquillées, une question à laquelle ils savent qu'ils n'auront pas de réponse.

Et Macron en est réduit à formuler des énigmes ou des coquetteries dont il sait qu'elles ne seront pas crues. Ce qui ne l'a pas empêché de pousser ce jeu de dupes jusqu'à l'absurde en prétendant être le seul à ne pas faire de politique.

Mais la vraie limite de l'émission de TFI-LCI était moins ce sujet closur lui-même que son caractère hybride. Il y avait deux exercices en un. Le volet bilan était légitime et nécessaire. Qu'au terme d'un quinquennat et avant de plonger dans la campagne électorale, un président de la République vienne rendre compte sur ce qu'il a fait ou pas fait est dans l'ordre des choses. Et qu'il le fasse depuis l'Élysée n'est pas choquant. Cela justifiait bien un entretien.

Mais le volet personnel, plus psychologique que politique, était à la fois excessif et répétitif. « Parlez de vous maintenant », « qu'est-ce que cela a changé en vous? ».

Des confidences intimes peuvent avoir leur intérêt dans le cadre d'une véritable lecture d'un bilan ; elles sentent le procédé de communication des lors qu'elles ne visent qu'à débayer le terrain dans la campagne en cherchant à corriger une image. Le « j'ai appris » macronien ressemblait à une reprise du « j'ai changé » sarkozyste.

La sincérité du propos n'est pas en cause. Mais il est des changements dont la nécessité d'être affirmés et répétés trahit la difficulté à en faire admettre l'évidence. En remontant le fil des interventions présidentielles, on constate que Macron a commencé les aveux de maladresse et les serments en correction dès la rentrée... 2017.

Surtout, cette récurrence donnait une dimension autoréférencée à cette émission, illustrée par ces images où l'on voyait le président de la République contraint de se regarder lui-même et de commenter ses propres paroles. Si l'on ne peut séparer l'action de la personne qui la mène, avoir donné le sentiment que ce qui avait changé chez Macron comptait autant que ce qui avait changé dans le pays était un erreur de communication. ■



## Un exercice peu convaincant

DINAH COHEN @DinahCohen

L'EXERCICE aurait-il été contre-productif? Au lendemain de l'interview d'Emmanuel Macron, longue de près de deux heures et diffusée sur TFI et LCI, le rendez-vous ne semble pas avoir marqué les Français. Selon un sondage Odoxa-Bacbone Consulting pour *Le Figaro*, ils sont seulement 9% à l'avoir suivie en entier, et 16% à l'avoir vu en partie. « Des indicateurs très faibles par rapport aux standards habituels », relève Émile Leclerc, directeur d'études de l'institut.

D'autant plus faibles que les précédentes apparitions du chef de l'État ont suscité un véritable intérêt. Le 9 novembre dernier, son allocution présidentielle avait été suivie par 64% des citoyens. Quant à celle du 12 juillet, ils étaient 71% à s'y être arrêtés. Les deux prises de parole étaient toutefois consacrées à la situation sanitaire et de nouvelles annonces étaient attendues.

Concernant ceux qui ont consacré leur mercredi soir à suivre cet entretien, les données ne sont pas non plus encourageantes. Seuls 37% de ces citoyens ont trouvé le locataire de l'Élysée « convaincant », soit « le plus bas niveau enregistré sur toutes ses interventions depuis le début de la crise sanitaire », souligne Odoxa. Sa

clarté en a également pris un coup, estime que la moitié seulement pense qu'Emmanuel Macron a montré « qu'il savait où il allait », quand 40% l'ont trouvé rassurant.

## Un jugement sévère

Finalement, cette interview semble donc avoir produit l'effet inverse de celui recherché. Si le chef de l'État a cherché à valoriser son bilan en défendant ses choix, 6 Français sur 10 estiment que ce dernier est mauvais. Y compris sur des thèmes comme l'immigration (79%), le pouvoir d'achat (76%) ou le chômage (61%). « Dans notre baromètre politique réalisé une semaine auparavant, 44% d'entre eux le qualifiaient de "bon président". Non seulement il n'a pas amélioré la proportion de Français qui le jugent positivement mais il l'a dégradé », analyse Émile Leclerc.

Le jugement est également sévère sur la posture adoptée par Emmanuel Macron, puisque deux tiers de l'opinion estiment qu'il s'est « davantage exprimé comme un candidat que comme un président » et qu'il « profite de sa fonction de président pour faire campagne dans les médias en vue de sa réélection ».

Que cette interview ait modifié l'avis des Français ou non, le résultat n'est pas bon : 63% ne souhaitent pas qu'Emmanuel Macron se présente en 2022. ■

## Baroin et Péresse accablent Macron

EMMANUEL GALIERO  
egaliero@lefigaro.fr  
ENVOYE SPECIAL A TROYES (AUBE)

VALÉRIE PÉRESSE et François Baroin ensemble pour faire gagner la droite. Les deux élus ont offert cette image d'unité jeudi, à Troyes. La proximité entre les deux anciens ministres n'était pas une surprise, mais pour la candidate des Républicains, il était important de programmer cette rencontre assez tôt sur son agenda de campagne. Et François Baroin a apprécié le geste.

Celui dont la candidature à la présidentielle était encore envisagée il y a quelques mois n'a pas fait les choses à moitié. Selon lui, Valérie Péresse gagnera l'élection en avril, il en est certain, et il a expliqué pourquoi en tressant des lauriers à son invitée qu'il a vu « grandir » au fil des mandats et responsabilités. « Elle est mûre, concentrée, avec beaucoup d'enthousiasme. C'est une chance, pas seulement pour notre famille politique mais aussi pour la France parce que son expérience, sa compréhension du pays, sa passion des gens... Tout cela fait qu'elle incarnera bien notre pays », promet Baroin dans les couloirs de l'Université de technologie (UTT), où Péresse, ex-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, échange sa vision de la jeunesse avec une vingtaine d'étudiants.

Un peu plus tard, face à une salle pleine de militants réunis en centre-ville, François Baroin vante une nouvelle fois les qualités de Valérie Péresse comme si la candidature de la présidente d'Île-de-France était le contre-modèle du chef de l'État. Au lendemain de l'intervention d'Emmanuel Macron sur TF1, ces propos du maire de Troyes résonnent comme une réplique cinglante. François Baroin, qui fut ministre de l'Économie de Nicolas Sarkozy quand Valérie Péresse était au Budget, n'a pas voulu faire référence aux dernières critiques du chef de l'État sur la première chaîne, notamment concernant l'idée de baisser le nombre de fonctionnaires comme le propose la candidate. Mais le maire de Troyes n'a pas hésité à dresser un bilan accablant du quinquennat après avoir exprimé sa confiance en Péresse « pour incarner la modernité dont le pays a besoin » et une « alternance politique » qu'il juge nécessaire. L'ex-président de l'Association des maires de France (AMF) la croit bien placée pour tourner la page Macron, pour « en sortir, en terminer avec un pouvoir suffisant, prétentieux, arrogant, tellement loin de la réalité du pays et qui

donne le sentiment, telle une perruche devant un miroir, de se parler à lui-même, mais rien qu'à lui-même et uniquement à lui-même ».

François Baroin a poursuivi son analyse cinglante du macronisme, avant que Valérie Péresse souligne à son tour ses nombreuses différences avec la présidence de la République. Selon Baroin, la droite peut gagner dans quatre mois parce qu'il veut croire qu'Éric Zemmour et Marine Le Pen se « neutraliseront » mutuellement et que la candidate LR parviendra à rallier des électeurs que la droite avait vu s'éloigner. « Les fillonistes macronisés vont revenir à tes côtés. Parce qu'il n'y a plus aucune raison de rester chez Macron. Déjà qu'il y en avait assez peu de mon point de vue », a lancé l'élu chiraquien avant de rejeter toute comparaison entre une politique de droite et celle qui est menée depuis cinq ans à l'Élysée.

### « Renverser le système en place »

Car pour Baroin, son camp n'aurait jamais engagé des réformes comme celles de l'ISF, de l'APL ou de la taxe d'habitation qui furent « la plus grande punition des propriétaires ». « Jamais nous n'aurions augmenté de 24 % la CSG », a ajouté l'ex-ministre en condamnant cette mesure qualifiée également de « punition » pour les retraités. Enfin, sur le plan social, François Baroin l'a assuré : « Avec nous, il n'y aurait pas eu les "gilets jaunes" parce qu'on n'aurait pas mis en place la taxe carbone en s'entêtant de manière aussi stupide pendant des semaines et des semaines. »

La cadence des flèches parties de Troyes jeudi montre que la campagne se durcit. « Valérie Péresse est dans le match », se réjouit François Baroin, alors que le dernier sondage Harris paru mercredi a indiqué que la candidate semblait toujours profiter d'une dynamique enclenchée lors de sa victoire au congrès LR le 4 décembre. Copé à Meaux, Baroin à Troyes, Rottner à Strasbourg vendredi... L'enchaînement des rendez-vous en province traduit la volonté de Valérie Péresse de s'assurer méthodiquement des appuis politiques partout sur le territoire. Autant d'élus locaux que la candidate promet de mettre « au cœur » de son projet pour « renverser le système en place » et changer de présidence à la tête du pays. Elle l'a redit jeudi dans l'Aube avant d'être applaudie. « Lui donner cinq ans de plus ! Mais pour quoi faire ? Pour faire tout le contraire de ce qu'il a fait, c'est-à-dire une politique de droite ? Autant prendre l'original, pas la copie. » ■



Valérie Péresse salue François Baroin à son arrivée à la Maison de la Mutualité, le 11 décembre, à Paris, lors de son premier meeting de campagne pour l'élection présidentielle.

JULIEN MUGUET/HANS LUCAS

## La candidate LR à la présidentielle a trouvé son QG de campagne

MARION MOURGUE  
@MarionMourgue

1500 m<sup>2</sup> dans le 17<sup>e</sup> arrondissement. Selon les informations du Figaro, les équipes de Valérie Péresse se sont trouvées leur QG de campagne au 8, rue Torricelli. « Un lieu très ouvert, collectif et lumineux », détaille un de ceux qui l'ont vu avec de multiples espaces de « coworking ». Le QG de campagne sera inauguré le 4 janvier par la candidate et ses soutiens.

Cette ancienne usine de stores, surnommée « La Fabrique », à la décoration contemporaine, est installée sur quatre étages avec quatre salles de réunion. C'est là que se retrouveront élus, parlementaires, soutiens de toutes les équipes du congrès. Valérie Péresse ayant pris soin dès le début d'inclure dans

le dispositif Michel Barnier, Xavier Bertrand, Éric Ciotti et Philippe Juvin. Leurs ex-directeurs de campagne ont d'ailleurs été nommés adjoints de Patrick Stefanini (lire nos éditions du 16 décembre).

### Organigramme complet début janvier

Seule Alexandra Borchio-Fontimp, de l'équipe Ciotti, obtient le titre de directrice déléguée de la campagne. Manière de prendre en compte les très bons résultats du député des Alpes-Maritimes au premier comme au second tour de congrès LR. Quant à l'organigramme complet de la campagne, sur lequel Valérie Péresse planche directement avec ses équipes, il devrait être dévoilé début janvier.

Le siège du parti des Républicains, rue de Vaugirard, sera l'autre lieu important de la campagne,

sous la houlette du président de LR, Christian Jacob. Patrick Stefanini, le directeur de campagne de la candidate, et Aurélien Pradié, secrétaire général de LR, ont d'ailleurs prévu de se voir une fois par semaine pour déterminer comment le parti pourrait aider au mieux Valérie Péresse et mettre de l'huile dans les rouages. Le trésorier du parti Daniel Fasquelle, soutien de Michel Barnier pendant le congrès, sera ainsi trésorier de la campagne, pour faciliter la fluidité des informations et la transparence.

Autant d'arbitrages pour éviter de répéter les erreurs de la dernière présidentielle. À l'époque, François Fillon, tout juste auréolé de sa victoire à la primaire, avait renvoyé aussitôt le directeur général du parti, le sarkozyste Frédéric Péchenard... rendant plus compliqué, ensuite, le rassemblement de la droite. ■



« Une longue et émouvante méditation sur la figure du prêtre au sein de notre société »

JÉRÔME CORDELIER, LE POINT

« Une parole claire »

SONIA MABROUK, EUROPE 1

« Un regard d'une immense lucidité sur les tourments de notre monde »

JEAN-SÉBASTIEN FERJOU, ATLANTICO

« Un livre ressourçant »

ANTOINE-MARIE IZOARD, FAMILLE CHRÉTIENNE

## pour les Français

QUESTION : Durant son interview sur TF1, diriez-vous qu'Emmanuel Macron a été convaincant ?

Oui 37 %

Non 60 %

NSP 3 %

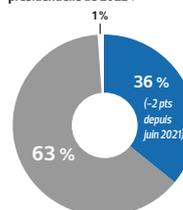
QUESTION : Diriez-vous que depuis mai 2017, le bilan global d'Emmanuel Macron est finalement bon ou mauvais ?

Bon 41 %

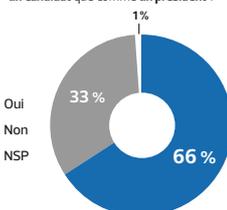
Mauvais 58 %

NSP 1 %

QUESTION : Vous personnellement, souhaitez-vous qu'Emmanuel Macron se présente à l'élection présidentielle de 2022 ?



QUESTION : Durant son interview sur TF1, diriez-vous qu'Emmanuel Macron s'est davantage exprimé comme un candidat que comme un président ?



ODOXA BACKBONE CONSULTING LE FIGARO

Étude réalisée par Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro. Enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1 005 Français représentatif de la population française, âgée de 18 ans et plus, interrogé par internet les 15 et 16 décembre 2021. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliquées aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération. À partir de l'ensemble des Français, la marge d'erreur s'établit, selon le score visé, à plus ou moins 1,4 et 3,1 points.

# 4 | POLITIQUE

## À Mayotte, Le Pen voit ce qui attend la métropole

La candidate soutenue par le RN débute une tournée d'une semaine en outre-mer.

CHARLES SAPIN [@csapin](#)  
ENVOYÉ SPÉCIAL À MAYOTTE

**PRÉSIDENTIELLE** Nulle part ailleurs Marine Le Pen admet trouver une même ferveur. À peine le pied posé sur le tarmac de l'aéroport de Dzoudzi, à Mayotte ce jeudi, la candidate à la présidentielle soutenue par le Rassemblement national (RN) s'est vue réserver un accueil haut en couleur. Fait de colliers de fleurs, de danses et de chants traditionnels, comme de nombreux « Marine présidente ». Au point de faire céder l'intéressée à quelques pas de danse dans le terminal... La popularité du parti à la flamme n'est pas nouvelle ici. Le score de Marine Le Pen a plus que doublé en outre-mer entre 2012 et 2017. Particulièrement sur l'île mahoraise où une immigration endémique venue des Comores se dispute à une insécurité sans aucun équivalent dans les autres départements de France.

« On attend le messie ici, on espère que ce sera vous », lance à Marine Le Pen une femme toute de bleu et d'or

venue l'accueillir. « Marine Le Pen, elle vient pour les élections. Mais nous, on aimerait bien connaître son projet pour ici. Mayotte est oubliée comme si elle n'était pas française », tempère une autre se revendiquant du Codim, le collectif des intérêts de Mayotte. Aux dizaines de personnes en pagne coloré qui lui tendent les mains sur le port de Mamoudzou, Marine Le Pen caresse : « Cet accueil me touche profondément parce que je suis très attachée à Mayotte (...) Mon cœur saigne de voir la situation s'aggraver d'année en année ici. Ce département souffre ce qu'aucun autre ne supporterait. »

Cette étape de quatre jours à quatre mois de la présidentielle - suivi d'un bref séjour à La Réunion - ne doit évidemment rien au hasard. « Les outre-mer représentent près de 4 % du corps électoral. Si Sarkozy s'y était un tant soit peu intéressé, il aurait fait un second mandat », aime à rappeler André Rougé. Cet ancien conseiller outre-mer de Jacques Chirac, avant de devenir celui de Marine Le Pen, était déjà du dernier voyage sur l'île de la présidente du RN,



Marine Le Pen à son arrivée à Mamoudzou, la capitale de Mayotte, hier. ALAIN ROBERT/SIPA

en mars 2019. Cette fois, l'objectif n'est pas seulement de témoigner « soutien et affection » au peuple mahorais. Ni même de détailler les propositions présidentielles de la candidate pour l'outre-mer - un grand ministère d'État, une loi-programme sur quinze ans et une réforme de la taxe de l'octroi de mer notamment - ce qu'elle fera samedi, lors d'une réunion publique sur la place principale de la capitale.

Mais surtout de montrer, en pointant Mayotte, ce qui attend « les Français de métropole » si rien n'est fait, selon Marine Le Pen. « Mayotte, c'est notre futur si nous ne faisons rien. Ici, c'est la même chose qu'en métropole mais en pire », souligne-t-elle en décomptant les conséquences de l'immigration en termes d'insécurité, d'engorgement des services publics et de dissuasion d'investissements économiques. « On estime la population à 240 000 personnes, ils seraient en réalité entre 450 000 et 500 000 ici, en majorité des clandestins », dénonce Marine Le Pen après un échange avec le président des Républicains du départe-

ment, Ben Issa Ousseni. « C'est une dame qui connaît les difficultés de Mayotte. Elle sait parler aux Mahorais », reconnaît l'élu qui dit cependant ne pas apprécier que son territoire soit « utilisé comme un laboratoire ».

**« Je considère que l'État français fait preuve de maltraitance à l'égard de Mayotte. L'île se transforme en poubelle à ciel ouvert, en véritable favela d'insécurité »**

MARINE LE PEN

Lors d'une rencontre avec une famille endeuillée par l'assassinat de leur fils de 18 ans par trois clandestins, le grand-père prend Marine Le Pen à témoin : « Que fait l'État, que fait la justice ? Ce territoire ne mérite pas de voir des meurtres se répéter chaque jour, de se voir coupé d'eau. Sommes-nous en France ou en Amazonie ? »

Pointant une violence qui a été multipliée par quatre en dix ans, la candidate charge le bilan des précédents chefs de l'État, Emmanuel Macron en tête, accusé de n'être venu qu'une heure sur place pour un discours : « On voit bien que rien n'est véritablement fait pour régler le problème. Je considère que l'État français fait preuve de maltraitance à l'égard de Mayotte. L'île se transforme en poubelle à ciel ouvert, en véritable favela d'insécurité... Cette situation n'est pas normale il faut rétablir l'autorité. C'est une question de volonté. Et j'ai cette volonté ! »

D'une moue, la famille endeuillée peine à cacher un certain fatalisme. « Si les gens tenaient leurs promesses, le travail serait fait et je ne serais pas candidate. Je serais en train de pêcher dans le lagon, là, réplique Marine Le Pen. Soit les gens continuent à faire confiance à ceux qui ne tiennent pas leurs promesses, soit ils font confiance à ceux qui les tiennent. Personne ne pense que je ne réglerai pas le problème de l'immigration ou que je n'améliorerai pas la situation à Mayotte ! » ■

## La Haute-Garonne teste le revenu de base pour les jeunes

Le conseil départemental PS lancera, si l'État l'y autorise, l'expérimentation d'un revenu de 350 à 500 euros par mois pour 1 000 jeunes âgés de 18 à 24 ans.

LAURENT MARCAILLLOU  
CORRESPONDANT À TOULOUSE

**COLLECTIVITÉS** Le conseil départemental de la Haute-Garonne a voté, le 14 décembre, l'expérimentation du revenu de base pour les jeunes de 18 à 24 ans, sous réserve de l'approbation de la préfecture dans les deux mois suivant la décision. Un refus est possible car l'Assemblée nationale a rejeté en 2019 la proposition de loi d'expérimentation du revenu de base portée par 18 conseils départementaux. En Haute-Garonne, 1 000 jeunes seront tirés au sort selon un panel représentatif (urbains, ruraux, étudiants, chômeurs...) des 146 100 jeunes de 18 à 24 ans du département, dont 37 % ne perçoivent aucune aide. Ils recevront à partir de mars 2022 une indemnité mensuelle de 350 à 500 euros par mois selon leur revenu fiscal, pendant 18 mois. Le département prévoit de consacrer au maximum 9 millions d'euros au dispositif.

L'allocation sera cumulable avec les autres aides perçues par les jeunes comme les bourses et les aides au logement. Elle ne sera pas conditionnée à la recherche d'un emploi, ni à celle d'une formation, à la différence du contrat engagement jeune de 500 euros maximum que le gouvernement lancera en mars. Ce revenu d'existence aidera les jeunes à se nourrir, se loger et accéder à la culture. « La précarisation de la jeunesse est en cours », déplore le président du conseil départemental, Georges Méric (PS). Durant



« La précarisation de la jeunesse est en cours », déplore Georges Méric, le président du conseil départemental (ici, le 28 septembre à Toulouse).

la crise sanitaire, nous avons vu des jeunes étudiants qui ne pouvaient plus se payer à manger. Peut-on les exclure de la solidarité nationale ? Non ! »

### Ressentiment et résignation

Les moins de 25 ans ne perçoivent pas le RSA à moins d'être parents isolés. Or la précarité des jeunes n'est plus transitoire mais est devenue un problème de société, selon l'élu socialiste. « Le ressentiment des jeunes aboutit à la résignation, à la

haine et à la violence, ajoute-t-il. On le dit au préfet : on demande juste de faire une expérimentation de 1 000 personnes. L'empêcher serait irresponsable ! »

Pour évaluer l'expérimentation, le conseil départemental a fait appel à six chercheurs en sociologie et en psychologie du Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés et territoires (LISSST) de l'université Toulouse-Jean-Jaurès. Ils constitueront un second groupe témoin de 1 000 jeunes ne percevant pas le reve-

nu de base et effectueront des entretiens réguliers avec les deux panels pendant la période d'expérimentation, pour évaluer l'impact du revenu sur leur vie. Ils analyseront l'insertion dans le logement, la participation aux activités sociales, la santé, le bien-être, le rapport à l'entourage et aux institutions. Une fois l'étude terminée, le conseil départemental sollicitera l'État pour obtenir une loi d'expérimentation et un fonds.

### « Le gouvernement a accouché d'une souris »

Mais pourquoi lancer cette expérimentation au moment où le gouvernement s'apprete à créer le contrat engagement jeune, qui sera conditionné à une démarche d'insertion ? « Le gouvernement a longtemps tergiversé et a accouché d'une souris en proposant un simple contrat d'engagement, qui n'est rien d'autre qu'un élargissement du dispositif de garantie jeunes », répond Georges Méric. Il s'inscrit dans la logique obsolète de la contrepartie, basée sur la défiance envers les jeunes. »

Le conseil départemental veut montrer que l'aide n'empêche pas la recherche d'emploi. « On en a un peu marre de ce fonds un peu rance en France qui considère que l'accompagnement social serait de l'assistanat, s'emporte Arnaud Simion, vice-président du département chargé de l'action sociale de proximité. Ce n'est pas parce qu'on est accompagné qu'on est paresseux, c'est faux ! »

Le revenu d'existence vise à donner confiance aux jeunes pour qu'ils réussissent leur insertion sociale et professionnelle. L'initiative de la Haute-Garonne suit celle de deux autres collectivités. La Gironde a lancé au printemps Cap 1'Crise, une aide d'un montant total maximum de 3 000 euros versée pendant trois à douze mois à environ 500 jeunes de 18 à 29 ans en situation précaire. De son côté, le Grand Lyon expérimente depuis juin un revenu de solidarité jeune (RSJ) de 300 ou 400 euros par mois attribué à 500 jeunes (1 500 à terme) sans emploi ni formation. ■

## EN BREF

### Anne Hidalgo veut s'inspirer de l'« exemple » d'Olaf Scholz

La candidate du PS à la présidentielle française, Anne Hidalgo, a affirmé jeudi à Bruxelles vouloir s'inspirer de l'« exemple » du social-démocrate allemand Olaf Scholz, devenu chancelier la semaine dernière malgré des sondages longtemps défavorables. « Je prends beaucoup exemple sur ce qui a été fait en Allemagne », a assuré le maire de Paris à l'AFP à l'occasion d'une réunion du conseil du Parti socialiste européen. « Olaf Scholz, pendant des mois et des mois, était aussi dans une campagne qui laissait entendre que, finalement, les sociaux-démocrates n'apportent rien », a-t-elle développé. Marginalisés dans son propre parti il y a encore deux ans et longtemps donné battu dans les sondages, Olaf Scholz a finalement remporté les législatives de septembre en Allemagne.

### En Guadeloupe, Mélenchon salue ceux qui « ne se laissent pas mater »

« Ici, c'est la Guadeloupe, les gens ne se laissent pas mater ! » Jean-Luc Mélenchon est en campagne pour renforcer son assise dans les outre-mer et soutenir les soignants menacés de suspension pour leur refus du vaccin contre le Covid, mercredi, devant l'hôpital de Pointe-à-Pitre. Lors de la dernière présidentielle, l'Insoumis avait obtenu 24 % des voix au premier tour en Guadeloupe, seulement devancé par Emmanuel Macron (30 %). Convaincu qu'il peut désormais passer devant le chef de l'État, il est venu montrer qu'il est en phase avec la défiance de nombreux Guadeloupeens contre la politique sanitaire du gouvernement. « Moi qui suis expérimenté de la gestion publique, c'est la première fois que je vois un tel chaos, un refus aussi obstiné et irresponsable » de la part des autorités, a affirmé Jean-Luc Mélenchon en arrivant sur le piquet de grève.

LE GRAND JURY

**Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.**

DIMANCHE 12H-13H

En direct

Benjamin SPORTOUCH [RTL](#)

Marion MOURGUE [LE FIGARO](#)

Adrien GINDRE [LE](#)

**RTL**

Questions et réactions #LeGrandJury

# Affaire Raddad: un complément d'information demandé

Trente ans après les faits, de nouvelles expertises vont être menées. Elles pourraient conduire à une révision du procès.



STÉPHANIE DURAND-SOUFFLAND  
sdurandsouffland@lefigaro.fr

Cette décision est un pas vers la révision. La bataille n'est pas terminée

M<sup>e</sup> SYLVIE NOACHOVITCH  
PIERROT PATRICE/ABACA

**JUSTICE** La commission d'instruction de la cour de révision et de réexamen a ordonné, jeudi, un complément d'information dans l'affaire Raddad.

Omar Raddad, aujourd'hui âgé de 59 ans, a été condamné en 1994 par les assises des Alpes-Maritimes pour le meurtre, en 1991, dans sa propriété de Mougins, d'une riche veuve, Ghislaine Marchal, qui l'employait comme jardinier. La sentence - dix-huit ans de réclusion criminelle - a fait l'objet d'une grâce partielle accordée par le président Jacques Chirac sous la pression d'une par-

tie de l'opinion publique et, surtout, du roi du Maroc, Hassan II. De sorte que M. Raddad, dont la condamnation est actuellement considérée comme définitive, aura passé sept années et deux mois derrière les barreaux. « Cette décision est un pas vers la révision », a déclaré l'avocate de l'intéressé qui a toujours protesté de son innocence. M<sup>e</sup> Sylvie Noachovitch a ajouté avec lucidité : « La bataille n'est pas terminée. »

Ce n'est, en effet, pas la première fois que la défense tente de faire rouvrir ce dossier, jugé à une époque où l'appel aux assises n'existait pas. Dès 1999, M<sup>e</sup> Jacques Vergès, qui avait assisté l'accusé lors du procès, avait déposé une première demande de révision, rej-

tée en 2002 malgré la découverte, entre-temps, d'un ADN inconnu sur la scène de crime. Depuis, plusieurs autres empreintes génétiques d'hommes non identifiés ont été isolées, notamment dans l'inscription « Omar m'a tué » et sa répétition inachevée, « Omar m'a t ». L'une de ces empreintes apparaît à 35 reprises, mêlée au sang de la victime. Pour M<sup>e</sup> Noachovitch, cette abondance d'ADN est de nature à semer le doute sur la culpabilité de son client : le véritable assassin aurait tenu la main sans vie de M<sup>e</sup> Marchal pour rédiger deux inscriptions désignant faussement le jardinier.

Une théorie dont la partie civile avait fait litige en 1994. M<sup>e</sup> Henri Leclerc, qui assistait la famille de

la victime, avait plaidé que la machination était invraisemblable. D'une part parce que M<sup>e</sup> Marchal avait été retrouvée dans une pièce solidement barricadée de l'intérieur, sans que nul ne puisse expliquer comment un éventuel auteur aurait pu bloquer la porte ainsi de l'extérieur.

## Bévués lamentables

D'autre part, parce que le fait qu'il y ait non pas une, mais deux inscriptions en lettres de sang visant « Omar » prouvait, selon M<sup>e</sup> Leclerc, qu'elles étaient bien de la main de la moribonde : un tueur machiavélique se serait contenté d'une seule.

Pour le ministère public, que la cour et le jury ont suivi, l'accusé

était le seul coupable possible. Son mobile : l'argent dont il manquait pour assouvir sa passion du jeu. Sa faiblesse : l'absence d'alibi solide.

Bévués lamentables de l'enquête initiale, mauvaises conditions de conservation des scellés - en 1991, on ne recherchait pas d'ADN sur les scènes de crime, si bien que les pièces à conviction ont pu être polluées ultérieurement -, mise en cause de l'attitude du président des assises décrit par plusieurs observateurs comme instruisant à charge, dénégations constantes d'Omar Raddad : tous les éléments sont réunis pour que le feuilleton judiciaire ne s'arrête pas à la décision de la commission d'instruction, fût-elle négative. ■

# Violence dans les stades : l'État fourbit la parade

Outre des amendes forfaitaires, il va prohiber la vente de bouteilles et déployer des systèmes antiprojections.

CHRISTOPHE CORNEVIN @ccornevin

**SÉCURITÉ** Le jet de bouteille depuis les tribunes sur Dimitri Payet, touché à la tête lors du match opposant l'Olympique Lyonnais à Marseille le 21 novembre dernier, avait fait l'objet d'un électrochoc. Ulcérés par les débordements et des bouffées de hooliganisme qui rongent l'écosystème du ballon rond en France, les représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports ont depuis lors enchaîné les réunions pour trouver au plus vite des pistes afin de pacifier les stades. La Fédération française de football (FFF) et la Ligue de football professionnel (LFP) étaient associées aux réflexions.

Ce jeudi, au terme d'un ultime tour de table présidé par Gérard Darmanin, une batterie de mesures a été dévoilée par la place Beauvau. « Pour vaincre la violence, nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut cibler les comportements individuels déviants et délictueux plutôt que sanctionner la masse des supporters », note-t-on dans l'entourage du ministre même si « des mesures de rencontres à huis clos pourront toujours être prises en cas de nécessité ». Sans attendre, le mécanisme des sanctions, prises au cas par cas, va être durci avec une « systématization des obligations de pointages » et l'inscription au Fichier des personnes recherchées des supporters violents. Les informations liées aux interdictions de stades, qui concernent à ce jour 104 supporters, ont vocation à être davantage partagées avec les clubs et les fédérations. Par ailleurs, l'arsenal des frappes chirurgicales visant les délinquants des tribunes devrait être complété par la création d'une amende forfaitaire délictuelle dont le montant reste à déterminer. Dressée en dehors de tout procès par un policier ou un gendarme, à la manière de ce qui s'applique pour les fumeurs de « joints » surpris en flagrant délit, cette contravention sera réservée « à l'introduction, la détention et l'usage de fusées ou d'artifices de toute nature dans une enceinte sportive ». Le délit sera inscrit dans le casier judiciaire, ce qui est, précise-t-on place Beauvau, « particulièrement préjudiciable pour les postulants à un emploi dans la fonction publique ». Enfin, un groupe de travail sera installé pour « réfléchir à la possibilité d'une mise en place d'une billetterie nominative dans les clubs ». Ses conclusions sont attendues d'ici à six mois, estiment les experts, qui voient dans cette mesure une potentielle « arme absolue » pour identifier un supporter devenu indésirable.

Au chapitre de la sécurisation des infrastructures, l'État et les responsables du football français se sont mis d'accord pour prohiber la vente et le port de bouteilles en plastique dans l'enceinte des stades. Une décision qui entrera en vigueur « au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2022 » sachant que, précise-t-on au gouvernement, « les clubs ont la possibilité de mettre en place cette interdiction au plus vite ». Soucieuse de se montrer bonne élève, la FFF a annoncé sa volonté d'appliquer cette disposition dès le prochain match de l'équipe de France lors duquel des gobelets et des fontaines à eau devraient être à disposition du public.

## « Identifier les fauteurs de troubles »

En outre, la Ligue de football va lancer un audit sur tous les systèmes de vidéo-protection des équipements sportifs « dont la validité arrive à échéance ». « L'idée est de s'assurer de la qualité des images pour bien identifier les fauteurs de faits en cas de débordement, à la fois durant mais aussi à l'issue du match », précise une source ministérielle. Sur le plan des protections dites « physiques », une obligation réglementaire envers les clubs sera intégrée au règlement de la Ligue afin que des « dispositifs antiprojections », tels que des filets, soient mis à disposition dans tous les stades afin que les joueurs, les entraîneurs et les arbitres ne soient pas la cible d'une pluie de projectiles. Il en est de même pour le « matériel anti-intrusions » sur les pelouses, via, en particulier, le déploiement de grandes bandes élastiques, sur préconisation sur préfet. Utilisés sur « préconisation des préfets », ces dispositifs devront être « disponibles et utilisables au cas par cas, pour tous les clubs de la Ligue 1 et de Ligue 2 dès la saison prochaine » à prévenu ce jeudi le gouvernement, qui ajoute qu'« à plus long terme, des travaux vont être menés pour accentuer la sécurité des accès aux stades par la mise en place de tourniquet de pleine hauteur bloquant ». « Une bonne parade pour éviter que des supporters turbulents notamment ceux des clubs visiteurs, tentent un passage en force », souffle un haut fonctionnaire en petit comité.

Bien conscients que la crise sanitaire a clairement les rangs des agents de sécurité l'année dernière, les experts proposent aussi de « recruter, de former, de valoriser et d'encadrer le vivier des stagiaires ». Cet objectif est reconnu comme une des « priorités pour l'ensemble des acteurs du football français ».

Pour pallier les flottements existants quand un incident grave éclate lors



Le 21 novembre, lors du match OM-OL, Dimitri Payet quitte le terrain après avoir été atteint par une bouteille d'eau.  
PHILIPPE DESMAZES/AFP

d'une rencontre, une cellule de crise d'un genre nouveau va voir le jour dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Composée de policiers, de responsables de la sécurité des clubs et bien sûr des arbitres, ce cé-

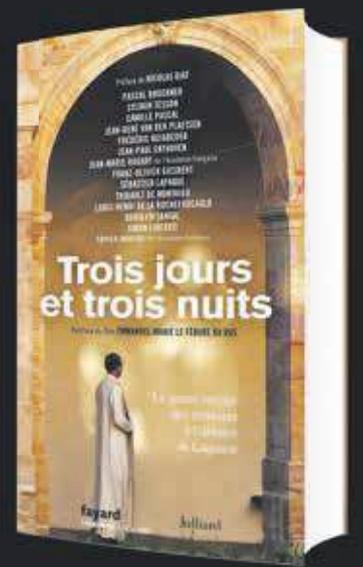
naclé de spécialistes devra rendre sa décision en trente minutes. En cas de troubles, le préfet reprendra la main sur la gestion de l'ordre public. Si un joueur ou un arbitre est blessé, le match sera

interrompu de façon systématique et définitive. En sortant les muscles, les acteurs du football français n'ont qu'une envie : montrer que le ballon rond reste une grande fête populaire. ■

# « UN LIVRE MAGNIFIQUE »

LE FIGARO MAGAZINE

Jean-Paul Enthoven  
Thibault de Montalgu  
Frédéric Beigbeder  
Xavier Darcos  
de l'Académie française  
Louis-Henri de la Rochefoucauld  
Sylvain Tesson  
Jean-Marie Rouart  
de l'Académie française  
Camille Pascal  
Boualem Sansal  
Sébastien Lapaque  
Jean-René Van der Plaetsen  
Simon Liberati  
Franz-Olivier Giesbert



LE GRAND VOYAGE DES ÉCRIVAINS À L'ABBAYE DE LAGRASSE

# L'essor fumeux de la méthanisation

Cette méthode de transformation de matières organiques en énergie menace notamment les eaux et les élevages.

ERIC DE LA CHESNAIS  
@plumedeschamps

**ÉNERGIE** Sur le papier, la méthanisation est une belle idée. Cette transformation de matières organiques, comme les effluents d'élevage agricoles pour produire du gaz et de l'électricité, présente de nombreux atouts. « Elle répond à un triple enjeu : la protection de l'environnement, la gestion des déchets et la politique énergétique », souligne une mission sénatoriale récente, présidée par Pierre Cuyppers (LR) avec pour rapporteur écologiste Daniel Salmon (Solidarité et Territoires). Depuis une dizaine d'années, cette source d'énergie connaît ainsi une forte croissance, comme en témoignent les projets qui ont fleuri dans les campagnes françaises, parfois malgré l'hostilité des populations locales.

On recense en France, selon ce document, « 1 075 installations à la fin 2020, dont 214 injectent du biométhane dans les réseaux de gaz naturel », soit l'équivalent de 0,5 % de la consommation tricolore de gaz naturel. Les 861 autres produisent de l'électricité avec du biogaz pour une production équivalente à 0,6 % de la consommation d'électricité nationale. « Ces installations sont majoritairement de petites unités mises en place autour d'exploitations agricoles », précise Pierre Cuyppers, également agriculteur en Seine-et-Marne. 86 % des méthaniseurs qui injectent du gaz dans les réseaux et 79 % de ceux qui fournissent de l'électricité sont des projets alimen-



tés par les rejets des fermes. » Ainsi, logiquement, les régions françaises où l'on retrouve la plus forte densité de méthaniseurs sont celles fortement agricoles c'est-à-dire le Grand Est (céréalières), les Hauts-de-France et la Bretagne.

Toutefois l'essor de la méthanisation ne se fait pas sans risque. À Châteaulin dans le Finistère, le débordement des résidus d'une cuve

Un centre de méthanisation Terragr Eau à Vinzier (Haute-Savoie). MICHEL COMPAGNON/NATURRIMAGES

de méthanisation de biogaz produit à partir de fumier, lisier, déchets de l'industrie agroalimentaire et de cultures a privé 180 000 personnes d'eau potable en août 2020. « L'État doit garder une maîtrise de la méthanisation et de son développement », insiste Daniel Salmon. Il faut que l'on planifie précisément où on veut aller pour mettre en place un modèle français de la méthanisation. »

« Chaque projet doit s'adapter au territoire, plaide pour sa part Pierre Cuyppers en prenant exemple sur l'installation « surdimensionnée » de Corcoué-sur-Logne, en Loire-Atlantique (lire ci-dessous). « C'est le contre-exemple de ce qu'il faut faire, poursuit-il. La zone pour aller chercher les effluents d'élevage ou de l'industrie est à plus de 70 kilomètres, ce qui est beaucoup trop éloigné. »

Actuellement il y a 1 300 projets dans les cartons. Toutefois les sénateurs ont écarté « l'idée d'un moratoire sur les nouvelles installations », pourtant chère aux écologistes et à la Confédération paysanne. « Les risques environnementaux et agricoles ont bien été identifiés par la mission sénatoriale avec la mise en place des études complémentaires, sans plus de propositions concrètes, regrette Nicolas Girod, secrétaire national de la Confédération paysanne et éleveur laitier dans le Jura. Les externalités négatives sur l'activité agricole sont déjà avérées. On déplore les menaces sur le maintien de l'élevage là où des méthaniseurs sont implantés. »

## Arbitrage des producteurs

L'association Eau et rivières de Bretagne est également sceptique. « Cela fait dix ans qu'on a vu arriver les premiers méthaniseurs en Bretagne, rappelle Arnaud Clugery, directeur d'Eau et rivières de Bretagne. On n'a pas vu d'amélioration dans la qualité des eaux, un kilo de nitrate qui rentre dans un méthaniseur, c'est toujours un kilo qui en ressort en digestat épandu sur les sols comme fertilisant. » Par ailleurs, le système incite les producteurs de porcs et de lait à arbitrer entre vendre leur maïs aux méthaniseurs ou le garder pour leurs animaux, en fonction du prix des matières premières agricoles ou du rachat du kWh. Enfin, rappelle Arnaud Clugery, « le méthane est un gaz dont l'effet de serre est 24 à 26 fois supérieur à celui du gaz carbonique ». ■

## En Isère, les reconversions d'exploitations agricoles alimentent les tensions avec le voisinage

SANDY PLAS @SandyPla  
GRENOBLE

COINCÉ entre les premières pentes du massif de Belledonne et la plaine agricole de la vallée du Grésivaudan, à 25 kilomètres de Grenoble, Tencin est un village tranquille, dont le cadre de vie séduit des familles en quête de verdure. Mais la sérénité de la commune de 2 000 habitants a été sérieusement malmenée, il y a quelques mois, quand un projet d'usine de méthanisation a commencé à émerger.

« Après un premier projet refusé par la préfecture à l'été 2020, car situé en zone inondable, l'annonce d'un deuxième projet, à moins de 200 mètres d'une école, a mis le feu aux poudres dans la population », raconte Joël Marseille, premier adjoint au maire de la commune.

Les riverains, organisés au sein du collectif Tencin Avenir, rejoint par des parents d'élèves, craignent les nuisances olfactives générées par l'usine, notamment au moment des épandages, mais également la hausse du trafic routier dans le secteur. Leur mobilisation, et une manifestation rassemblant 300 habitants organisée en janvier 2021, ont finalement fait plier le porteur du projet. Mais, plusieurs mois après, les tensions ont laissé des traces dans la commune. Car, si le maire a publiquement fait part de son opposition, la question a fissuré le conseil municipal, où siège l'exploitant agricole, porteur du projet. « Le sujet est encore sur la table, car, en fonction de l'évolution de la réglementation sur les zones inondables, rien n'empêchera de relancer le premier projet qui avait été présenté », explique Joël Marseille.

De l'autre côté de la vallée, à Lumbin, un village de 2 000 habitants également, l'installation d'un méthaniseur, porté par deux agriculteurs du secteur, a également soulevé de vives protestations à l'automne 2020. Là aussi, la proxi-

mité des maisons, situées à une centaine de mètres de la future usine, a provoqué la mobilisation des habitants, qui a abouti à l'abandon du projet, en janvier 2021. « On passe pour de vilains petits canards quand on s'oppose à ce genre de projets présentés comme écologiques, alors qu'on est bien conscients qu'il faut aller vers une transition, mais pas de cette façon », défend un membre du collectif Cadre de vie, créé pour s'opposer au projet.

« On passe pour de vilains petits canards quand on s'oppose à ce genre de projets présentés comme écologiques »

UN MEMBRE DU COLLECTIF CADRE DE VIE

Ces craintes, partagées par certains habitants de communes rurales où s'implantent des unités de méthanisation, sont aussi devenues une réalité à Saint-Romain-de-Surieu, une bourgade de 300 habitants, située dans le Nord-Isère. Entré en fonction en novembre 2019, le méthaniseur serait à l'origine, selon certains habitants, de nuisances sonores persistantes : « C'est un romonnement permanent, qui vient du moteur qui transforme le gaz en électricité et qui nous empêche de vivre normalement », raconte Amandine Dutil, dont la maison est située à 100 mètres de l'usine. Elle dénonce également les passages récurrents des tracteurs devant sa maison. « C'est vrai que le bruit est présent, mais les tests sonores sont conformes à la législation », répond Yannick Gache, l'agriculteur propriétaire du méthaniseur, qui veut aujourd'hui renouer le dialogue avec le voisinage. « Quand on se lance dans un projet comme ça, c'est pour apporter quelque chose, ce n'est pas pour créer des problèmes. » ■

1 075

Nombre d'unités de méthanisation en France, selon la mission d'information du Sénat

## Au sud de Nantes, un projet XXL qui inquiète les riverains

THIBAUT DUMAS @ThibDumas  
NANTES

PLUSIEURS collectifs d'habitants et les collectivités locales s'opposent au projet de 210 agriculteurs de Metha Herbauges, à Corcoué-sur-Logne (Loire-Atlantique).

En face de la coopérative et de l'éventuel chantier attenant, le panneau jaune et rouge se détache dans la broussaille automnale. La silhouette d'une vache coiffée d'une unité de méthanisation, avec peint en sous-titre : « Non à la méthanisation XXL. » Des dizaines de panneaux - dont certains arrachés - poussent ainsi dans les environs de Corcoué-sur-Logne (Loire-Atlantique), aux portes de la Vendée. La petite commune rurale de 3 000 habitants doit en théorie accueillir en 2023 le plus grand méthaniseur de France.

« Personne n'était au courant du projet ni de sa taille jusqu'en avril 2020. Imaginez, vous avez au milieu de cette campagne une fine cheminée de 50 mètres de haut et huit cuves de 20 mètres », s'inquiète Jacqueline Fraboul, riveraine et membre du Collectif vigilance méthanisation Corcoué (CVMC). « La question n'est pas de savoir si le projet est bon ou mauvais, mais s'il

est acceptable et durable ? », poursuit le maire Claude Naud (divers gauche), dont le conseil municipal a voté contre, à l'unanimité.

Pourtant 210 agriculteurs travaillant jusqu'à 40 kilomètres à la ronde s'agregent déjà dans Metha Herbauges, avec le biogazier danois à capitaux américains Nature Energy, pour un investissement partagé de 80 millions d'euros. Avec la promesse de « 21 emplois directs et environ 200 emplois indirects ». « On essaie de créer une solution énergétique locale, une unité de taille suffisante pour absorber les effluents des agriculteurs, qui sont déjà là. On ne crée pas de gisement de céréales comme en Allemagne et on ne demande pas d'argent public », argumente Jean-Michel Bréchet, directeur de la Coopérative d'Herbauges. 498 000 tonnes de matières - trois quarts de fumiers et de lisiers, un quart de végétaux - doivent permettre de produire sur deux lignes 16,5 millions de m<sup>3</sup> de biométhane par an, injectés dans le réseau GRDF à Machecoul, 15 kilomètres à l'ouest.

Des chiffres revus à la baisse d'un tiers face aux critiques, notamment après que 800 personnes ont manifesté en février dernier dans les rues de Corcoué-sur-Logne. « Ce n'est pas juste ma mai-

son, mon jardin, ma route. C'est vraiment une mobilisation plus large contre un certain type de modèle agricole qui voit toujours plus gros », déplore Mauricette Couëron, une autre des 200 adhérents du CVMC. « Tout se fait dans l'égalité et sans agressivité », complète sa camarade, Jacqueline. Le collectif voisin de la Limouzinière compte 150 membres.

« On ne crée pas de gisement de céréales comme en Allemagne et on ne demande pas d'argent public »

JEAN-MICHEL BRÉCHET, DIRECTEUR DE LA COOPÉRATIVE D'HERBAUGES

La communauté de communes et les exécutifs des départements concernés se sont tous exprimés contre. « Près de 200 passages (170, NDLR) de camions par jour sont prévus. Ces routes ne permettent pas à ce jour de supporter une telle hausse de trafic et créeraient des situations d'insécurité pour les usagers et les riverains », écrit ce lieu de la Loire-Atlantique. Le cabinet de la ministre de l'Écologie a précisé à Ouest-France « qu'elle ne se prononcera pas sur ce projet », malgré le soutien de Barbara Pompili à la méthanisation.

« Les élus se cachent derrière la population ! Le 44 est devenu une terre de luttés où l'on ne pourra bientôt plus rien construire, avertit Jean-Michel Bréchet, s'il faut adapter notre projet, déplacer le lieu de construction, on le fera. » Le porteur du projet a finalement saisi la Commission nationale du débat public (CNDP) qui a rendu le 1<sup>er</sup> septembre un rapport plutôt sévère. « L'information du grand public a été assez faible », écrivent entre autres les deux rapporteuses. Trois réunions publiques auront lieu fin novembre, avant l'annonce de l'enquête publique en février et une décision de la préfecture de Loire-Atlantique au printemps. ■

1 300

Nombre d'installations de méthanisation en projet

Manifestation, en février, à Corcoué-sur-Logne (Loire-Atlantique), commune censée accueillir, en 2023, le plus grand méthaniseur de France.



OLIVIER LANRIVAIN/PHOTOPRESS/OCEANOGRAPHIE

## INTERNATIONAL

# Assaut contre le Capitole: l'étau se resserre sur Donald Trump

La commission d'enquête veut entendre Mark Meadows, son ultime chef de cabinet.

MAURIN PICARD @MaurinPicard  
NEW YORK

**ÉTATS-UNIS** Mark Meadows pensait avoir évité le pire en partageant près de 9 000 documents personnels avec le Congrès. Le dernier chef de cabinet de Donald Trump espérait ainsi éviter une convocation en bonne et due forme devant la commission d'enquête sur l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021, par des centaines de supporters du président sortant et de militants d'extrême droite (9 morts, dont 4 suicides ultérieurs).

Lors d'un vote réunissant mardi soir 220 démocrates et 2 républicains, la Chambre des représentants l'a accusé d'entrave au Congrès et a saisi le ministère de la Justice de son cas. Si l'Attorney general, Merrick Garland, suivait cette recommandation, des poursuites pénales seraient engagées contre Meadows, à l'instar d'un autre témoin clé récalcitrant, Steve Bannon, condamné le 12 novembre, incarcéré le

15 puis libéré sous caution en attendant son procès.

Âgé de 62 ans, Meadows a selon toute vraisemblance joué un rôle capital dans les journées précédant l'assaut du Capitole, qui visait à interrompre le vote de certification en cours de la victoire de Joe Biden à la présidentielle, en exerçant suffisamment de pression sur le vice-président Mike Pence, en charge des débats à la Chambre. Celui-ci avait échappé de peu à l'ire des militants, dont certains parlaient de « le pendre ».

Après avoir initialement accepté de témoigner devant la commission de neuf élus présidée par la démocrate Bennie Thompson, Mark Meadows s'était soudain rétracté. Son avocat, George Terwilliger, avait évoqué la découverte fortuite d'une requête de la commission auprès de l'opérateur de téléphonie de son client, en vue d'éplucher ses communications téléphoniques.

Parmi les milliers de documents, courriels et messages texte remis par l'ex-directeur de cabinet à la commis-

sion, figurent des trésors pour les enquêteurs. Plusieurs messages rendus publics révèlent une panique générale dans le premier cercle de fidèles autour de Donald Trump.

## Théories conspirationnistes

« Mark, le président doit dire aux gens qui sont au Capitole de rentrer chez eux, textait l'animatrice ultra-conservatrice de Fox News Laura Ingraham. C'est en train de nous faire beaucoup de mal. C'est en train de détruire son legs. » « Peut-il faire une déclaration ? demandait un autre présentateur vedette de Fox News, Sean Hannity. Il faut qu'il demande à ses supporters d'évacuer le Capitole. »

« Il faut une intervention du Bureau ovale, renchérisait Don Trump Jr., incapable de joindre son propre père et obligé de passer par Meadows. C'est à lui de prendre les commandes. C'est allé trop loin et hors de tout contrôle. Il faut qu'il condamne ce bordel illico. » « Je pousse en ce sens, je suis d'accord », avait répondu Meadows, qui avait pourtant relayé auparavant les plans d'action éventuels contre le vote de certification, propagé les théories conspirationnistes autour du « Big Lie » électoral et, selon des témoins, « tout fait pour plaire » à un président avide de rumeurs, même les plus fantaisistes.

Au-delà du bras de fer avec Meadows, la commission d'enquête ambitieuse

d'interroger 300 témoins et a déjà reçu 30 000 documents à charge. « L'histoire de ces moments (que nous vivons) sera écrite un jour, avec tout le travail que la commission a entrepris », prédit Bennie Thompson, qui anticipe de nouvelles assignations à comparaître. Une cour d'appel, le 9 décembre dernier, a par ailleurs estimé que Donald Trump ne pouvait invoquer des privilèges présidentiels pour bloquer la transmission à l'enquête de communications internes à la Maison-Blanche. Il disposait alors de quatorze jours pour adresser un recours à la Cour suprême, avant que la commission ne soit autorisée à réclamer les archives en question. ■



L'ex-président américain Donald Trump et son chef de cabinet, Mark Meadows, le 8 mai 2020 à la Maison-Blanche (Washington).

# L'Afghanistan ravagé par les violences

Amnesty International pointe les crimes commis par les talibans, les Américains et les soldats afghans.

MARGAUX BENN @B\_Margaux

**ASIE** Des détenus dans un clapier à pigeons, privés de nourriture et d'eau, des exécutions sommaires, des chasses à l'homme, des bombardements sur des maisons hébergeant des enfants endormis... Les exemples d'abus commis tant par les forces américaines et gouvernementales afghanes que par les talibans, dans les mois qui ont suivi la prise du pouvoir par ces derniers, émaillent le rapport d'Amnesty International, paru mercredi.

« L'accession des talibans au pouvoir (le 15 août dernier, NDLR) est souvent perçue comme une sorte de coup d'État sans violence. Pourtant, même si les talibans ont pris Kaboul sans créer le bain de sang redouté par tant d'Afghans et d'observateurs étrangers, les mois qui ont précédé cette victoire ont été marqués par l'horreur », souligne Brian Castner, un responsable du programme d'étude de crises auprès d'Amnesty International. Le chercheur, qui est l'un des auteurs du rapport, tient à rappeler que « la plupart des victimes et leurs familles n'ont à ce jour pas obtenu de réparations, notamment de la part du gouvernement américain qui a reconnu avoir causé des victimes civiles ». Selon la mission des Nations unies en Afghanistan, 1659 civils ont été tués et 3524 blessés au cours des six premiers mois de l'année, soit 47 % de plus que l'année précédente. En cause, notamment, la rapidité de progression des talibans, qui s'emparaient de nombreux territoires alors que l'échéance du retrait des troupes américaines approchait.

Cette violence émane de toutes les parties. Les talibans ont assassiné, torturé et détenu des membres de minorités religieuses, des forces gouvernementales et des civils perçus comme des sympathisants du gouvernement. Un ancien soldat détenu dans une cage à pigeons par les talibans raconte : « Le taliban s'est saisi d'un couteau, disant qu'il voulait décapiter tous les blessés, car c'étaient des infidèles et des Juifs. » D'autres ont été abattus à bout portant. « L'ampleur des tueries demeure inconnue, car les talibans avaient

coupé le réseau téléphonique ou encore restreint l'accès à internet dans de nombreuses zones rurales » dans les mois qui ont suivi leur entrée dans Kaboul, avance le rapport.

L'ONG met également en lumière quatre bombardements sur des maisons de civils : trois commis par l'aviation américaine, et un par l'armée de l'air afghane. Au total, ces frappes ont tué 28 civils (15 hommes, 5 femmes et 8 enfants), et en ont blessé 6 autres. Le 9 novembre 2020 par exemple, 5 personnes, y compris une petite fille de 3 mois, ont été tuées, et 6 autres blessés quand une frappe s'est abattue sur leur maison dans le quartier résidentiel de Mulla Ghulam à Khanabad, dans la province de Kunduz. « Ce type de bavures, il y en a beaucoup, et toutes ne sont pas recensées. Pour celles que l'on connaît, les États-Unis doivent absolument assumer leurs erreurs et soutenir les victimes de leurs frappes et leurs familles », martèle Brian Castner.

## Attaques au mortier

« À cause d'un mélange de négligence et de mépris pour la loi, des membres des forces de sécurité afghanes formées par les États-Unis ont fréquemment lancé des attaques au mortier qui ont tué des habitants et tué des civils », établit le rapport, précisant que « l'utilisation de mortier dans des zones à forte densité de population peut constituer un crime de guerre ». « Des maisons, des hôpitaux, des écoles et des magasins ont été transformés en scènes de crime », condamne Agnès Callamard, la secrétaire générale d'Amnesty International, qui appelle la Cour pénale internationale (CPI) « à revenir sur sa décision malavisée de ne plus prioriser les enquêtes concernant des opérations militaires américaines et afghanes et à creuser les pistes qui pourraient révéler des crimes de guerre ». En septembre, plusieurs organisations de défense des droits humains avaient critiqué la décision du procureur général de la CPI, Karim Khan, d'écartier des priorités l'enquête sur les forces américaines pour se concentrer sur les talibans et la faction afghane du groupe État islamique. ■

COMMUNIQUÉ

**VELUX®**

Gagnez jusqu'à **5 000 €** pour transformer votre pièce\*

Combles : l'endroit idéal pour aménager votre bureau

© 2021 Groupe VELUX VF 7403-1221. © VELUX et le logo VELUX sont des marques et des modèles déposés et utilisés sous licence par le groupe VELUX. Ce document n'est pas contractuel. VELUX France, S.A.S. au capital de 6 400 000 euros, RCS EVRY 970 200 044.

Vous en avez assez de devoir vous isoler dans votre salle de bains pour participer à vos conférences téléphoniques ? Transformez vos combles en un vrai espace de travail calme et lumineux.

Le télétravail, que nous pensions être une solution temporaire, s'inscrit désormais dans notre quotidien. Dès lors, cessez de « bricoler » l'organisation de votre travail à la maison, en répondant à vos mails depuis votre canapé ou en planifiant vos rendez-vous téléphoniques dans votre cuisine. Vous pouvez disposer chez vous d'un lieu dédié, vous offrant des conditions de travail confortables et vous permettant de cloisonner univers professionnel et sphère privée. Trouver davantage de place dans votre maison déjà bien remplie n'est pas chose facile, heureusement il est toujours possible d'investir vos combles !

## Concentration et productivité

Vos combles sont probablement le meilleur endroit pour installer un bureau dans lequel vous prévoyez de passer jusqu'à huit heures par jour. C'est un lieu calme, isolé du reste de la maison, où aucun bruit ni passage ne vient troubler votre concentration. La pièce étant située au dernier étage, vous profitez d'une vue dégagée sur les environs : les pauses que vous vous autoriserez pendant la journée de travail n'en seront que plus ressourçantes ! Pour un aménagement réussi de cet espace, il est indispensable d'inclure l'éclairage naturel dès les prémices de votre réflexion.

## Importance de la lumière naturelle

En multipliant les entrées de lumière dans la pièce, vous profitez des bienfaits de la luminosité naturelle sur les performances intellectuelles, avec notamment une vigilance accrue et moins de fatigue. Par ailleurs, vous faites entrer l'extérieur à l'intérieur et élargissez la perception de l'espace de votre pièce. Selon les activités que vous prévoyez d'y réaliser (bureautique, écriture, travaux manuels...) et la disposition de l'endroit (taille, forme, nombre de pans de toit...), vous pouvez opter entre les différents moyens d'amener l'éclairage naturel : fenêtres disposées l'une au-dessus de l'autre, côte à côte ou aux quatre coins de la pièce... En combinant plusieurs entrées de lumière, vous ferez de votre nouveau bureau un espace multi-activités baigné de lumière et ouvert sur l'extérieur, qui pourra facilement évoluer dans le temps.



Participez au jeu-concours en vous inscrivant avant le 31.12.2021 sur [www.velux.fr](http://www.velux.fr)

\* Règlement sur [velux.fr](http://velux.fr)

# Ukraine: l'Europe oppose une fin de non-recevoir aux demandes de Poutine

Les 27 brandissent la menace de sanctions mais ne désespèrent pas de renouer le dialogue avec Moscou.

ANNE ROVAN @AnneRovan  
CORRESPONDANTE À BRUXELLES

**EUROPE** Les craintes d'une invasion russe en Ukraine ont beaucoup agité Bruxelles jeudi. Au Conseil d'abord, où les Vingt-Sept étaient réunis pour un sommet de fin d'année particulièrement chargé en raison des inquiétudes sur le variant Omicron, de l'envolée des prix de l'énergie et de cette concentration de soldats russes à la frontière ukrainienne. Mais aussi au siège de l'Otan, où le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, a reçu l'Américaine Karen Donfried. La secrétaire d'Etat adjointe chargée de l'Europe était venue présenter aux ambassadeurs de l'Alliance les garanties juridiques demandées aux alliés par Moscou.

Sans surprise, Poutine a essuyé une fin de non-recevoir. Le président russe veut être certain que l'Ukraine ne pourra rejoindre l'Otan, en dépit des promesses faites à ce pays en 2008, et appelle l'alliance à ne pas prospérer davantage à l'est. « Nous ne ferons aucun compromis sur le droit de l'Ukraine à choisir sa propre voie, nous ne ferons aucun compromis sur le droit de l'Otan à protéger et à défendre tous les alliés et nous ne ferons aucun compromis sur le fait que l'Otan a un partenariat avec l'Ukraine », a prévenu Jens Stoltenberg après une rencontre avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Vladimir Poutine n'a certainement pas été surpris par cette réponse.

À l'heure de boucler cette édition, et au terme d'interminables échanges sur la situation sanitaire et les prix de l'énergie, les Vingt-Sept n'avaient toujours pas terminé leur

discussion sur la Russie. Celle-ci a fait l'objet de mesures de sécurité exceptionnelle afin d'éviter toute « fuite » de leurs échanges.

Une majorité d'entre eux souhaitent éviter l'escalade. Leur posture consiste à la fois à menacer Moscou de lourdes sanctions économiques – une promesse également formulée par le G7 le week-end dernier – et à tenter de reprendre le dialogue avec Vladimir Poutine alors que celui-ci semble privilégier Washington et dédaigner l'UE. « Il y a d'autres cho-

En marge du sommet européen, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky (à gauche), a rencontré Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'Otan, jeudi, à Bruxelles.

JOHN THYS / AFP

ses à faire que les sanctions. C'est un instrument parmi d'autres », confie un diplomate européen.

## Levier de dissuasion

Dans cet esprit, un paragraphe a été ajouté au projet de conclusions de la réunion, après les échanges qu'ont eu mercredi soir Olaf Scholz et Emmanuel Macron avec leur homologue ukrainien. « Le Conseil européen encourage les efforts diplomatiques, notamment dans le format Normand, pour parvenir à la pleine mise en

œuvre des accords de Minsk ». La promesse de sanctions figure aussi toujours dans le document, qui est cependant susceptible d'évoluer. « Toute nouvelle agression militaire contre l'Ukraine aura des conséquences massives et un coût élevé en réponse », est-il écrit. Mais il n'est pas question pour les Européens de dévoiler les cartes qu'ils ont en main. D'éventuelles sanctions préventives ne font pas partie des scénarios. Au grand dam du président ukrainien, qui considère que ce pourrait être un

levier de dissuasion face à Moscou. Le dirigeant s'est engagé à ne pas tomber dans le piège du Kremlin et a promis de n'avoir « aucune attitude agressive », vis-à-vis de la Russie.

Jeudi matin, à leur arrivée au sommet, plusieurs dirigeants ont à nouveau souligné la gravité de la situation à la frontière ukrainienne et dressé la longue liste des provocations de Moscou. Parlant d'« une série d'attaques », le premier ministre letton Krišjānis Kariņš s'est employé à les énumérer : l'instrumentalisation des migrants par le pouvoir biélorusse proche de Moscou, l'envolée des prix de l'énergie « influencée » par Gazprom, troupes russes massées à la frontière ukrainienne...

Le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, qui doit par ailleurs gérer sa première crise diplomatique avec Moscou (lire ci-dessous) a promis de « tout » faire « ensemble » pour protéger l'Ukraine. « Nous soulignerons ici, une fois de plus, que l'inviolabilité des frontières est l'un des fondements très importants de la paix en Europe, et que nous ferons tout ensemble pour garantir que cette inviolabilité subsiste réellement », a-t-il déclaré. Le nouveau dirigeant n'a pas précisé si Nord Stream 2, le gazoduc très controversé dont la mise en service est désormais prévue pour mi-2022, pourrait en faire éventuellement partie. Certains comptaient mettre le sujet sur la table. Notamment le président lituanien, Gitanas Nausėda, convaincu que c'est « un des instruments qui pourraient être très forts dans les relations avec la Russie ». D'autres estiment au contraire qu'il faut laisser ces questions d'énergie de côté, au moment où la reprise post-Covid alimente déjà une importante flambée des prix. ■



## Mark Rutte repart pour un quatrième mandat

C'EST incontestablement une bonne nouvelle pour Emmanuel Macron, à l'approche de la présidence française de l'UE. Son allié néerlandais, le libéral Mark Rutte, est quasiment assuré d'être reconduit en janvier dans ses fonctions de premier ministre des Pays-Bas, poste qu'il occupe depuis 2010. Mieux, en raison de la modification des équilibres politiques, le dirigeant, classé comme frugal, sera amené à être moins orthodoxe au plan budgétaire et plaide désormais pour « la modernisation du pacte de croissance et de stabilité ». Une convergence de plus entre Paris et La Haye, où les points de vue se sont fortement rapprochés sur nombre de sujets ces dernières années, de la taxe carbone aux frontières à la prise en compte du climat dans le commerce. « Il y a bien sûr des nuances mais il n'y a plus d'opposition frontale », souligne un diplomate.

Au terme de 27 jours de tractations lancées après les législatives de mars 2021, Mark Rutte a réussi cette semaine à constituer une coalition. Les débats autour de l'accord se poursuivent au Parlement de La Haye, il n'a pu participer aux deux journées de réunions des Vingt-Sept à Bruxelles. Un autre dirigeant des pays du Benelux, le Belge Alexander De Croo, l'a représenté.

### « Mister Teflon »

L'homme, surnommé « Mister Teflon » parce qu'il fait preuve d'une endurance à toute épreuve quand les difficultés se présentent, revient de loin. Il avait choisi de démissionner en janvier 2021, tout en continuant à gérer les affaires courantes. Il était alors rattrapé par le scandale des allocations familiales. Plusieurs milliers de familles avaient été accusées à tort d'avoir fraudé entre 2013 et 2019 et avaient été contraintes à des remboursements

abusifs. Des membres du gouvernement Rutte avaient étouffé l'affaire.

La gestion de la crise du Covid lui a toutefois permis de redresser la barre et d'arriver en tête des élections. Encore fallait-il parvenir à composer une coalition. Cela n'a pas été une mince affaire et ces 9 mois de tractations ont également été émaillés d'événements pour le moins cocasses, notamment lorsque des documents confidentiels avaient été retrouvés dans un train.

Au final, les membres de la coalition étaient les mêmes que précédemment. La droite libérale de Mark Rutte (VVD) va gouverner avec le parti social libéral de Sigrid Kaag (D66), les chrétiens-démocrates de Wopke Hoekstra (CDA) et la petite formation conservatrice chrétienne ChristenUnie. À cette nuance près que les équilibres politiques ont beaucoup changé entre les élections de 2017 et 2021. Si le VVD est resté en tête, D66 n'est plus une force d'appoint mais s'affiche comme le deuxième partenaire de la coalition.

À la clé, beaucoup plus de dépenses que précédemment. Même l'ex-ministre des Finances Wopke Hoekstra, qui s'était opposé à la création d'une dette commune européenne pour financer la reprise après la crise Covid et s'était attiré les foudres des dirigeants des pays du sud de l'UE, semble avoir mis de l'eau dans son vin. Les mesures envisagées démontrent que « chaque personne compte vraiment », a-t-il déclaré. Ont ainsi été décidées l'extension de la gratuité pour les gardes d'enfants et une augmentation de 7,5 % du salaire minimum légal. S'ajoutent à cela 35 milliards d'euros d'investissements pour arriver à l'objectif de neutralité carbone voulue par l'UE à l'horizon 2050. Le pays, qui en possède déjà un, compte aussi se doter de deux nouveaux réacteurs nucléaires. ■ A.R.

Le chancelier allemand Olaf Scholz, jeudi, à Bruxelles.

K. TRIBOUILLARD/REUTERS



## Olaf Scholz à l'épreuve de sa première crise diplomatique avec Moscou

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr  
CORRESPONDANT À BERLIN

UN MEURTRE commandité par la Russie, commis sur le sol allemand, dans le parc berlinois du Tiergarten : la condamnation à perpétuité infligée mercredi par la justice allemande à Vadim Krasikov, coupable d'avoir assassiné en août 2019, un opposant tchèque sous les ordres de Moscou, plonge le gouvernement d'Olaf Scholz dans sa première crise diplomatique bilatérale.

« Il s'agit d'une atteinte grave à la souveraineté de l'Etat », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock en expulsant deux diplomates russes. Ce verdict qui s'apprête à son tour à éloigner deux diplomates allemands. L'affaire intervient au moment où l'UE agit la menace de lourdes sanctions contre la Russie, soupçonnée de vouloir envahir l'est de l'Ukraine, testant par là même la solidité

du nouveau gouvernement allemand face au Kremlin.

L'expulsion de deux diplomates russes figurait déjà parmi les options envisagées par l'équipe Merkel à la veille du verdict. Déjà en 2019, Berlin avait fait de même, reprochant alors aux autorités russes leur manque de coopération dans l'enquête. L'initiative colle parfaitement avec les vues de la jeune ministre écologiste, qui promeut l'image d'une diplomatie ancrée autour des « valeurs ». Annalena Baerbock est de surcroît hostile au gazoduc Nord Stream 2, promu à l'inverse par Olaf Scholz et le SPD. S'il devait s'envenimer, l'épisode exposerait un peu plus les failles de la coalition.

### Ambiguïté assumée

Jeudi, le quotidien russe Nezavissimaya Gazeta a pris la quadrangulaire pour cible. « La diplomatie allemande est tombée dans les mains d'une femme peu compétente » dont les « premiers jours d'activité se sont résumés à des menaces et des sermons », lui reproche le journal, proche du pouvoir. En revanche, le Kremlin se montre plus éloquent à l'égard d'Olaf Scholz. Le verdict du Tiergarten « appartient à la catégorie des événements peu plaisants » mais qui ne « devrait avoir aucun effet sur les promesses de dialogue entre Vladimir Poutine et le chancelier », minimise son porte-parole, Dmitri Peskov.

Peu loquace, Olaf Scholz trône dans la position du sphinx, qui soutient formellement l'initiative de sa ministre mais dont on ignore comment il réagirait à un coup de force militaire russe dans le Donbass. « Le prix sera élevé », répète le chancelier, une formule qui participe d'une « ambiguïté » assumée, relève un diplomate. En attendant, l'Ukraine accuse l'Allemagne de lui refuser la livraison d'armes défensives.

Lors des négociations de coalition, raconte le Spiegel, les représentants sociaux-démocrates s'étaient affrontés aux Verts. Les premiers voulaient inscrire dans le contrat une formule étonnante plaçant l'UE et la Russie sur un pied d'égalité. L'Allemagne prend « au sérieux les intérêts justifiés de la Russie » et respecte « en même temps les intérêts de nos voisins européens », était-il énoncé dans cette phrase, finalement supprimée. Dimanche, Annalena Baerbock a semé un peu plus le trouble dans la majorité en annonçant qu'un engagement militaire russe entraînerait l'abandon de Nord-Stream 2. La diplomate est manifestement allée trop loin en politisant un dossier qu'Olaf Scholz entend cantonner à la sphère économique et juridique.

L'intéressé se pose en héritier de Willy Brandt, l'ex chancelier SPD connu pour sa politique d'apaisement à l'égard de l'Union soviétique (Östpolitik). Or, cette référence historique n'est pas du goût de tout le monde. « La Russie est devenue une puissance révisionniste qui ne reconnaît pas les résultats de la guerre froide. J'espère et je crois qu'Olaf Scholz ne commettra pas l'erreur de retomber dans les vieux schémas », s'inquiète Alexander Graf Lambsdorff, député du FDP, membre de la coalition. Le nouveau chef de la fraction SPD au Bundestag n'est pas loin de partager l'opinion : « Nous sommes prêts à un dialogue constructif avec la Russie mais l'envoi de commandos de tueurs ne constitue pas une contribution », regrette Nils Schmidt au Spiegel. Chaque parti politique allemand compte aussi dans ses rangs ses « amis du Kremlin », qui ne sont pas moins nombreux. Simple-ment, ces derniers temps, ils se montrent un peu moins bavards. ■

# Kim Jong-un, l'héritier devenu grand en dix ans de règne

Après l'heure de l'apprentissage, le dictateur nord-coréen veut désormais faire accepter son statut de puissance nucléaire par Washington et obtenir la levée des sanctions.

SÉBASTIEN FALLETTI @fallettiseb  
CORRESPONDANT EN ASIE

**CORÉE DU NORD** Emmitoufflé dans son long manteau sombre, le jeune homme trapu, progresse péniblement sur le tapis de neige de Pyongyang, au pas lent de la limousine Lincoln noire. Sur le toit du véhicule, le cercueil de son père, le Cher Dirigeant, Kim Jong-il, repose sur un épais coussin de chrysanthèmes, porté pour un ultime triomphe funèbre à travers la capitale de la fière République populaire de Corée (RPDC). Sur les trottoirs, la foule massée sous les lourds flocons, hurle ostensiblement sa douleur, devant les caméras de la propagande, dans une atmosphère magnétique digne d'Eisenstein. Même Hollywood ne peut rivaliser avec l'art de la mise en scène de la seule dynastie « communiste » de la planète.

À l'avant du cortège, le monde découvre le visage grave du « grand successeur », aux joues rosies par le froid et l'émotion. Âgé d'à peine 26 ans, Kim Jong-un semble tituber, aux côtés des plus hauts gradés en uniforme, comme submergé par le poids de la charge qui s'abat sur ses épaules. Dans son dos, son oncle, Chang Song-taek, le marque de près, avec l'assurance du cacique ayant traversé toutes les purges.

Le « régent de Pyongyang » apparaît comme le nouvel homme fort du régime paria en ce 19 décembre 2011 fatidique lorsque la speakerine de la télévision d'État annonce à grands cris de douleur l'impensable, la mort de Kim Jong-il, survenue deux jours plus tôt, dans son train blindé alors qu'il « travaillait sans relâche pour le peuple ».

« Le dixième anniversaire au pouvoir est une opportunité pour élever le culte de la personnalité. Il s'agit de systématiser le Kim-jong-unisme »

CHEONG SEONG-CHANG, DU SEJONG INSTITUTE, À SEOUL

On ne donne alors pas cher du jeune héritier à l'allure gauche et enveloppée, grand fan de basket, condamné à un rôle de « marionnette » par nombre d'éminents analystes. Ce fils d'une danseuse, grand amour de Kim Jong-il, élevé en prince caché en Suisse, ne semble pas avoir la carrure pour sauver le régime paria, étranglé par les sanctions, et la misère, dont beaucoup prédisent l'effondrement imminent, depuis la chute du mur de Berlin. Barack Obama attend alors que la dictature atomique tombe comme un fruit mûr, misant sur la « patience stratégique », et prépare ses forces spéciales à des opérations commando hardies pour récupérer les « bombes » nord-coréennes, en cas de chaos à Pyongyang.

Une décennie plus tard, le Maréchal, Kim Jong-un, a démenti tous les pronostics, imposant son emprise absolue à Pyongyang et défie crânement Joe Biden, avec un arsenal nucléaire toujours plus sophistiqué. Après avoir « tué le père », en exécutant froidement son oncle Chang en 2013, le troisième des Kim a renforcé méthodiquement son arsenal, lançant le premier

missile intercontinental (ICBM) nord-coréen capable de menacer le territoire américain en 2017. Avant de tutoyer Donald Trump, lors d'un sommet spectaculaire à Singapour, accédant à la célébrité planétaire. Il devient le premier dirigeant nord-coréen à serrer la main d'un président américain, un coup diplomatique dont avaient rêvé ses prédécesseurs. « Nous l'avons tous sous-estimé. Le monde l'a pris pour une caricature de bande dessinée, mais il a accompli tant de choses ! Aujourd'hui, il fait profil bas, mais il prépare la suite avec détermination », juge Jean Lee, Senior Fellow au Wilson Centre, un think-tank à Washington.

Le fils cadet du prolifique dictateur, choisi dès l'enfance comme héritier, au détriment de son frère aîné, se préparait en réalité en coulisses à sa lourde charge, bien avant qu'il ne surgisse sur le devant de la scène mondiale. « Il a été choisi pour son caractère bien trempé, et il a été bien formé. Il était déjà le numéro deux du régime, dès la fin 2008, puis a pris le contrôle direct de l'armée et les services de sécurité l'année suivante », explique Cheong Seong-chang, du Sejong Institute, à Séoul, l'un des premiers à identifier le mystérieux successeur.

Kim parachève son couronnement en 2021 s'affublant du titre de « Suryeong », jusqu'ici réservé uniquement à son grand-père Kim Il-sung, fondateur de la dynastie, et Président éternel de ce régime ultranationaliste, qui s'est drapé dans les oripeaux du marxisme-léninisme pour asseoir une emprise totalitaire.

Depuis mai, le *Rodong Sinmun*, emploie ce titre signifiant « chef suprême », pour désigner le dirigeant aujourd'hui âgé de 37 ans. Une formulation lancée en janvier lors du dernier congrès du Parti des travailleurs, durant lequel les photos de ses glorieux aïeux ont disparu, marquant l'émancipation ultime du secrétaire général. « Cela signifie qu'il n'a plus besoin de la lumière de ses prédécesseurs pour assurer sa légitimité », décrypte Cheong. « Le dixième anniversaire au pouvoir est une opportunité pour élever le culte de la personnalité. Il s'agit de systématiser le Kim-jong-unisme », prenant le relais de l'idéologie accrochée à son charismatique grand-père, auquel il ressemble tant physiquement, ajoutée ce spécialiste des arcanes nord-coréennes. Et marquer une nouvelle césure dans l'histoire d'un régime scandé par des séquences décennales majeures depuis sa fondation en 1945. Kim Il-sung s'émancipait des grands frères soviétique et chinois en 1955, imprimant un virage nationaliste, avant de prendre ses distances avec le marxisme dix ans plus tard, en accouchant d'une idéologie à sa main, le Juche. Au milieu des années 1970, la première succession de cette « monarchie stalinienne » s'enclenche avec l'émergence de l'héritier Kim Jong-il.

Malgré une santé fragile, le dictateur trentenaire se projette aujourd'hui vers une nouvelle décennie de règne sans partage, poursuivant son bras de fer sans merci avec l'Amérique, sous le signe de l'autarcie. Cet amateur d'alcool fort et de cigarettes, s'est même imposé une cure d'amaigrissement, au diapason de sa population criblée de privations, pointe la propagande.

Après l'heure de l'apprentissage, voici celle de l'endurcissement, avant il



Kim Jong-un (en haut, au centre) arrive à une exposition marquant le 76<sup>e</sup> anniversaire du Parti des travailleurs, le 12 octobre, en Corée du Nord. Au lever du soleil, le dirigeant nord-coréen prend la pose, en avril 2015, au sommet du mont Paektu enneigé, dans la province de Ryanggang. KCNA VIA LATIN AMERICA NEWS AGENCY/ REUTERS CONNECT, STR/APP



Infographie LE FIGARO

Ces mesures draconiennes signalent l'inquiétude paranoïaque d'un régime face à un virus « démocratique » frappant sans distinction pauvres et puissants, et qui pourrait être colporté même par les vents de sable venant du désert de Gobi, croit-on à Pyongyang. Une menace politique potentielle, alors qu'une flambée épidémique ferait des ravages dans un pays au système de santé rudimentaire, et où 40 % de la population souffre de malnutrition, selon l'ONU. « Cela serait aussi dévastateur que le Covid déboulant dans un Ehpad », résume un membre d'une ONG, qui se rendait régulièrement dans le pays.

La fermeture de la frontière frappe de plein fouet l'économie de marché parallèle qui avait fleuri, grâce au commerce frontalier, et libéré l'énergie entrepreneuriale coréenne sur les *jangmadang*, les marchés « gris », faisant émerger une nouvelle classe marchande de *dongju*, enrichis dans la capitale, désormais équipée de cafés, et taxis rutilants.

Un revers pour Kim, qui avait juré que le « peuple n'aurait plus à se serrer la ceinture » en montant sur le trône. Le Leader suprême est contraint à promettre le geste à la parole en pleurant, lors d'un discours à l'automne 2020. « Notre peuple a placé en moi une confiance sans limite, mais je n'ai pas réussi à être pleinement à la hauteur de ces attentes », déclare à la tribune Kim, soignant sa réputation de dirigeant proche de la populace, contrastant avec la froide distance affichée par son père. Et pressant les cadres, appelés à faire à leur tour leur « autocritique » et à porter le chapeau des privations.

La lutte antiépidémique va de pair avec une chasse redoublée contre les comportements « antisocialistes », et les informations en provenance du monde capitaliste qui menacent l'emprise totalitaire du régime. En particulier la culture pop sud-coréenne, tirée par ses feuilletons, ou les vidéos des boys bands comme BTS, circulant sous le manteau dans la jeunesse nord-coréenne, et offrant une lucarne agaçante sur un monde capitaliste scintillant.

Kim Jong-un dénonce un « cancer vicieux », qui menace « d'infiltrer l'idéologie impérialiste » au royaume des purs, selon les médias officiels qui redoublent d'injonctions contre les coupes de cheveux, et le style vestimentaire en provenance de Séoul, nouvelle vitrine trendy de la planète, et frère ennemi atavique des Kim, de Pyongyang.

## Joe Biden se dit prêt au dialogue, mais laisse venir le dictateur de Pyongyang

MAURIN PICARD  @MaurinPicard  
NEW YORK

QU'IL PARAÎT loin, le temps où Donald Trump poursuivait Kim Jong-un de ses ardeurs, rêvant d'un prix Nobel de la paix pour son rabibochage avec Pyongyang. Joe Biden a succédé au trublion républicain à la Maison-Blanche, achevant de refermer le couvercle du chaudron nord-coréen. L'Administration démocrate, tirant les leçons du show trumpien, en a conclu que les gestuclations ne faisaient pas avancer le dossier. Certes, un apaisement précaire prévalait durant la lune de miel Trump-Kim jusqu'en février 2019, mais il ne s'était traduit par aucune avancée constructive sur la seule priorité absolue pour les Américains : la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Pour Joe Biden et son secrétaire d'État, Antony Blinken, tendre la carotte à un acteur imprévisible, parfois irrationnel, ne présente aucun intérêt. Le 21 juin, l'envoyé spécial américain sur la Corée du Nord, Sung Kim, précisait lors d'une réunion avec la Corée du Sud et le Japon que Washington se disait prêt à relancer des pourparlers « n'importe où, n'importe quand, sans préconditions ». En attendant, précisait la veille le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, sur ABC News, les Américains « attend(ent) un signal plus clair » de la part de Pyongyang. « Nous sommes tout disposés à reprendre les négociations », confirmait plus récemment un porte-parole du Département d'État. « Mais, pour cela, il faudra avoir un partenaire de négociation », renchérit un officiel américain sous couvert de l'anonymat, pointant les contradictions de Kim, tout à la fois arc-bouté sur son assurance-vie nucléaire et voué à restaurer la « prospérité » pour ses compatriotes en obtenant la levée des sanctions américaines.

Cette posture attentiste des États-Unis, qualifiée de « *benign neglect* » par Sue Mi Terry, directrice du Centre d'histoire coréenne et de politi-



NICOLAS KAMM/AFP

En choisissant d'ignorer la Corée du Nord, Joe Biden (ici, le 13 décembre, à Washington) se concentre sur sa priorité absolue : contenir la menace chinoise dans la sphère Asie-Pacifique.

ques publiques au Wilson Center à Washington, présente un avantage immédiat : elle évite à l'Administration Biden de plonger les mains dans un nid de guêpes dont tous les présidents américains depuis Bill Clinton ont conservé un souvenir douloureux. En choisissant d'ignorer l'épouvantail nord-coréen, Biden se concentre, autant qu'il le peut, sur sa priorité absolue : contenir la menace chinoise dans la sphère Asie-Pacifique.

La prudence américaine présente aussi plusieurs inconvénients : d'un côté, elle exaspère la Corée du Sud, où experts et dirigeants ne se privent pas d'ironiser sur cette main tendue sans rien de concret à offrir. « Les États-Unis ne peuvent pas se contenter de dire : "Nous ne sommes ni Trump ni Obama, nous sommes OK pour nous rencontrer n'importe quand, n'importe où", objecte Victor Cha, du Centre d'études internationales et stratégiques (CSIS) à

Washington. Ce n'est pas une politique, c'est un autocollant de voiture. »

D'un autre côté, elle n'entrave guère les errements autoritaires et proliférants du régime nord-coréen. L'Administration Biden a bien édicté le 10 décembre ses premières sanctions contre certains responsables. L'Ofac, ce bureau du ministère du Trésor américain qui supervise les questions des avoirs étrangers, a désigné des officiels nord-coréens soupçonnés de violation des droits de l'homme, des procès expéditifs et des condamnations en camp de travail forcé.

### Pion utile

Leur portée demeure essentiellement symbolique, avertissent cependant les experts. « C'est une façon pour le ministère du Trésor de dire que la Corée du Nord entre en ligne de compte dans les efforts menés par les États-Unis pour dénoncer les violations des droits de l'homme », tout comme en Chine, en Birmanie ou au Bangladesh, explique Joshua Stanton, avocat à Washington et coauteur de la loi de 2016 édictant une volée de sanctions économiques draconiennes contre le régime nord-coréen. Le hic est que cette insistance sur les droits de l'homme, priorité absolue de la diplomatie Biden-Blinken, repousse au second plan la question de la prolifération nucléaire et balistique. « En sanctionnant ces activités, estime Anthony Ruggiero, de la Fondation pour la défense des démocraties, cela permettrait d'activer un nouveau levier pour les négociations en vue de la dénucléarisation » de la péninsule.

Chimères, objecte Soo Kim, un ancien de la CIA employé par la Rand Corporation, selon qui « le seul moyen de dissuader Kim consiste à cibler non seulement les Nord-Coréens, mais aussi leurs complices et incitateurs, la Chine et la Russie ». Un engrenage que ne souhaite absolument pas amorcer Joe Biden, mais qui pourrait bénéficier à la Corée du Nord, pion utile dans les mains du grand frère chinois en cas d'escalade avec l'Amérique. ■



puis la division de la péninsule en 1945. Les autorités ont lancé des campagnes de « rééducation » jusque dans l'Armée populaire de Corée (APC), où certains soldats ont été « aveuglés par l'idéologie bourgeoise ».

L'épreuve épidémique ouvre une nouvelle page du règne de ce fan du joueur de basketball Michael Jordan, qui sillonna les places européennes sous une fausse identité lors de son adolescence dorée. « En réalité, le Covid est une opportunité pour Kim Jong-un de reprendre la main, et d'imposer un nouveau récit, après son échec à Hanoï face à Trump », juge Jean Lee. En février 2019, le jeune Leader suprême rumine son humiliation à bord de son train blindé, rentrant les mains vides de la capitale vietnamienne, après deux ans de flirt infructueux avec « l'ennemi impérialiste ».

« Le Covid est une opportunité pour Kim Jong-un de reprendre la main, et d'imposer un nouveau récit, après son échec à Hanoï face à Trump »

JEAN LEE, SENIOR FELLOW AU WILSON CENTRE

Dans le décor colonial de l'hôtel Métropole de Hanoï, un Trump de mauvais poil, a quitté abruptement la table des négociations avant même le déjeuner, déçu par l'offre de son jeune adversaire, lui proposant même nonchalamment de le déposer d'un coup d'aile d'Air Force One à Pyongyang.

Après avoir amadoué l'imprévisible hôte de la Maison-Blanche à Singapour, Kim a perdu la seconde manche au Vietnam. Il rêvait d'arracher une levée des sanctions en échange de la fermeture du vétuste centre atomique de Yongbyon, gardant son arsenal le plus sophistiqué dans sa manche, mais rendre les mains vides.

Après la colère froide, Kim tire les leçons du fiasco. Pour remporter la partie, il doit muscler son jeu, et se protéger d'un nouvel affront. En silence, il poursuit le renforcement de son arsenal atomique, estimé à une quarantaine de bombes, et relance son réacteur de Yongbyon, capable de produire du plutonium, tout en se gardant de franchir la ligne rouge de Washington : le test d'un ICBM.

Il place aux avant-postes diplomatiques sa sœur cadette Kim Yo-jong, confidente depuis leur adolescence

solitaire à Berne dans les années 1990, lorsque le régime semblait au bord du gouffre, et que leur mère charismatique s'étiolait, dévorée par le cancer. La jeune trentenaire, tire à boulets rouges sur Washington et Séoul, jouant la « dure », pour laisser le beau rôle à Kim le diplomate. Mais la défaite de Trump en 2020 ferme la porte à un « deal » avec l'Amérique, désormais obnubilée par son bras de fer avec la Chine.

Face à Biden, le Maréchal feint l'indifférence, repoussant les appels du pied de la première puissance mondiale. Et ses ingénieurs multiplient les avancées technologiques, des missiles balistiques, à la cyberguerre, affirmant même tester un engin hypersonique. « Ils progressent tous azimuts. Mais, il y a beaucoup d'affichage et un fossé entre les annonces et leur force de frappe réelle », pointe un spécialiste des questions militaires, à Séoul. Ainsi, les ICBM nord-coréens sont en théorie capables d'atteindre le territoire américain, mais leur précision reste incertaine, butant sur la délicate phase de rentrée dans l'atmosphère.

Kim bande ses muscles, pour faire monter les enchères, dans l'espoir de négocier en position de force. « En réalité, ils veulent une négociation, mais ils jugent que Biden sera dur, donc ils ne se pressent pas », selon Zhao Tong, chercheur au Carnegie-Tsinghua Centre, à Pékin.

La nouvelle guerre froide sino-américaine offre des marges de manoeuvre à Pyongyang, allégeant la pression de la Chine, qui reste déterminée à maintenir cet État tampon face aux GI postés en Corée du Sud et le maintient à flot sur le plan énergétique. Un grand frère envahissant, dont les Kim se méfient, redoutant l'inféodation.

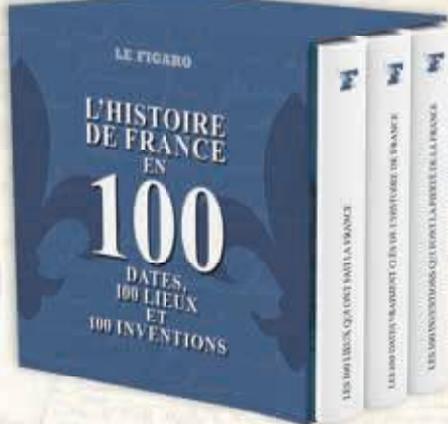
Pour poursuivre sa destinée, la dynastie rouge doit jouer une grande puissance contre l'autre, comme Kim Il-sung le fit avec Staline et Mao. Pour le dictateur trentenaire il s'agit de regagner l'attention de la Maison-Blanche. « Kim est en train de renforcer son jeu, en vue de retourner au moment opportun à la table des négociations avec les États-Unis », juge Lee.

Plutôt que de « dénucléarisation », Pyongyang veut contraindre Washington à des discussions de contrôle d'armement, sans jamais renoncer à sa bombe, assurance-vie du régime, qui a propulsé ce pays sous-développé à la porte du club des grandes puissances. Et faire mentir une nouvelle fois les pronostics. ■

LE FIGARO

présente

## Un coffret pour tous les amoureux d'histoire À OFFRIR OU À S'OFFRIR



Les 100 Dates clés de l'histoire de France

Les 100 lieux qui ont fait la France

Les 100 inventions qui font la fierté de la France

21 €  
90

ACTUELLEMENT DISPONIBLE dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)

# Danemark et Royaume-Uni face à la percée d'Omicron

Les deux pays flirtent avec les 10 000 infections par le variant. Copenhague annonce de nouvelles mesures.

MARC CHERKI @mcherki

**COVID** Dès cette semaine, les autorités sanitaires du Danemark et de la Grande-Bretagne s'attendent à ce que le variant Omicron devienne majoritaire dans les nouvelles infections. Le nouveau variant préoccupant s'impose face à Delta qui avait lui-même pris le pas sur Alpha (l'ancien variant « anglais ») pendant l'été. Ces prévisions ne se retrouvent pas encore dans le nombre total de nouveaux cas d'Omicron, car il faut une petite semaine pour que les laboratoires confirment la présence effective du variant. Mais la tendance est clairement visible. Les chiffres flambent, ce qui permet d'estimer que le nombre de nouveaux cas double tous les deux jours environ. Outre-Manche, le seuil des 10 000 personnes infectées par Omicron a été franchi mercredi et grimpe à 11 708 cas jeudi, selon l'Agence de sécurité sanitaire du Royaume-Uni. En Grande-Bretagne, seuls les cas confirmés par le séquençage complet du génome viral, récupéré dans le coton-tige des tests PCR, entrent dans le calcul des nouvelles infections par Omicron. C'est l'unique méthode préconisée par l'Organisation mondiale de la santé pour confirmer la présence du variant.

## 500 cas confirmés

Le seuil des 10 000 cas devrait également être franchi ce vendredi au Danemark. Mette Frederiksen, la première ministre danoise, estime qu'il faudra prendre de nouvelles mesures pour endiguer la propagation du variant, repéré hier dans 9 009 cas au total, après plus de 3 000 infections en une journée. Elle avait déjà an-

noncé, le 8 décembre, la fermeture des écoles primaires à partir du 15 décembre et un couvre-feu à mi-nuit pour les bars et les restaurants depuis le 10 décembre. Dans le petit royaume de 5,8 millions d'habitants, le recensement du nouveau variant y est très rapide. L'institut national du sérum (SSI) conjugue deux méthodes pour la détection. Seulement 500 cas au total ont été confirmés par le séquençage des échantillons. Mais la

**Selon l'Agence de sécurité sanitaire du Royaume-Uni, 11 708 personnes ont été infectées par le variant Omicron.**

MAY JAMES/REUTERS



plupart des cas sont repérés au moyen d'une technique dite de « criblage » pour identifier une mutation caractéristique du variant Omicron, portée par d'autres variants mais qui ne circulent plus dans le pays. Il s'agit d'un deuxième test PCR qui confirme, en quelques heures, une mutation portée par le spicule, les pics qui hérissent l'enveloppe d'Omicron. Les scientifiques danois « ont décidé d'utiliser la muta-

tion L452 comme marqueur du variant Omicron pour le distinguer du variant Delta qui était dominant depuis quatre mois au Danemark. Par conséquent, presque toutes les détections de la mutation recherchée sont positives au variant Omicron », explique le Pr Soren Alexandersen, vice-président en charge du diagnostic au SSI. Cette méthode rapide présente un autre avantage : elle détecte une autre famille du variant Omicron. « Nous ne

connaissons pas encore le comportement de cet autre lignage d'Omicron », prévient Emma Hodcroft, épidémiologiste à l'université de Berne.

Sur les 7746 cas recensés au Danemark jusqu'au 13 décembre, 17 personnes étaient hospitalisées dont moins de 5 en soins intensifs. Mercredi soir, on ne recensait que 240 cas de variants Omicron en France, mais la progression est exponentielle. ■

## L'Europe divisée face au nouveau variant



HANNAH MCCRAY/REUTERS

**LEONOR HUBAUT** @LeonorHubaut BRUXELLES

Si les pays recommandent à avancer en ordre dispersé en imposant d'autres règles, nous mettons en danger le certificat

ALEXANDER DE CROO, LE PREMIER MINISTRE BELGE

AVEC la déferlante du variant Omicron, qui devrait rapidement devenir dominant, l'Europe revient aux réflexes de fermeture. Réunis à Bruxelles jeudi, les chefs d'État et gouvernements de l'Union ont tenté de resserrer les rangs, sans trop de succès.

Alors que les Européens cherchent depuis plusieurs semaines à établir une approche coordonnée face au nouveau variant du Covid, ces efforts ont été bousculés par la décision du Portugal, de l'Irlande, la Grèce et l'Italie d'imposer des tests PCR pour entrer sur leurs territoires, y compris pour les citoyens européens vaccinés. Un coup dur au certificat vaccinal européen, établi en juillet dernier et qui a permis de retrouver une certaine liberté de circulation dans l'Union. Ce qui exaspère certains dirigeants. « Si les pays recommandent à avancer en ordre dispersé en imposant d'autres règles,

nous mettons en danger le certificat », avertit le premier ministre belge, Alexander De Croo. D'autres étaient plus partagés. « Je peux comprendre que certains gouvernements prennent de nouvelles mesures », disait la première ministre suédoise, Magdalena Andersson, en amont de la réunion.

Pour les pays pointés du doigt, l'argument est relativement simple. Leur situation épidémiologique est, pour l'instant, meilleure qu'ailleurs et cet avantage doit être maintenu. Le Portugais Antonio Costa a fait valoir les efforts exigés à ses citoyens et son refus d'imposer un nouveau confinement. Pour l'Italie, où le Covid a déjà fait plus de 135 000 morts, il s'agit de protéger le système de santé ainsi que l'économie. Selon nos informations, Mario Draghi s'est opposé à tout changement des conclusions en faveur d'un langage plus fort sur le besoin de coordination.

Après quatre heures de débats, les conclusions adoptées par les 27 reconnaissent que ces décisions restent des prérogatives nationales.

Le texte insiste sur l'importance d'agir de manière coordonnée, à comprendre comme une exigence d'informer les partenaires européens 48 heures avant l'entrée en vigueur de nouvelles restrictions, en s'assurant qu'elles n'entraîneront pas « de manière disproportionnée la libre circulation », et qu'elles soient fondées sur des « critères objectifs ».

Les 27 sont par ailleurs unis sur le message central : il faut vacciner. « La généralisation de la vaccination et le déploiement des rappels sont cruciaux et urgents », ont-ils lu dans les conclusions. Le consensus s'est aussi fait sur la durée de validité des certificats de vaccination, posée par la diminution de la protection des vaccins. Les dirigeants ont donné le feu vert à la proposition de la Commission européenne pour imposer une limite de validité de neuf mois. Un délai maximum, insiste un diplomate, donnant ainsi plus de temps aux pays ayant plus de difficultés, comme la Roumanie ou la Bulgarie. La législation devrait être adoptée dès la semaine prochaine. ■

## EN BREF

### Feu vert de l'Europe pour la pilule anti-Covid de Pfizer

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a approuvé jeudi l'utilisation en cas d'urgence dans l'Union européenne de la pilule anti-Covid de Pfizer, le Paxlovid. « Le médicament (...) peut être utilisé pour traiter les adultes atteints du Covid-19 qui n'ont pas besoin d'oxygène supplémentaire et qui présentent un risque accru de développer une forme sévère de la maladie », a déclaré l'EMA. L'EMA a émis cet avis pour soutenir les autorités nationales qui peuvent décider d'une éventuelle utilisation précoce du médicament face à une flambée de l'épidémie. Pfizer a annoncé plus tôt cette semaine que sa pilule anti-Covid, prise dans les premiers jours après l'apparition des symptômes, réduisait de près de 90 % les hospitalisations et décès chez les personnes à risque. Le traitement ne devrait pas être affecté par le variant Omicron.

## Exposition aux pesticides : des points de vigilance

L'agence Santé publique France publie les résultats d'une étude sur l'imprégnation des Français par des produits phytosanitaires.

PAULINE FRÉOUR @P\_Freour

**TOXICOLOGIE** Dans quelle mesure les Français sont-ils exposés aux pesticides ? C'est l'une des questions posées par l'étude Esteban, conduite par Santé publique France (SPF) depuis 2012 dans le cadre du programme national de biosurveillance. Les résultats qui viennent d'être publiés révèlent des situations disparates selon les substances considérées, avec un appel des experts à la vigilance sur les organochlorés et les pyréthrinoides.

Pour évaluer l'imprégnation des populations, les chercheurs ont analysé des prélèvements d'urine, de sang et de cheveu de 2503 adultes et 1104 enfants, représentatifs de la population française. Les volontaires devaient aussi remplir un questionnaire sur leurs habitudes de vie et leur activité professionnelle. La liste des cinq familles de produits prises en compte dans l'étude a été élaborée par un comité d'experts sur la base de critères comme la toxicité mais aussi la préoccupation sociale, explique Clémence Fillol, responsable de l'unité surveillance des expositions à SPF, qui a conduit ces travaux. Certains de ces produits sont interdits en France depuis des années, mais très persistants dans les sols ou l'eau et risquent, par conséquent, d'être détectés chez les riverains, par exposi-

tion directe ou consommation d'aliments venant d'un sol pollué.

Ainsi, les organochlorés, utilisés à partir des années 1940 dans le traitement du bois et la lutte contre les maladies vectorielles, ont été progressivement interdits de 1980 à 2009. Parmi eux, le lindane, un insecticide classé cancérogène et interdit en 1998 dans l'agriculture, se retrouve ainsi chez « presque 50 % de la population des adultes ou des

« Des mesures de réductions des expositions seraient encore nécessaires afin de protéger les populations »

LES AUTEURS DE L'ÉTUDE ESTEBAN

enfants ». Les organochlorés pourraient également perturber le système endocrinien et les fonctions reproductives, métaboliques et neurologiques et être en cause dans les retards de développement de l'enfant dès l'âge foetal.

Les pesticides organophosphorés, eux aussi interdits, sont moins persistants et se retrouvent peu dans les analyses biologiques des participants, sauf le DMTP, fruit de leur dégradation, qui affiche en France un niveau supérieur à la moyenne

européenne, sans raison identifiée à ce stade. De même que les PCB et PCDD/F, cancérogènes avérés utilisés dans l'industrie, dont les niveaux d'imprégnation sont équivalents ou supérieurs à ce qui est observé à l'étranger, alors que l'utilisation des premiers est interdite depuis 1987. « Compte tenu des impacts sanitaires avérés ou potentiels

liés aux PCB et PCDD/F, des mesures de réductions des expositions seraient encore nécessaires afin de protéger les populations », estiment les auteurs de l'étude Esteban.

De fait, les mesures réglementaires portent en partie leurs fruits puisque les niveaux d'imprégnation en organochlorés, PCB et PCDD/F observés entre 2014 et 2016 par SPF sont en recul par rapport à des mesures précédentes réalisées en 2006-2007. Parmi les recommandations de SPF : aérer régulièrement son logement ou lieu de travail, varier son alimentation et essayer de manger bio quand c'est possible.

Une autre famille d'insecticides, autorisée et très largement utilisée, attire par ailleurs l'attention car le niveau d'exposition de la population reste « élevé », notent les auteurs de l'étude Esteban. Il s'agit des pyréthrinoides, prisés des agriculteurs et des particuliers pour se débarrasser d'un large spectre d'insectes volants, rampants, etc. Moins toxiques pour l'homme et l'animal que les organochlorés ou organophosphorés, ils ont, pour certains, des effets perturbateurs endocriniens (sans être toutefois classés comme tels au niveau européen). « Il serait important de poursuivre le suivi des tendances temporelles de l'imprégnation dans la population générale (...) ainsi que l'identification de sources principales d'exposition afin de renforcer les me-

ures visant à les réduire », écrivent les chercheurs. Selon l'étude Esteban, une forte exposition aux pyréthrinoides est associée avec l'utilisation d'antiparasitaires chez les animaux domestiques et, plus largement, l'utilisation d'insecticides au domicile (antimoustique par exemple). Le tabagisme, la consommation de produits animaux provenant du jardin ainsi que la consommation de viandes bovines étaient également associés à l'imprégnation par les pyréthrinoides chez les adultes.

L'étude Esteban ne répond pas directement à la question des risques sanitaires encourus par la population française, car les connaissances scientifiques ne permettent pas à ce jour d'établir de lien entre une valeur limite observée dans des prélèvements biologiques et une pathologie.

PHOTOAGRICULTURE/STOCK.ADOBE.COM



# La défense, meilleure attaque des Françaises

Après l'or olympique, l'équipe de France rêve du titre mondial. Face au Danemark, son arrière-garde devra encore faire des miracles.

CÉDRIC CALLIER ccallier@lefigaro.fr

**HANDBALL.** Plus que deux marches à gravir pour s'offrir un historique doublé. Championnes olympiques l'été dernier à Tokyo, les Bleues rêvent désormais de se parer d'or mondial à Granollers, en Espagne. Avec sur leur route, le Danemark ce vendredi en demi-finales (17 h 30, TMC et beIN Sports). Un grand nom du handball qui a connu une période de vaches maigres lors de la décennie écoulée mais qui ambitionne de retrouver des sommets que

l'équipe de France, entraînée par Olivier Krumbholz, ne quitte plus depuis 2016 avec sept médailles glanées en huit compétitions. Une excellence que certains craignaient de voir s'arrêter brutalement lors de ce championnat du monde, en raison notamment des retraites internationales de certaines de ses plus prestigieuses cadres, telles qu'Amandine Leynaud ou Siraba Dembélé. Mais à l'instar de leurs homologues masculins, les Françaises ont cette capacité de se régénérer et de trouver des nouveaux talents au mental affirmé. Comme Méline Nocandy ou Océane Ser-

gien-Ugolin. Surtout, la France peut s'appuyer sur l'excellence de sa défense, une véritable marque de fabrique qui se transmet de génération en génération. Avec seulement 146 buts encaissés en sept matchs, les Bleues ont su dresser face à leurs adversaires un véritable mur, symbolisé par leur patronne, Béatrice Edwige, qui s'est délectée du scénario d'un quart de finale qui a vu les Suédoises, pourtant redoutables machines à marquer, s'étioler sur le plan offensif (31-26 ce mercredi). Comme ratatinées par un tel rouleau compresseur. « Je sais que ce terme est souvent

employé par Olivier, mais il me dérange un peu, à dire vrai, confie Béatrice Edwige. C'est certain que cette année, nous sommes vraiment bien en place. Notre défense est réellement efficace mais j'estime qu'elle peut encore s'améliorer sur le dernier carré. »

## Goût de l'effort

Une marge de progression qui a de quoi donner quelques frissons aux Danoises. D'autant plus que les Bleues partagent ce goût de l'effort défensif instauré par un staff et un sélectionneur qui y sont très attachés. « À l'entraînement, nous travaillons

autant la défense que l'attaque, rappelle Edwige. Nous savons toutes très bien que nous avons construit tous nos plus grands succès (un titre olympique, deux mondiaux en 2003 et 2017 et un européen en 2018) là-dessus. » Avec deux solides gardiennes - Laura Glauser et Cléopâtre Darleux - et des profils très complémentaires - entre les chaperdeuses de ballons et les filles à l'impact physique déterminant -, la France possède un atout essentiel pour tenter d'abord de rallier la finale. Puis de s'y imposer dimanche. Histoire de couronner une année exceptionnelle. ■

# Deschamps : « Si je pouvais avoir dix ans de plus chez les Bleus, ce serait l'idéal »

Le sélectionneur de l'équipe de France a balayé l'actualité tout en réaffirmant ses grandes ambitions.

PROPOS RECUEILLIS À NICE PAR BAPTISTE DESPREZ @BatDesprez

**FOOTBALL.** Détendu, souriant et impatient à l'idée de basculer sur 2022, Didier Deschamps a fait le bilan de l'année des Bleus, jeudi à Nice, lors d'une table ronde à laquelle participait *Le Figaro*. Pendant une heure, en marge du tirage au sort de la Ligue des nations (la France affrontera l'Autriche, la Croatie et le Danemark), le patron de l'équipe de France est apparu avec un air affamé que jamais. Entretien.

LE FIGARO. - Entre l'échec de l'Euro, la victoire en Ligue des nations et la qualification au Mondial 2022, comment qualifiez-vous cette année 2021 ?  
Didier DESCHAMPS. - On avait trois objectifs, on en a atteint deux avec un nouveau titre en Nations League et une présence au Mondial 2022 indispensable pour les grandes nations, ce qui ne sera pas le cas de toutes. L'élimination prématurée de l'Euro a fait mal, il faut l'accepter. Le bilan de l'année, si on reste factuel, c'est 16 matchs, 10 victoires, 6 matchs nuls, on est invaincu, ce qui m'arrange bien, même si un match nul a le goût d'une défaite (contre la Suisse en 8<sup>e</sup> de finale de l'Euro)... Pour moi, 2021 reste une année positive.

**« Je sais déjà ce qu'est une Coupe du monde ratée... Oui, l'ambition est celle-là : aller tout au bout »**

Vous évoquez régulièrement les dix minutes d'égarement lors du dernier Euro. Qu'est-ce qui vous fait penser que ça ne se reproduira plus au Qatar ?  
Rien, c'est ça, le haut niveau. Parfois, ça peut se dérégler. Quand on en fait moins, il n'y a plus de garanties. Ce n'est pas parce qu'on est champions du monde qu'il suffit de rentrer sur le terrain pour remporter les matchs 3-0.

Retenez-vous une erreur que vous avez effectuée en 2021 et que vous ne referiez pas en 2022 ?  
Non, il n'y en a pas une en particulier. Tellement de choses ont été dites, écrites... On a dû faire face à une canicule terrible, qui nous a massacrés physiquement. Sur cette fin de match contre la Suisse, on est devenu fragiles. Mais comme par hasard, les quatre demi-finalistes sont ceux qui ont joué leurs trois premiers matchs à la maison, tranquilles. C'était un championnat d'Euro inéquitable.

Lors des derniers rassemblements, tous les joueurs n'étaient pas vaccinés. Les invitez-vous à le faire ?  
On a des discussions en interne. Je ne suis pas là pour convaincre. Ça n'a pas sa liberté individuelle, on ne



« Je ne me projette pas. Je sais très bien que cela peut s'arrêter à n'importe quel moment. C'est valable pour moi et pour n'importe quel entraîneur », confie Didier Deschamps.

F. BOUCHON/LE FIGARO

peut pas obliger à le faire. On ne le fera pas demain. S'ils ont de bonnes raisons, je peux tout entendre, je ne donne que mon avis. Mais la réalité c'est quoi pour lutter contre ce virus ? Le vaccin et les mesures barrières, point barre.

Karim Benzema a été condamné à de la prison avec sursis. Il a fait appel. Quelle est votre position sur le dossier quant à sa venue en bleu ?  
Elle est claire et nette, comme je l'ai toujours eue. Une décision de justice, ça ne se commente pas. Il faut l'accepter. J'ai échangé avec lui, je ne vais pas vous révéler notre discussion, mais s'il fait appel, c'est qu'il trouve ça trop sévère, voire plus. C'est son droit, et à partir de

là, il faudra attendre la décision. Aujourd'hui, il est sélectionnable, c'est la position du président et de la Fédération.

En août dernier, vous déclariez que certaines pages devaient se tourner en sélection. Est-ce définitivement le cas pour Olivier Giroud, Steve Mandanda et Moussa Sissoko ?  
On ne sait pas. À un moment, cela s'arrête, il n'y a jamais le bon timing mais c'est comme ça. Aujourd'hui, ces trois joueurs-là sont toujours sélectionnables, cela ne veut pas dire forcément sélectionnés.

À un an de la Coupe du monde, est-ce facile de la préparer sans savoir

ce qui se passera après puisque votre contrat s'arrête fin décembre 2022 ?

C'est comme ça, c'est factuel. Vous avez lu ce qu'a dit mon président (Noël Le Graët) : on se verra après.

Il n'y a aucune chance que vous voyiez avant le Mondial ?  
Eh bien, posez-lui la question. Ce n'est pas prévu comme ça. Aujourd'hui, c'est prévu qu'on se revoit après et qu'on décide ensemble même si, vous le savez, et c'est normal, c'est lui qui aura le dernier mot.

Un titre au Qatar sonnerait-il comme le moment idéal pour partir ?  
Je ne me pose pas la question.

Mais quand on vous la pose ?

J'espère que vous me la reposerez le 18 décembre (date de la finale). Moi, je ne me projette pas. Je sais très bien que cela peut s'arrêter à n'importe quel moment. C'est valable pour moi et pour n'importe quel entraîneur parce qu'un président veut que ça s'arrête ou parce que de moi-même, je veux dire stop.

Est-ce que vous avez été contacté par des clubs ? Vous êtes-vous fixés une limite d'âge pour entraîner ?

Non il n'y a pas de limite d'âge. (Sourire.) Quand j'ai débuté comme entraîneur, je disais à ma femme que j'aurais fait le tour à 40 ans. Et regardez aujourd'hui. Quant aux clubs, ça a pu arriver qu'on me sollicite, après le titre de champion du monde par exemple, mais je ne suis pas disponible.

Vous écoutez les propositions par courtoisie ?

Peu importe, je n'ai pas à ouvrir la porte. En plus la prochaine Coupe du monde termine en décembre et en toute sincérité, je ne ressens pas d'usure. Si je pouvais avoir dix ans de plus de ce que je vis aujourd'hui, ce serait l'idéal. Parce que c'est le très très haut niveau, c'est tout ce que j'aime. Je sais très bien que ça va s'arrêter un jour. En tout cas en 2022, mon téléphone est sur silencieux. La seule chose que j'ai dite, et je n'ouvre pas la porte, c'est que je n'irai jamais dans un championnat dont je ne parle pas la langue. Et j'en parle beaucoup.

Une Coupe du monde réussie, c'est une Coupe du monde gagnée pour la France ?

Je sais déjà ce qu'est une Coupe du monde ratée... Oui, l'ambition est celle-là : aller tout au bout. Après quand on dit ça, l'ambition devient de la suffisance. C'était le cas pour le dernier Euro. Mais on se doit d'avoir cette ambition, même si l'n'y a aucune garantie. ■

## « DD » ou l'art de ne rien s'interdire

C'EST un secret de polichinelle, Didier Deschamps maîtrise à merveille l'art de la communication. Quand il ne veut pas s'épancher, en dire le moins possible, il propose à son interlocuteur une réponse longue. Parfois même un tunnel. « Ça me permet d'avoir moins de questions », sourit-il, heureux de son coup. Sur un point important - son avenir -, il a malgré tout changé de posture ces derniers mois. L'Euro raté avec les Bleus ? Le temps qui passe ? Une forme d'usure ? La volonté de reprendre la main ? Un peu de tout cela.

À 53 ans, le Basque sait mieux que personne la rapidité et souvent la cruauté à laquelle le football peut s'adonner. Alors, quand on le questionne sur son avenir

après la Coupe du monde au Qatar (21 novembre-28 décembre 2022), « DD » avance « ne rien s'interdire » et se laisse ouvertes toutes les possibilités. Au point même de s'imaginer - chose impensable jusqu'alors - retrouver le quotidien d'un club une fois son histoire avec l'équipe de France terminée.

### Lancer des signaux

À la même question posée dans nos colonnes du *Figaro* en octobre 2019, le patron des Bleus répondait ceci : « À l'heure actuelle, oui (si sa carrière d'entraîneur de clubs était terminée, NDLR). Aujourd'hui, je n'ai plus du tout le même rythme, le même quotidien. Ce n'est plus du H24, mais des périodes plus courtes, intenses, et qui demandent encore plus d'exigence.

Mais je peux m'aménager des moments de liberté. En club, tu n'as pratiquement pas de vie. Vacances, pas vacances, tu es tout le temps au téléphone... Je n'ai plus envie de ça. » Deux ans plus tard, le contexte a changé. Les mots aussi. La porte semble moins fermée.

Expérience de l'âge ou ressenti d'une position fragilisée après le fiasco de l'Euro, Didier Deschamps se sait moins enclin à tenir une position tranchée et définitive quant à son avenir. Très proche de Noël Le Graët, avec qui il entretient une « relation de confiance » allant bien au-delà de leur fonction respective, l'homme aux deux titres de champion du monde est toutefois conscient que tout autre résultat qu'un demi-finale au Qatar mettrait fin à son histoire

avec les Bleus entamée à l'été 2012. D'où l'intérêt, comme l'envie et l'ambition ne l'ont jamais quitté, de lancer quelques signaux envers de possibles clubs intéressés par son curriculum vitae XXL. Sur un possible rebond au PSG, lui, l'ancien capitaine et coach de l'OM : « Aujourd'hui, je ne suis pas disponible, je ne suis pas sur le marché. Je ne parle pas pour moi : des joueurs ont joué dans les deux clubs, pourquoi un entraîneur ne le pourrait pas ? Ce n'est pas que cela ne me poserait pas de problème, mais c'est une réflexion. » Et d'entrouvrir la porte à un éventuel retour aux affaires quotidiennes. Sans pour autant négliger sa priorité avec l'équipe de France. Et ne froisser personne. Du travail d'or-fèvre. ■

# 16 | LE CARNET DU JOUR

**Courriel**  
carnetdujour@media.figaro.fr

**Téléphone**  
01 56 52 27 27

**naissances**

**Floriane et Pierre de MONTALEMBERT D'ESSE**  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
**Ysé**  
le 28 novembre 2021.

**M. Dominique MORICE du LÉRAIN et Mme**, née Corinne Rousseau,  
sont heureux de faire part de la naissance de leurs petits-enfants  
**Quitterie**  
le 3 septembre 2017, et  
**Artus**  
le 9 septembre 2018, chez  
**Eudes GUERIN et Marie-Alix**, née Morice du Lérain,

**Capucine**  
le 24 juin 2021, chez  
**Pierre MORICE du LÉRAIN et Anne-Sophie**, née de Mullot de Villenaut.

**M. Augustin TOUITÉE et Mme**, née Stigrid Le Chevalier,  
ont la joie de vous annoncer la naissance de  
**Thibault**  
le 28 novembre 2021, à Paris.

## communications

**L'École professionnelle de la médiation et de la négociation**  
propose des formations pour acquérir des compétences en résolution des différends, en accompagnement de changements : famille, travail, vie économique, consommation, administration.  
La profession de médiateur a pour compétences l'ingénierie relationnelle. Elle promeut la qualité relationnelle et le paradigme de l'entente et de l'entente sociale et permet la mise en place au sein de l'entreprise, d'un dispositif de médiation, pour améliorer les relations sociales.  
www.epmn.fr  
Téléphone : 05 56 92 97 47.

**LE FIGARO**  
le carnet du jour



**FIANÇAILLES MARIAGE**  
Annoncez-les dans le Carnet du Jour  
Téléphone : 01 56 52 27 27  
carnetdujour@media.figaro.fr

## deuils

**Paris. Volnay.**  
Marie- Geneviève Marconnot, née Autogue, sa fille, Frédéric et Flore Autogue, Sophie Audouin-Autogue, ses petits-enfants, Pauline, Camille, Jeanne, Axel et Inès, ses arrière-petits-enfants, et tous ses amis  
ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

**Mme Anne AUTOGUE** née Grapazy, veuve du **colonel Maurice Autogue**  
le 12 décembre 2021, à l'âge de 100 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 20 décembre, à 9 heures, en l'église de Volnay, suivie de l'inhumation au cimetière de Lunéville.

La famille rappelle à votre souvenir, **Maurice** son époux, décédé en 1988, **Alain-Xavier** son fils, décédé en 2001, **Stéphane** son petit-fils, décédé en 2009.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
**Martine Bernheim**, sa fille, et **Domenico Orsini**, son gendre,

**Guillaume Mayer**, **Xavier et Kathleen Mayer**, **Leonita et François-Xavier Diaz**, **Kajetana Orsini et Bruno Lucisano**, **Cynthia Bernheim**, ses petits-enfants,

**Ariel, Inès, Diego, Carlotta**, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de  
**Mme Antoine BERNHEIM** née Francine Bernard,  
dans sa 95<sup>e</sup> année.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 décembre 2021, à 11 heures, au cimetière de Passy, à Paris (16<sup>e</sup>).

**Yves et Isabelle Chareton**, **Guy et Pascale Chareton**, ses enfants,

**Yann et Laure**, **Marina et Jean-Baptiste**, **Maxime et Mathilde**, **Gabriel, Pauline**, ses petits-enfants,

**Alma, Sarah, Thais, Raphaël, Auguste**, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Mme Charlotte CHARETON**  
survenu le 15 décembre 2021, dans sa 97<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, Paris (16<sup>e</sup>).

Ses enfants, ses petits-enfants, son arrière-petit-fils  
ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Gérard CUNY**  
né le 20 juillet 1932, à Saïgon,  
survenu le 15 décembre 2021.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le vicomte et la vicomtesse Elie de La Motte Rouge, **Mme François d'Amat**, le comte et la comtesse **Jacques de Chevron Villette**, **M. et Mme Pascal Bracher**, ses enfants,

ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants  
ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de la

**comtesse de DAMAS** née Marie-Thérèse Affif, « Mythée »  
le 13 décembre 2021, dans sa 96<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 20 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7<sup>e</sup>), suivie de l'inhumation au cimetière de Thérines (Oise).

**Compiègne, Noyon (Oise).**  
**Mme Claude Desmarez**, née Danièle Jolicoeur, son épouse,

**Thierry et Cécile Desmarez**, **Bertrand et Juliette Desmarez**, ses enfants,

**Thibault, Geoffroy, Maxence**, **Alix, Sixtine, Guillaume**, **Palmyre, Camille**, ses petits-enfants et arrière-petite-fille,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**M. Claude DESMAREZ**  
survenu le 14 décembre 2021, à l'âge de 83 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 18 décembre 2021, à 11 heures, en la cathédrale de Noyon.

**Paris (16<sup>e</sup>).**  
La baronne **Claude Marion de Procé**, née **Roseline Sauvagein**, son épouse,

**Rozem, Annita, Claire, Agathe**, ses filles, **Mathieu Roquet Montégon**, **Gilles de Chanterac**, **Arnaud Blanchard**, **Edouard Lesage**, ses gendres, **Tristan et Mathilde**, **Baptiste, Laurene, Marine, Camille, Hélène, Oriane, Fanny, Raphaël, Vadim, Ulysse, Jules, Marius**, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part de la disparition de

**Bruno FINCK** compagnon de **Jean-Claude Brialy** (†),  
le mercredi 15 décembre 2021, à Venne, dans sa 60<sup>e</sup> année.

Une messe sera célébrée en la cathédrale de Venne, le lundi 20 décembre, à 11 heures.

Un recueillement sera prévu le mardi 21 décembre, à 14 heures, au cimetière de Montmartre, Paris (18<sup>e</sup>), avant l'inhumation.

La famille remercie toutes les personnes qui ont accompagné **Bruno** par leur bienveillance et leur gentillesse.

**Lise Genet**, son épouse,

**Corinne et Stéphane Monnot**, **Frédéric et Céline Genet**, ses enfants,

**Barnabé et Pjriji, Barthélémy (†)**, **Balthazar, Charlotte**, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

**Max GENET**  
survenu le 15 décembre 2021, dans sa 92<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Passy, Paris (16<sup>e</sup>).

**Elisabeth Héry**, sa fille, et **Corentin Nocton, Marin**, son petit-fils,

**Annick de Bondy, Jean-Paul et Marie-Annick Héry**, **Marie-Antoinette et Michel Rostand**, **Marie-Hélène et Brice Hagemejer**, **Edouard et Sylvie Héry**, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

**M. Michel HÉRY**  
le 12 décembre 2021, à l'âge de 75 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 17 décembre 2021, à 16 heures, en l'église Saint-Sauveur de La Rochelle.

**Bougival, Courgent (Yvelines)**, **Plestin-les-Grèves (Côtes-d'Armor)**.

Sa famille, ses amis  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Patrick MORETTI**  
survenu le 14 décembre 2021, à l'âge de 67 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Plestin-les-Grèves, ce vendredi 17 décembre, à 10 h 30.

**Châtres-sur-Cher (Loir-et-Cher).**

**La comtesse Patrice de La Rochevoucauld**, son épouse,

**Amélie et Aymar de La Rochevoucauld**, ses enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

**comte Patrice de LA ROCHEVOUCAULD**  
le 7 décembre 2021.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 21 décembre, à 14 h 30, en l'église de Châtres-sur-Cher.

**Paris (16<sup>e</sup>).**  
La baronne **Claude Marion de Procé**, née **Roseline Sauvagein**, son épouse,

**Rozem, Annita, Claire, Agathe**, ses filles, **Mathieu Roquet Montégon**, **Gilles de Chanterac**, **Arnaud Blanchard**, **Edouard Lesage**, ses gendres, **Tristan et Mathilde**, **Baptiste, Laurene, Marine, Camille, Hélène, Oriane, Fanny, Raphaël, Vadim, Ulysse, Jules, Marius**, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part de la disparition de

**Bruno FINCK** compagnon de **Jean-Claude Brialy** (†),  
le mercredi 15 décembre 2021, à Venne, dans sa 60<sup>e</sup> année.

Une messe sera célébrée en la cathédrale de Venne, le lundi 20 décembre, à 11 heures.

Un recueillement sera prévu le mardi 21 décembre, à 14 heures, au cimetière de Montmartre, Paris (18<sup>e</sup>), avant l'inhumation.

La famille remercie toutes les personnes qui ont accompagné **Bruno** par leur bienveillance et leur gentillesse.

**Lise Genet**, son épouse,

**Corinne et Stéphane Monnot**, **Frédéric et Céline Genet**, ses enfants,

**Barnabé et Pjriji, Barthélémy (†)**, **Balthazar, Charlotte**, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous annoncer le décès de

**Max GENET**  
survenu le 15 décembre 2021, dans sa 92<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Passy, Paris (16<sup>e</sup>).

**Elisabeth Héry**, sa fille, et **Corentin Nocton, Marin**, son petit-fils,

**Annick de Bondy, Jean-Paul et Marie-Annick Héry**, **Marie-Antoinette et Michel Rostand**, **Marie-Hélène et Brice Hagemejer**, **Edouard et Sylvie Héry**, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de

**M. Michel HÉRY**  
le 12 décembre 2021, à l'âge de 75 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 17 décembre 2021, à 16 heures, en l'église Saint-Sauveur de La Rochelle.

**Bougival, Courgent (Yvelines)**, **Plestin-les-Grèves (Côtes-d'Armor)**.

Sa famille, ses amis  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Patrick MORETTI**  
survenu le 14 décembre 2021, à l'âge de 67 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Plestin-les-Grèves, ce vendredi 17 décembre, à 10 h 30.

**Anne-Dominique Lhommeau Vanpé**, **Véronique Lara Vanpé**, **Jean-Philippe et Christine Vanpé**, ses enfants,

ses 4 petits-enfants, ses 4 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Jacques VANPÉ**  
docteur en droit, président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris,

chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de l'ordre de la Couronne (Belgique), chevalier du Mérite de l'ordre souverain de Malte,

survenu le 14 décembre 2021, dans sa 95<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 17 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris (7<sup>e</sup>).

## remerciements

**Jocelyne Kuntz**, son épouse adorée,

**Thierry, Nathalie, Diane et Marie-Emilie**, ses enfants, **William, Philippe et Benjamin**, ses gendres,

**Charles, Julien, Arthur, Gabriella, Juliette, Sebastian, Olivier, Richard, Jérôme, Stanislas, Margot, Clotilde et Capucine**, ses petits-enfants,

**Brigitte Kuntz**, sa sœur, **Marie-Caroline et Joëlle Kuntz**, ses cousines,  
et toute sa famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

**M. Jacques KUNTZ**  
vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

**Olivier et Mireille Philippe**, **Mireille et Michel Joassard**, **Jacques-Emmanuel et Frédérique Philippe**, **Bruno Philippe**, **Hélène et Michel Divet**, ses enfants,

ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Gérard MARTINETTI**  
survenu le 15 décembre 2021, à l'âge de 80 ans, à Boulogne-Billancourt.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 20 décembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ables (Yvelines), suivie de l'inhumation au cimetière d'Ables.

**Mme Gilberte PHILIPPE** née Guillot, « Bichou »,  
vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

## messes

Une messe sera célébrée à l'intention de la

**vicomtesse d'ARFEUILLE** née Jacqueline de Carsalade du Pont,  
décédée le 22 novembre 2021, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, à Paris (16<sup>e</sup>), le jeudi 23 décembre, à 18 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée par son frère, le père **François Olivier**, le lundi 20 décembre 2021, à 14 h 30, en l'église Sainte-Thérèse, 16, boulevard des Coteaux, à Rueil-Malmaison.

**Stéphanie et Constantin**, ses enfants, **Héloïse**, sa belle-fille,

**Joseph, Dimitri, Gabriel et Pénélope**, ses petits-fils,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Michel ROTH**  
le 4 décembre 2021, à l'âge de 75 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale grecque Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris (16<sup>e</sup>), le lundi 20 décembre, à 10 heures.

La famille Pezard rappelle le souvenir de

**M. et Mme Jean PEZARD**  
partis tous deux en décembre 2016 et janvier 2017.

## prix littéraires

### Éric Fottorino, lauréat du prix Terre de France

**ETIENNE DE MONTEY**

Belle après-midi à l'abbaye royale de Fontevraud le 9 décembre dernier. Le 36<sup>e</sup> prix Terre de France a été décerné à **Éric Fottorino** pour son roman *Mohican* (Gallimard). Étaient présents notamment : **Isabelle Leroy**, présidente de l'abbaye de Fontevraud, et le sénateur **Bruno Retailleau**, président du Centre culturel de l'Ouest.

*Mohican* a été préféré à d'autres livres parus ces dernières semaines : *Balthazar* de **Jérôme Chantreau** (Phébus), *Ma vie extraordinaire* de **Benoît Duteurtre** (Gallimard), *Et ils dansaient le dimanche* de **Paola Pigani** (Liana Levi), *Arrière-pays* de **Daniel Rondeau** (Grasset) et *Les Contreforts* de **Guillaume Sire** (Calmann-Lévy).

Le prix Terre de France remonte à 1984. Il est composé d'écrivains, de journalistes et de personnalités : **Régine Albert**, **Marie-Françoise Bertaud**, **Catherine Blanlois**, **Laure Buisson**, **Michel Chamard**, **Clara Dupont-Monod**, **Franz-Olivier Giesbert**, **Jean-Joseph Julaud**, **Jean-Marie Pellerin**, **Bruno Retailleau**, **Yves Viollier**, **Michel Bernard**, lauréat 2020, a rejoint le jury.

Il a pour vocation de mettre à l'honneur un roman ou un essai faisant la part belle à une province, que ce soit son art de vivre, sa culture ou ses paysages.

**Yves Viollier**, président de l'association, explique : « Donner à l'écriture au pays toute sa place dans le monde littéraire, c'est l'idée qui



**Éric Fottorino.**  
SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

*nous a guidés lorsque, avec quelques amis, nous avons créé en Vendée, en 1984, l'Association et le prix Terre de France.* »

Le jury aurait pu être abusé par ce titre d'**Éric Fottorino**, qui renvoie spontanément le lecteur aux Indiens d'Amérique. *Mohican* est le prénom d'un jeune paysan du Jura qui, prenant la suite de son père, tente de préserver ses terres et surtout l'idée qu'il se fait de l'agriculture. La menace de l'installation d'éoliennes donne au livre sa dimension tragique : après les okuses de la politique agricole intensive, ceux de la technologie étranglent les agriculteurs. **Éric Fottorino**, ancien journaliste chargé de l'agriculture au *Monde*, et aujourd'hui à la tête d'un groupe de presse, était présent pour recevoir sa récompense. ■

## Le prix Erwan-Bergot décerné à Nicolas Zeller

**JEAN-RENÉ VAN DER PLAETSEN**

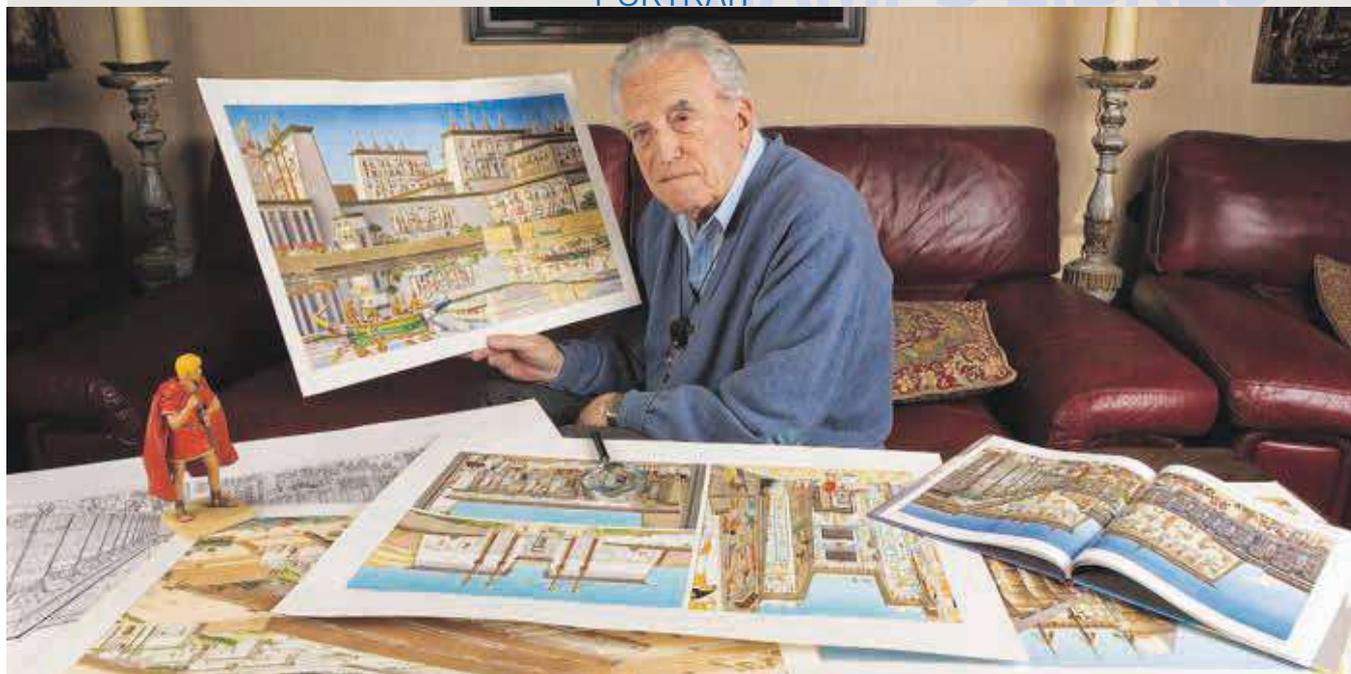
Le prix littéraire de l'Armée de terre-Erwan-Bergot a été remis mercredi soir à **Nicolas Zeller** pour son livre, *Corps et âme* (Tallandier). Une mention spéciale a également été décernée à un ouvrage collectif d'officiers, ayant pour titre *La Lune est claire*, paru aux Belles Lettres. « Ces deux livres nous enseignent que l'écriture de la guerre est avant tout une écriture de l'expérience humaine », a dit le général d'armée **Pierre Schill**, chef d'état-major de l'armée de terre, avant de souligner que, pour la première fois de son histoire, le prix Erwan-Bergot était remis à un militaire en activité.

**Nicolas Zeller** sert en effet comme médecin en chef dans les armées. Dans un livre qui tient à la fois du récit et de l'essai, il explique sa double vocation de médecin et de militaire. Ayant accompagné à maintes reprises les troupes sur le terrain, et notamment certaines unités des forces spéciales au cours de leurs actions sur les théâtres d'opérations extérieures, il décrit aussi, avec un talentueux mélange de fougue et de subtilité, le quotidien de ces soldats d'élite confrontés à la mort, à l'extrême violence, à la peur parfois, à la solitude souvent. Comme l'indique son titre, *Corps et âme* est l'histoire d'un engagement, d'une logique de dévouement poussée jusqu'au bout, et d'une recherche constan-



**Nicolas Zeller.**  
COLLECTION PERSONNELLE

te d'élévation de l'esprit. C'est un livre nourri d'idéal, qui ressemble à son auteur. L'autre livre primé est tout aussi remarquable. Écrit par neuf officiers de Légion, *La Lune est claire*, titre d'un chant traditionnel des képis blancs, relate, avec beaucoup de force et de vérité, mais aussi d'émotion car la mort rôde entre les pages, le comportement au combat des légionnaires d'aujourd'hui. Engagé sur tous les fronts, celui que les auteurs appellent *Monsieur Légionnaire* se nomme **Hutnik**, **Jaroslav**, **tiago**, **Hoan** ou **Kettas**. En cette époque qui célèbre le déballeage intime perpétuel, il se distingue par son courage, sa pudeur et sa retenue. N'approche-t-on pas là de la définition traditionnelle du héros? ■



Jacques Martin chez lui, en 2007. Le style du dessinateur, documenté, réaliste et minutieux, n'a pas pris une ride. FREDÉRIC REGLAIN/DIVERGENCE

# Jacques Martin, le gladiateur de papier qui défendait le latin



Olivier Delcroix  
odelcroix@lefigaro.fr

Sur son visage a toujours évoqué celui d'un empereur romain. On célèbre cette année le centenaire de la naissance de Jacques Martin (1921-2010), maître incontesté de la bande dessinée historique, dernier représentant de la « ligne claire » chère à Hergé, père d'Alix l'intrépide et de bien autres héros classiques de la BD franco-belge. Compagnon de route du créateur de Tintin durant une dizaine d'années à l'époque du *Journal de Tintin*, puis du studio Hergé, avenue Louise à Bruxelles, Martin aura toujours clamé qu'il avait apporté beaucoup aux aventures du reporter à la houpette, notamment dans *L'Affaire Tournesol*.

Pourtant, au fil du temps, son œuvre magistrale centrée autour d'Alix ne cesse d'être redécouverte par de nouvelles générations. L'historien de la BD Patrick Gaumer, qui a travaillé cinq ans sur l'imposante monographie *Jacques Martin, le voyageur du temps* (1) a constaté de très près. « Fêter le centenaire de la naissance de ce diable d'homme, analyse-t-il, est une chose importante. Cela permet de constater aujourd'hui que les travaux de ce grand artiste du XX<sup>e</sup> siècle sont d'une incroyable cohérence. Son œuvre, qu'il s'agisse des aventures d'Alix, Lefranc, Jhen ou d'autres héros qu'il a mis en scène, n'a pas pris une ride. Elle est exigeante, rigoureuse sur le plan historique, et continue d'être formatrice pour tous les élèves qui entament des études sur l'Antiquité et commencent à apprendre le latin. » L'académicien Erik Orsenna n'a-t-il pas déclaré au *Figaro*, en 1998, qu'Alix avait « accompagné ses études. Alix m'a fait découvrir l'univers de la latinité. Il a été pour moi un substitut au voyage. Les albums de Jacques Martin ont rendu visible ce qui n'était que souffrance. Ses images correspondaient aux mots des versions latines. »

## Une image séduisante du monde romain

La scénariste Valérie Mangin, qui a repris cette année la série Alix classique avec la parution il y a quelques jours de l'excellent 40<sup>e</sup> tome *L'Œil du Minotaure*, ne dit pas autre chose : « Je pense qu'Alix est une bonne porte d'entrée dans la latinité, observe-t-elle. Moi qui étais passionnée d'histoire, lorsque j'ai commencé à faire du latin à l'âge de 12 ans, mes parents m'ont offert un album d'Alix. Le Dieu sauvage, et j'avoue que cela a tout changé. Les livres de Jacques Martin m'ont encouragée à poursuivre dans cette discipline, qui peut de prime abord paraître austère. Mais je le dis et je le répète, j'adore le latin. Plus on entre dans cette langue et son univers, plus on l'apprécie, des écrits de César à ceux de Cicéron. Jacques Martin donne une image séduisante de l'Antiquité. Ce n'est pas par hasard si l'historien Georges Bischoff a qualifié l'artiste de "grand imagier de l'Antiquité". Ses albums sont une bonne voie d'accès pour le jeune public. »

Né le 25 septembre 1921 à Strasbourg, cet Alsacien de cœur se montre rapidement un garçon rêveur, passionné par l'histoire et les voyages. « Ses débuts dans la vie sont baignés de douleur et d'admiration, précise Patrick Gaumer. Son père était pilote au sein de

## ANNIVERSAIRE

On célèbre cette année le centenaire de la naissance du créateur d'« Alix l'intrépide », disparu en 2010. Sa série de bande dessinée continue de faire connaître et aimer l'Antiquité à des millions de lecteurs. Retour sur un parcours sans faute.



Alix m'a fait découvrir l'univers de la latinité. Il a été pour moi un substitut au voyage. Les albums de Jacques Martin ont rendu visible ce qui n'était que souffrance

ÉRIK ORSENNA, ÉCRIVAIN ET ACADEMICIEN | JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

la prestigieuse escadrille des Cigognes, alors basée au Polygone de la ville de Neudorf. Le petit Martin conserve de son père l'image d'un aviateur héroïque, tragiquement décédé le 19 décembre 1932 à l'âge de 37 ans, alors qu'il n'a que 11 ans. En revanche, il aura toujours gardé le sentiment de n'avoir pas été assez aimé par sa mère, Madeleine, qui préférait son frère aîné, Christian, devenu ingénieur. » De son enfance alsacienne, Jacques Martin conserve quelques souvenirs dont une petite cicatrice sur le poignet gauche. À la fin des années 1920, dans une Alsace alors en pleine tension autonomiste, son frère aîné se fait un jour insulter par un élève revanchard. Le cadet s'interpose et prend alors un coup de stylet sur le poignet. Le « petit Français » aura du moins fait montre de son courage ainsi que d'une fidélité fraternelle sans faille.

Alors qu'il achève des études dans une école des Arts et Métiers à Erquelinnes en Belgique, Jacques Martin se retrouve pris dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale. Il est requis par le Service du travail obligatoire (S.T.O.) et est envoyé à Augsburg au sein des usines Messerschmitt en sa qualité d'ingénieur. C'est là qu'il assiste à l'effondrement de l'Allemagne nazie. « Ce qui caractérise l'homme, résume Gaumer, c'est avant tout son côté énergique et volontaire. Dès l'adolescence, et le début de l'âge adulte, Jacques Martin possède la volonté d'y arriver chevillée au corps. Il l'a souvent écrit dans sa correspondance privée, alors qu'il n'avait pas encore pu faire ses preuves : "Je sais ce que je veux." »

## À l'école dite « de Bruxelles »

Après avoir rêvé de théâtre, l'artiste en herbe comprend que son avenir ne passera pas par les planches... celles du théâtre tout du moins. En 1946, fraîchement marié, le jeune Martin commence à chercher comment publier ses dessins. Carton sous le bras, il part à l'assaut des éditeurs de bande dessinée. Après quelques années de vaches maigres, grâce à Georges Cartigny, un oncle qui l'a pris sous son aile, il fait une rencontre décisive, celle de Raymond Leblanc. L'ancien résistant belge, fondateur en 1946 du *Journal de Tintin*, avec Hergé, l'engage au sein de cet illustré révolutionnaire pour l'époque. Martin y fait la connaissance des maîtres de la « ligne claire », d'Hergé à Bob de Moor en passant par Paul Cuvelier ou Edgar P. Jacobs. Avec eux, il devient rapidement l'un des représentants de l'école dite de « Bruxelles », connue notamment pour son réalisme et sa minutie.

C'est en 1948 que naît son personnage fétiche, Alix l'intrépide, fils d'un chef gaulois, esclave affranchi devenu l'émissaire de César à travers les mondes barbares en 50 avant J.-C. Comment l'intrépide Alix a-t-il surgi sous la plume de ce Strasbourgeois, désormais

établi en Belgique? « Il est né en dix minutes, à la fin de 1948, répond Patrick Gaumer. Lorsque Raymond Leblanc lui commande une nouvelle série en bande dessinée. » Jacques Martin se met à sa table à dessin. Il repense à une scène de *Ben-Hur* où un pan de mur s'écroule sur un chef romain revenant d'une bataille, et c'est ainsi qu'il conçoit la première planche d'Alix l'intrépide. Elle lui est d'abord refusée. Mais deux ans plus tard, alors qu'il est en vacances en Alsace, dans la vallée de la Moselotte, il reçoit un télégramme signé Raymond Leblanc, qui l'enjoint de revenir immédiatement à Bruxelles pour terminer cette aventure...

À partir de là, tout s'enchaîne rapidement dans sa vie. En 1953, tandis que la série antique Alix devient un formidable péplum de papier jamais égalé depuis lors, Martin intègre le studio Hergé et travaille sur plusieurs histoires de Tintin. À l'époque, cet infatigable raconteur élabore même un scénario inédit des aventures du reporter. L'histoire se situe en plein océan Arctique. Tintin reçoit un message de détresse d'une exploration abandonnée dans l'archipel du Spitzberg dont les survivants sont atteints de botulisme. Le héros s'engageait alors dans une course pour leur apporter de la strychnine. L'histoire restera cependant dans les cartons du dessinateur. Entre-temps, Martin crée le personnage du journaliste Guy Lefranc, double contemporain d'Alix.

Mais il demeure comblé par le succès du valeureux Alix. L'envoyé spécial de Rome est bientôt accompagné par le jeune Enak, fidèle compagnon rencontré dans l'album *Le Sphinx d'or*, paru en 1956. Et fait naître une certaine lecture homosexuelle qui court encore chez certains exégètes d'Alix. Longtemps Jacques Martin s'est mis en colère dès lors que l'on faisait ce genre de réflexion. De guerre lasse, l'artiste répondra, non sans un certain fatalisme, dans les colonnes du *Figaro*, en novembre 2001 : « Que voulez-vous que je dise, malgré toutes mes dénégations, je n'ai jamais pu empêcher les gens aux idées mal placées de faire courir de tels bruits. Dans ce cas-là, Tintin serait marié avec le capitaine Haddock, et Blake vivrait en couple avec Mortimer. Le vrai problème résidait ailleurs : il s'agissait de ne pas enfreindre la censure drastique qui sévissait alors sur les publications destinées à la jeunesse. Chacun trouva une solution. D'ailleurs, Enak m'a été imposé par mon éditeur. »

Vers la fin de sa vie, après avoir contracté une maladie oculaire, Martin, plus que jamais soucieux de voir son œuvre être pérennisée après sa mort, forme de jeunes dessinateurs capables de poursuivre son travail. En 2012, le tandem Valérie Mangin-Thierry Démarez commence à raconter dans la série Alix *Senator*, les aventures d'un Alix aux cheveux blancs. Depuis quelques années, les repreneurs de l'œuvre de Jacques Martin s'attachent avant tout à rester le plus proche possible de la vérité antique. Avec plus de 70 albums de bande dessinée vendus à près de 12 millions d'exemplaires, et traduits dans seize langues, la série reste un des plus gros succès du genre franco-belge. Ave Martin! Ceux qui te lisent te sauent. Et continueront longtemps. ■

(1) Jacques Martin, *Le voyageur du temps*, monographie par Patrick Gaumer, Éditions Casterman, 416 p., 49 €. *L'Œil du Minotaure*, Alix Tome 40, de Jacques Martin, Valérie Mangin et Chrys Millen, Éditions Casterman, 48 p., 11,95 €.

# Implantation d'éoliennes contre la volonté des communes: pourquoi c'est une injustice

**L**es éoliennes qu'on nous propose aujourd'hui en France ne peuvent rien pour le climat. Avant qu'elles ne soient autorisées, implantées et entrées en service, les dernières centrales à charbon auront fermé. Dès lors, la production des nouvelles éoliennes ne saurait se substituer à une production d'électricité d'origine fossile.

Resteront les centrales à gaz, mais on ne peut hélas s'en passer, car elles compensent l'intermittence de l'éolien et du photovoltaïque. Dans notre pays, une éolienne ne fonctionne, en moyenne, qu'à 25% de sa puissance, et un capteur photovoltaïque, qu'à 15% de sa puissance. Pour fournir aux consommateurs une alimentation régulière, force est de recourir aux centrales à gaz, polluantes. L'une d'elles est en construction à Landivisiau (Finistère). Plus on implantera d'éoliennes, plus il y aura d'émissions de carbone. Face à ces évidences, les médias évoluent. L'opinion publique aussi. Mais le gouvernement ne cède rien, et le rouleau compresseur éolien continue d'avancer dans nos campagnes.

Deux tentatives parlementaires d'améliorer à cet égard le sort des Français viennent d'être repoussées, sur instruction de la ministre de la Transition écologique. Elles se situaient dans le cadre du projet de loi dit 3DS

(différenciation, décentralisation, simplification), examiné à la fin de novembre par les assemblées.

La première tentative concernait les droits des communes. Actuellement, leur avis n'est que consultatif.

Le préfet fait ce que bon lui semble, ou plutôt ce qu'ordonne Paris. Il peut imposer des éoliennes à des communes qui n'en veulent pas. Et cette situation devient de plus en plus fréquente, à mesure que ces engins prolifèrent et poussent en hauteur.

La commune de Moréac (Morbihan) était déjà pourvue de huit éoliennes. Elle s'est prononcée contre le projet d'en ajouter deux, d'une hauteur de 180 mètres. Six communes voisines ont voté dans le même sens. Le préfet a néanmoins autorisé le projet. S'agissant du projet éolien de La Ferté-en-Ouche (Orne), la commune d'implantation, les dix communes déléguées et la communauté de communes de L'Aigle s'y sont opposés. Le commissaire-enquêteur a néanmoins donné un avis favorable. Un projet sarthois affecte deux communes, Cherré et Cormes. À la suite de l'étude de ce projet, la première a retiré son préaccord. Néanmoins, le préfet de la Sarthe a autorisé le projet en plein mois d'août 2021 sans réduire sa configuration.

Les lecteurs du *Figaro* connaissent l'affaire de la montagne Sainte-Victoire (*lire « Les éoliennes qui défigurent le massif de la Sainte-Victoire doivent être démontées! », une tribune cosignée par une trentaine de personnalités et parue dans nos éditions du 4 février 2021, NDLR*). L'implantation d'éoliennes était proposée sur deux communes, qui, à l'origine, s'étaient montrées favorables. Ayant pris une meilleure connaissance des enjeux, la commune d'Ollières s'est retournée. Cela n'a pas empêché l'implantation intégrale des 22 engins prévus sur le territoire des deux communes. L'un des plus beaux sites de France a ainsi été altéré.

Désireux d'empêcher la répétition de ces abus, le Sénat avait prévu que la commune d'implantation aurait désormais le droit de s'opposer aux éoliennes. C'est le rappel d'un principe

fondamental de la démocratie, qui doit s'appliquer au niveau local comme au niveau national: une commune ne saurait subir un destin décidé ailleurs. La survenance d'éoliennes modifie son aspect et le cadre de vie de ses habitants. Elle l'empêche d'accueillir les citoyens que la pandémie chasse des villes.

Après le passage du projet de loi au Sénat, des députés de la majorité, de nouveau saisis du texte, ont proposé à leur tour une autre amélioration. Ils ont observé que, compte tenu de la poussée des engins en hauteur, les voisins de la commune d'implantation pouvaient subir visuellement une atteinte d'égale importance, ou presque égale. Aussi ont-ils proposé d'accorder le droit de refus, non pas à une seule commune, mais à la majorité des communes situées dans le rayon de l'enquête publique, soit 6 kilomètres autour des engins.

Une solution équitable se dessinait ainsi. Or cette solution a été impitoyablement rejetée, sur instruction venue d'en haut. L'Assemblée a supprimé l'amendement du Sénat et repoussé l'amendement des députés. Les communes restent soumises aux oukases préfectoraux. Les éoliennes passent avant la démocratie.

L'autre tentative parlementaire, simultanée, concernait la distance minimale à respecter entre les éoliennes et les habitations. Les 500 mètres actuels ont été fixés par la loi en 2010.

Dès cette date, pourtant, vivre à 500 mètres de grandes éoliennes, c'était l'enfer: domination par de hautes silhouettes, sarabande d'ombres à l'intérieur des maisons quand le soleil est bas, bruit irrégulier auquel on ne s'habitue pas, infrasons qui traversent les murs, champs électromagnétiques.

Devant les protestations, un pouvoir de dépasser les 500 mètres a été accordé aux préfets. Mais ils n'en usent pas. La volonté du législateur est donc méconnue. On en reste, dans la pratique, aux 500 mètres de distance fixés en 2010.

Or, depuis cette décision, la taille et la puissance des éoliennes ont pratiquement doublé. Les 180 mètres de haut sont devenus courants. Des projets de 240 mètres sont même présentés dans l'Yonne et dans la Vienne.

À quoi servent les enquêtes publiques? Chaque fois, il s'en dégage une majorité de participants contre le projet éolien. Et presque chaque fois, le commissaire-enquêteur puis le préfet passent outre. En conséquence, les nuisances ont beaucoup augmenté. À Échaffour (Orne), le bruit empêche les habitants de dormir. À Puceul (Loire-Atlantique), le bétail meurt.

Il serait logique, à tout le moins, de doubler la distance de 500 mètres. Or, tous les amendements parlementaires déposés ces derniers temps en ce sens ont été éliminés.

Dans le cadre du projet de loi 3DS, le Sénat a voté un article permettant à chaque conseil régional de relever les 500 mètres. Cette initiative était tout à fait appropriée à un texte portant sur la déconcentration. À l'Assemblée, des députés de la majorité présidentielle ont suggéré, tout en approuvant l'idée, de transférer la faculté prévue aux départements, plus proches des habitants. Ils allaient ainsi dans le sens de la démocratie locale.

Or, cette fois encore, l'article de loi a été mis au panier, y compris sa variante, à la demande du gouvernement.

Le bonheur et le malheur des habitants des campagnes continuent donc de dépendre essentiellement des décisions des préfets, agents du pouvoir central. En la matière, les tribunaux ne peuvent guère les contrôler, puisque les textes n'accordent aucun droit aux collectivités locales, hors l'émission de simples avis. Nous voilà ramenés à l'époque de Napoléon, la gloire en moins.

\* *L'auteur a été directeur du service de la législation fiscale au ministère des Finances. Il est notamment l'auteur de « La Peste éolienne » (Éditions Hugo, 2021).*



PATRICE CAHART

Nous vivons un paradoxe: l'opinion est de plus en plus hostile aux éoliennes. Pourtant, le gouvernement ne réduit en rien l'ampleur prévue de son développement et rejette toutes les tentatives de parlementaires qui pourraient le freiner, déplore l'ancien haut fonctionnaire\*.

# Ce que les différents impôts « rapportent » à l'État illustre la paupérisation de la France

**L**a lutte contre les inégalités sociales est un objectif louable, mais trop souvent dévoyé à des fins démagogiques et surfactantes. L'idée que la surtaxation des plus aisés permettrait de résoudre les maux des plus démunis est rabâchée ad nauseam. Il n'y a guère à se forcer pour considérer qu'un bon impôt - c'est-à-dire un impôt juste - est un impôt payé par les autres. Et, pour séduisante qu'elle puisse être, cette revendication prête le flanc à de nombreux critiques.

Le rapport 2020 du Secours catholique sur l'état réel de la pauvreté en France est alarmant. Près de 10% de la population française - soit entre 5 et 7 millions de personnes - a recours à l'aide alimentaire. Pourtant la France est la championne du monde des prélèvements obligatoires avec le Danemark. Ceux-ci représentent 44,5% du PIB dans notre pays en 2020. Il n'y a donc pas de lien de causalité établi, c'est le moins que l'on puisse dire, entre une pression fiscale forte et une diminution de la pauvreté. Et l'importance de la pauvreté pose aussi la question de l'efficacité des politiques publiques.

De surcroît, l'impôt ne permet que de corriger à la marge les inégalités de revenus. Il ne s'attaque pas aux racines de celles-ci, qui sont des inégalités extra-économiques (milieu social, formation, âge, état de santé, etc.)

Par ailleurs, il y a les impôts qui se voient dans la mesure où ils sont brandis comme des étendards par la plupart des politiques. Il s'agit des impôts progressifs: impôt

sur le revenu, impôt sur la fortune immobilière et droits de donation et de succession. La théorie de l'utilité marginale sert d'alibi à la progressivité de ces impôts. L'utilité est la satisfaction que procure la consommation d'un bien. L'utilité marginale est la satisfaction procurée par la dernière unité consommée. Schématiquement, plus la quantité consommée est importante, plus, corrélativement, le besoin diminue. L'utilité marginale est donc décroissante. Par exemple, un amateur de café arrivé à satiété au bout d'un certain nombre de tasses, qui, s'il est dépassé, peut même lui procurer du dégoût. Partant, il n'y a qu'un pas à franchir pour considérer

Il n'y a guère à se forcer pour considérer qu'un bon impôt est un impôt payé par les autres

que les revenus les moins utiles doivent être davantage taxés et, par conséquent, qu'un impôt juste doit être progressif.

Ce postulat a amené le législateur à adopter un barème progressif en matière d'impôt sur le revenu (cinq tranches: 0%, 11%, 30%, 41% et 45%), d'impôt sur la fortune immobilière (six tranches: 0%, 0,5%, 0,7%, 1%, 1,25% et 1,5%) et de droits de mutation à titre gratuit (sept tranches en ligne directe: 5%, 10%, 15%, 20%, 30%, 40% et 45%).

Focaliser le débat sur les impôts progressifs permet d'occulter le plus important pour les finances publiques, c'est-à-dire ce qui ne se voit pas, en l'occurrence la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et la taxe intérieure de consommation sur les produits

énergétiques (TICPE). Pour bien mesurer l'ampleur du décalage, il convient de mettre en perspective le poids de ces derniers avec celui des impôts progressifs. Au titre de l'année 2021, le produit de l'impôt sur le revenu (92,8 milliards), de l'impôt sur la fortune immobilière (2,1 milliards) et des droits de mutation à titre gratuit (15,1 milliards) était évalué à 110 milliards et celui de la TVA (145,4 milliards), de la CSG (124 milliards), de la TICPE (19,1 milliards) et de la CRDS (7 milliards) à 295,5 milliards.

Dans une indifférence quasi générale, les impôts progressifs rapportent ainsi presque trois fois moins que les impôts proportionnels.

Et ils sont concentrés sur une minorité de contribuables. En 2020, seuls 17,6 millions de foyers fiscaux sur 39,3 millions ont effectivement acquitté de l'impôt sur le revenu et à eux seuls, 10% des foyers les plus aisés ont versé 72% de cet impôt. Seuls 143 000 foyers sont redevables de l'impôt sur la fortune immobilière. Seules deux successions sur dix recueillies par les enfants sont taxées, et, parmi celles-ci, plus de neuf sur dix ont un taux moyen d'imposition de moins de 4%.

Ces chiffres sont révélateurs de la paupérisation de la société française. Quelles leçons tirer de ces différentes constatations? En termes d'efficacité, la progressivité de l'impôt laisse à désirer. Elle ne doit donc pas constituer l'alpha et l'oméga des politiques publiques en matière de lutte contre les inégalités. Trop de progressivité a un effet désincitatif et tue l'impôt dans la mesure où elle dissuade l'effort, et encourage l'évitement, la fraude et l'exil. En outre, imposer davantage

les redevables de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur la fortune immobilière et des droits de mutation à titre gratuit (ce terme regroupe droits de successions et droits de donation, NDLR) ne ferait qu'accroître ces phénomènes.

Le législateur l'a bien compris en soumettant certains revenus à un taux proportionnel. C'est l'option du prélèvement forfaitaire unique - plus connu sous le nom de flat tax - au taux de 12,8% sur les dividendes et les plus-values de cession de valeurs mobilières, mis en œuvre par Emmanuel Macron en 2018. En tenant compte des prélèvements sociaux au taux global de 17,2%, le taux est en réalité de 30%. L'instauration de la flat tax a fait bondir les distributions de dividendes qui sont passées de 14 milliards en 2017 à 23 milliards en 2018, avant d'augmenter de 1 milliard en 2019 et de se stabiliser en 2020. Cela s'est donc traduit par davantage de recettes fiscales.

Il faudrait aller plus loin. Ainsi, pour son plus grand bien, la Suède, en dépit de son passé social-démocrate, a supprimé les droits de succession en 2004 et a vu ses recettes fiscales progresser de 50% entre 2004 et 2016. Le pragmatisme devrait l'emporter sur les postures politiciennes et conduire les candidats à la présidentielle à proposer, au moins à titre expérimental, la suppression des droits de mutation à titre gratuit et de l'impôt sur la fortune immobilière ainsi que la fusion de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux au profit d'une contribution proportionnelle unique.

Le bon combat est de réduire la pauvreté et non la richesse. \* *Auteur de « L'Anti Manuel de psychologie fiscale. Techniques de plausion des contribuables sans trop les faire crier » (Enrick B. Éditions, 2020).*



FRÉDÉRIC DOUET

Les impôts progressifs, qui pèsent de façon très lourde sur une minorité de contribuables, sont moins rentables pour l'État que les impôts proportionnels. Puisque nos choix collectifs en matière de fiscalité échouent à réduire la pauvreté et flattent l'envie, il est temps d'en changer, argumente le professeur de droit fiscal à l'Université Rouen-Normandie\*.



**LE BLOC-NOTES**  
Ivan Rioufol  
iriofol@lefigaro.fr  
blog.lefigaro.fr/rioufol

# Les derniers souffles de la gauche française

La gauche passera-t-elle l'année 2021 ? Elle n'est plus que l'ombre de son magistère. La voici anéantie par plus de trente ans de mensonges et sabotages. L'impérial camp du Bien ne tient plus debout qu'en vociférant contre le « fascisme qui vient » : il serait chez ceux qui s'inquiètent du déclin de la France et qui entendent la sauver. Mais ces imprécateurs ne produisent plus d'idées. Faux humanistes, ils confirment leur mépris du peuple inquiet et de la nation fragile. Donneurs de leçons par routine, ils ne voient rien, chez eux-mêmes, de la face hideuse du « fascisme d'extrême gauche », dénoncé par Gilles-William Goldnadel (1). L'avocat assure : « Les

fachos ont changé de côté ». De fait, c'est la gauche aux abois qui prône la censure, l'excommunication, la violence. Elle est obsédée par la race, le genre, la vengeance. Elle déteste le mâle blanc hétérosexuel et ne voit rien de l'antisémitisme de l'islam conquérant. Oui, la gauche se meurt.

Le progressisme s'est autodétruit, vaincu par ses turpitudes et ses lubies. En cette fin d'année, et alors que la présidentielle s'annonce comme un rendez-vous capital pour l'avenir de la France, aucun de ses candidats n'atteint les 10 % d'intentions de vote, sinon parfois Jean-Luc Mélenchon (LFI). Yannick Jadot (EELV) affiche péniblement 7 % tandis qu'Anne Hidalgo tourne autour de 5 %. Arnaud Montebourg, qui promettait la « remontada » plafonne à 2,5 %. Fabien Roussel (PCF) rase les 2 %. Les tentatives désespérées de primaires ou d'union de tous - gauche et extrêmes - sont des bouées percées. La faillite des marchands de nuages est spectaculaire. Elle rend d'autant plus injustifiable la constante mainmise de la gauche sur des médias (singulièrement dans l'audiovisuel public), la culture, l'éducation nationale, l'université. C'est la gauche zombie qui s'est mise au service des minorités revanchardes. Leur pouvoir illégitime a assez duré.

La droite, longtemps intimidée par la gauche au point de mimer son moralisme d'apparat, est appelée à prendre la relève. Encore faudrait-il qu'elle ne reproduise plus son conformisme paresseux. Orpheline de son mentor, elle a l'opportunité de s'affirmer dans sa pleine originalité. Cependant, ce n'est pas la droite modérée et transparente, compatible avec le macronisme, qui a emporté la bataille des idées. Si la question identitaire et civilisationnelle est devenue centrale, c'est grâce aux mobilisations des « populistes » honnis des belles âmes. Ils ont su se faire les interprètes les plus convaincants du désir de beaucoup de Français de préserver en urgence leur continuité historique. Ce sont eux Éric Zemmour, Éric Ciotti,

Marine Le Pen en premier lieu - qui ont fait comprendre que la politique ne s'arrête pas aux seuls aspects économiques et sociaux. C'est ce sillon qu'il va falloir creuser jusqu'en avril.

Le progressisme dont se réclame Emmanuel Macron est dans la lignée de la gauche subalpine, qui a perdu le contact avec le réel et les choses humaines. Le chef de l'État est habile pour brouiller les pistes et noyer les sujets sous les mots. Mercredi soir, en s'invitant deux heures sur TF1 et LCI pour parler de lui, il a laissé deviner son inquiétude face à la dynamique des Français invisibles. Reste qu'en s'accrochant à sa défense d'une souveraineté européenne, le chef de l'État a pris le risque de s'éloigner des attentes des « enracinés », pour qui l'Union européenne est une citadelle déconnectée des peuples. Certes, Macron s'est démarqué des suggestions loufoques de la Commission européenne sur la « communication inclusive », qui invite notamment à bannir les trop chrétiens Noël et Marie. Mais ce goût pour la table rase et le trou de mémoire est un poison que porte en elle l'Europe désincarnée.

## Une nation fragile

Nombreux sont les Français qui ont pris conscience de la fragilité du pays de leur père. La disparition de la nation millénaire a longtemps été, pour tous, une perspective impensable tant la France était forte et respectueuse de son passé. Or, après près de quarante ans d'hégémonie intellectuelle d'une gauche antinationale et amnésique, la question de la survie culturelle de la société ouverte est posée. Jamais les dernières guerres, en dépit de leurs effroyables hécatombes, n'ont occasionné à la patrie autant de blessures mortelles et de plaies à l'âme. Il faut rendre grâce à Zemmour d'avoir su, dans son « serment de Villepinte » du 5 décembre, dramatiser la défense de la civilisation française. Elle n'a pas encore péri, comme le dit de la Pologne son hymne national (« La Pologne n'a pas encore péri... »). Cependant, le Franco-Tchèque Milan Kundera avait vu juste quand il écrivait

dès 1983 (2) : « Dans notre monde moderne, où le pouvoir a tendance à se concentrer de plus en plus entre les mains de quelques grands, toutes les nations européennes risquent de devenir bientôt petites nations et de subir leur sort (...) Le destin de l'Europe centrale apparaît comme l'anticipation du destin européen en général, et sa culture prend d'emblée une énorme actualité ». Parce qu'elles se savent fragiles, les petites nations d'Europe centrale sont des exemples de résistance aux vandales. La France doit s'en inspirer.

Le spectre de la libanisation hante la France, jadis une et indivisible. La conjonction de la gauche multiculturelle et de l'islam politique accélère la décomposition française. La nation devient le théâtre d'affrontements communautaires et religieux. Les Français juifs avaient, les premiers, lancé l'alerte au début des années 2000, en pointant le nouvel antisémitisme musulman qui allait les chasser des cités d'immigration. Cette fois, ce sont les catholiques qui deviennent des cibles des islamistes, dans une même logique de confrontation que subissent aussi les Chrétiens d'Orient, dans l'indifférence de l'Occident. Le 8 décembre, une petite procession dédiée à la Vierge à été, à Nanterre, prise à partie par des islamistes. Les fidèles ont été traités de « kouffars » (mécréants). Un prêtre a été menacé : « Wallah sur le Coran je vais t'égorger ! ». L'extrême gauche, prompt à s'indigner quand des musulmans s'estiment victimes d'« islamophobie », est restée muette. En se rendant en Arménie chrétienne durant quatre jours, accompagné de Philippe de Villiers, Zemmour a rappelé la solidarité qui nous lie à ce pays menacé par la Turquie islamiste. Il est temps de choisir son camp.

Joyeux Noël et bonne Année !

Prochain bloc-notes : 7 janvier.

(1) « Manuel de résistance au fascisme d'extrême gauche » (Les Nouvelles Éditions de Passy).

(2) « Un Occident kidnappé » (Gallimard).

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

## ENTRE GUILLEMETS



17 décembre 1987 : mort de Marguerite Yourcenar, romancière, poète et traductrice.

## Mémoires d'Hadrien (1951)

Par bonheur, pour autant que notre État ait su se former une règle de succession impériale, l'adoption est cette règle : je reconnais là la sagesse de Rome

MARC GABANGER/AURIMAGES VIA AFP



## ANALYSE

Guillaume Perrault  
@GuilPerrault

# Le moment et l'art de se dire candidat quand on est président

« **M**a vie politique est terminée », a écrit Napoléon à l'Élysée, le 22 juin 1815, lors de sa seconde abdication après Waterloo. Formule étonnante moderne ! Chaque fois qu'il se rend dans le boudoir d'Argent, pièce de l'Élysée où Napoléon a signé ces lignes amères, un président de la République en fin de mandat ne peut manquer de songer à ce précédent et mesure l'incertitude de sa position : comment, lorsqu'il se représentera devant le pays, éviter la défaite électorale qui le conduirait à écrire lui aussi : « Ma vie politique est terminée » ?

Après qu'Emmanuel Macron eut parlé d'Emmanuel Macron pendant une heure et demie, le 15 décembre, sur TF1 et LCI, comme les people invités à fendre l'armure que Michel Drucker reçoit à « Vivement dimanche », il se confirme que le président se déclarera le plus tard possible.

Des exemples illustres, il est vrai, l'y encourageant. De Gaulle, le 5 novembre 1965, a rompu le silence un mois avant le premier tour, lors d'une allocution de grand style. S'il est désavoué, avertit alors l'homme du 18 Juin, la Ve République « s'écrasera aussitôt et la France devra subir - mais, cette fois-ci, sans recours possible - une confusion

de l'État plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois ».

En 1981, Valéry Giscard d'Estaing choisit une campagne plus longue et s'adresse au pays 55 jours avant le premier tour, le 2 mars. « Français, Français, mes chers amis (...). J'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle pour un septennat nouveau », déclare-t-il dans une allocution à l'Élysée. « Le président de la République continuera sa tâche jusqu'au bout, comme c'est son devoir. Le candidat s'en distinguera entièrement. Je ne serai pas un président-candidat, mais un citoyen-candidat. » S'il jugera plus tard avoir mené une mauvaise campagne, soulignons que Giscard, quoique battu, est arrivé en tête au premier tour de 1981.

En 1988, François Mitterrand, revigoré par deux ans de cohabitation, imite de Gaulle et reste muet jusqu'au 22 mars, 32 jours avant le scrutin. La palme de la brièveté lui revient de plein droit. À la question « Allez-vous vous représenter ? », il répond, sur Antenne 2, après un bref silence pour ménager son effet : « Oui. » Puis, au cours de l'entretien, le président se présente, avec un ton de prélat, comme un rempart contre « des partis qui veulent tout, des clans, des bandes, des factions dont l'intolérance éclate tous les soirs », entendons par là la majorité parlementaire RPR-UDF de l'époque.

Les courses de fond réussissent à Jacques Chirac. En 2002, c'est dès le 11 février, 69 jours avant le premier tour, qu'il se déclare - soit la campagne la plus longue menée à ce jour par un président sortant. Tirant profit de la vague bleue aux municipales de 2001, causée en particulier par l'inquiétude des Français envers la délinquance, Chirac se rend ce jour-là à Avignon, où la RPR Marie-Josée Roig a laminé Elisabeth Guigou, garde des Sceaux du gouvernement Jospin. Il se fait poser la question par l'édile et répond, tout sourire : « Chère Marie-Josée Roig, vous m'avez posé une question directe et franche. Eh bien, j'y répondrai dans le même esprit : oui, je suis candidat. » Et en avant !

Nicolas Sarkozy ne pouvait qu'avoir ce précédent à l'esprit lorsqu'il a rendu publique sa décision, 67 jours avant le premier tour, le 15 février 2012, prélude d'une campagne intelligente qui lui permit de redresser une situation très compromise et de perdre, du moins, avec les honneurs.

Le président actuel a fixé le premier tour plus tôt que d'ordinaire, le 10 avril. Les textes en vigueur lui font obligation de déposer ses parrainages (soit, en pratique, se déclarer) le sixième vendredi qui précède le premier tour au plus tard, c'est-à-dire le 4 mars. Alors s'engagera vraiment une campagne qui s'annonce singulière, féroce et incertaine.

## FIGAROVox

### « GPA ÉTHIQUE »

« Après l'homme déconstruit » de Sandrine Rousseau, Yannick Jadot nous présente la « femme déconstruite », par Céline Revel-Dumas, journaliste.

### « POLITIQUE »

« Emmanuel Macron s'est livré à une introspection complaisante », par Arnaud Benedetti, politologue.

## Les rencontres du FIGARO

Pascal Bruckner  
le lundi 7 février  
à 20h, Salle Gaveau.  
Tarif : 25 €.

Réervations :  
01 70 37 18 18 ou  
[www.lefigaro.fr/recontres](http://www.lefigaro.fr/recontres).



## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
(actionnaire à plus de 95%)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président-directeur général**  
Charles Edelstenne  
**Administrateurs**  
Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon  
**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
(société éditrice)  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président**  
Charles Edelstenne  
**Directeur général, directeur de la publication**  
Marc Feuilleux

**Directeur des rédactions**  
Alexis Brézet  
**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Gaëtan de Capelle (Économie), Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Clær (Style, Art de vivre, F), Anne Huet-Wullemme (Édition, Photo, Révision),

Philippe Gélie (International), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision), Yves Théard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences), Vincent Trémolet de Villers (Politique, Société, Débats, Opinions)

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle  
**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (Web)  
**Directeur délégué du pôle news**  
Bertrand Gie  
**Éditeurs**  
Robert Mergui  
Anne Pican

**FIGAROMÉDIAS**  
9, rue Pilet-Will, 75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07  
**Président-directeur général**  
Aurore Domont  
**Direction, administration, rédaction**  
14, boulevard Haussmann  
75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 57 08 50 00  
[direction.redaction@lefigaro.fr](mailto:direction.redaction@lefigaro.fr)

**Impression L** Imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Met Print, 30500 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852  
**Commission paritaire n° 0426 C 83022**  
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**  
Club : 469 €. Semestrie : 329 €. Week-end premium : 270 €.  
Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écobabel européen sous le numéro F1/011/01. **EuroPublication** : Prot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal est composé de :  
Édition nationale  
Pré-édition 20 pages  
Châtré 2 Économie  
5 pages  
Châtré 3 Le Figaro  
et vous 14 pages  
Sur ces pages additionnelles :  
Supplément 4  
Magazine 24 pages  
Club TV 72 pages  
Supplément 5  
Magazine 120 pages  
Promo partage Émile  
Garçh diffusion sur une partie du territoire national

# LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie



**INFLATION**  
LA BANQUE  
D'ANGLETERRE  
RELÈVE SON TAUX  
PAGE 24



**MUSIQUE**  
BRUCE SPRINGSTEEN  
VEND SON CATALOGUE  
500 MILLIONS DE DOLLARS  
PAGE 28

> FOCUS

**AIRBUS SUPPLANTE BOEING CHEZ AIR FRANCE-KLM ET QANTAS**

Airbus termine l'année en fanfare. En moins de vingt-quatre heures, le géant européen enregistre pour plus de 20 milliards de dollars de commandes, au tarif catalogue, en s'offrant le luxe de faire basculer deux grandes compagnies aériennes dans son camp. Au détriment de Boeing, leur fournisseur historique. Air France-KLM a décidé de signer une commande ferme portant sur 100 A320neo et A321neo, assortie d'une option sur 60 appareils de plus, afin de moderniser la flotte vieillissante de Boeing 737 NG de KLM ainsi que celle de sa filiale à bas coûts Transavia Pays-Bas, et afin d'étendre la flotte de Transavia France. C'est un coup dur pour Boeing et le 737 Max. Les A320neo et A321neo «offrent les meilleures performances de leur catégorie (...), explique Air France-KLM, qui attend ses premiers avions au second semestre 2023. Par rapport aux avions de la génération précédente, ils offrent une réduction des coûts unitaires de plus de 10%, ainsi qu'une réduction de 15% de la consommation de carburant et des émissions de CO<sub>2</sub>».

Autre grand coup frappé par Airbus en Australie : la conquête de Qantas. La compagnie a signé un accord de principe pour acheter jusqu'à 134 A320neo, A321neo et A220 pour moderniser sa flotte moyen-courrier, jusqu'ici composée à 100% de Boeing 717 et 737. Cette annonce intervient après une première commande de 100 A320 pour JetStar, filiale à bas coût de Qantas. Le contrat doit être signé d'ici à la fin 2022. Les premières livraisons sont prévues à partir de 2024. Ces contrats consacrent la domination d'Airbus sur le marché du moyen-courrier, grâce à une gamme moderne, dont l'avion star est l'A321LR et XLR, capable de réaliser des vols long-courriers pour les coûts d'exploitation d'un moyen-courrier. Boeing est désarmé. Il n'a pas donné de successeur au 757 et n'a pas d'avion à aligner face à l'A321. Et il sort affaibli de la crise du Max, un 737 modernisé pour la quatrième fois, dont la fiabilité et la réputation ont été entachées après deux crashes meurtriers.

VERONIQUE GUILLERMARD

## SNCF : la CGT échoue dans sa stratégie de blocage

Après avoir annoncé une grève sur l'axe TGV Sud-Est pour les départs en vacances, le syndicat, comme SUD-rail, a levé son préavis jeudi après-midi.

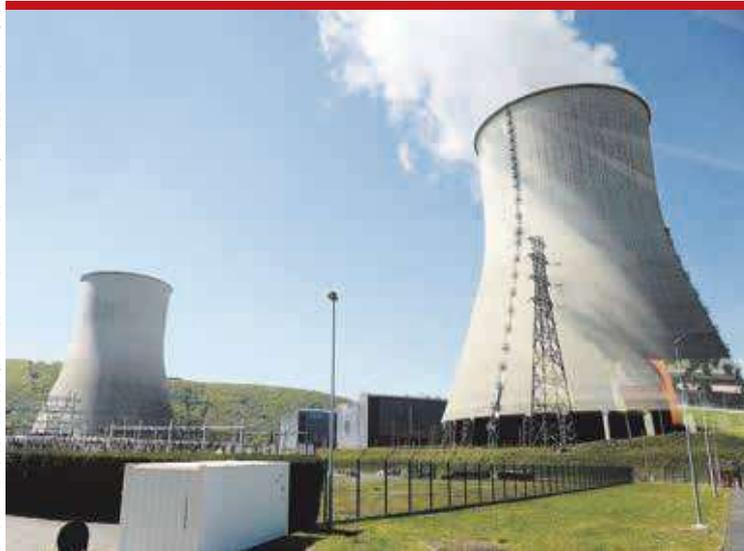
L'épilogue de l'histoire est moins douloureux que prévu. Jeudi, la CGT et SUD-rail ont levé le préavis de grève qu'ils avaient lancé pour le week-end de départs en vacances sur l'axe TGV Sud-Est. Si le trafic

devrait être très perturbé vendredi dans cette zone, avec un TGV sur deux, il devrait être quasi normal samedi et dimanche. Néanmoins, les voyageurs, qui ont revu leurs plans ces derniers jours, ont été pé-

nalisés. Cet épisode tombe mal, alors que le concurrent Trenitalia se lance samedi sur le Paris-Lyon. C'est la base du syndicat qui a fait plier la direction de la CGT-cheminots : les trous ont préféré sécuriser

les primes proposées par leur employeur, plutôt que de se lancer dans un conflit à l'issue incertaine. La SNCF a plusieurs fois lâché du lest sur les rémunérations ces derniers mois.

→ TRENITALIA, QUI LANCE SAMEDI SES TGV PARIS-LYON, PROFITE D'UNE PUBLICITÉ GRATUITE → LE COVOITURAGE, ALTERNATIVE LA PLUS SOLLICITÉE PAR LES NAUFRAGÉS DU RAIL → DES AVANTAGES ENCORE CONSÉQUENTS, MAIS QUI VONT S'AMENUISER PAGES 22-23



## EDF plombé par l'arrêt de réacteurs nucléaires

L'électricien a fait savoir mercredi qu'il avait mis à l'arrêt la centrale de Chooz dans les Ardennes pour vérification. Des contrôles sur d'autres réacteurs pourraient s'avérer nécessaires. En Bourse, le titre a dévissé de plus de 15% jeudi. PAGE 26

### le PLUS du FIGARO ECO

**COVÉA**  
Les ambitions du groupe mutualiste avec le rachat de PartnerRe  
PAGE 26

### LA SÉANCE

DU JEUDI 16 DÉCEMBRE 2021

- CAC 40**  
7005,07 +1,12%
- DOW JONES**  
36058,87 +0,37%
- ONCE D'OR**  
1769,40 (1782,35)
- PÉTROLE (tond)**  
75,380 (74,340)
- EUROSTOXX 50**  
4209,80 +1,20%
- FOOTSE**  
7260,61 +1,25%
- NASDAQ**  
15983,52 -1,88%
- NIKKEI**  
29066,32 +2,13%

### L'HISTOIRE

## Déforestation en Amazonie : Carrefour retire du bœuf brésilien de ses rayons

**L**e bœuf brésilien ayant pâturé sur des terrains déforestés en Amazonie sera de plus en plus difficile à trouver en Europe. Sous l'impulsion de l'organisation non gouvernementale américaine Mighty Earth, plusieurs industriels, dont Carrefour et Auchan, ont décidé de retirer de leurs rayons certaines références de viande de bœuf pointées du doigt par l'ONG. Selon une enquête de Reporter Brasil réalisée avec Mighty Earth, plusieurs industriels dont les produits sont vendus en Europe concourent à la déforestation de l'Amazonie. «Les principaux industriels de la viande au Brésil se sont engagés à cesser d'acheter de la viande à des exploitations impliquées dans la déforestation, relèvent les ONG. Mais ils échouent à tenir leur promesse par incapacité à identifier tous leurs

fournisseurs indirects.» Auchan, Carrefour, mais aussi Sainsbury's au Royaume-Uni et Lidl aux Pays-Bas, en ont tiré les conséquences. Carrefour a retiré de ses rayons belges le bœuf séché Jack Link's, produit par l'industriel JBS... Ce dernier est un concurrent de BFR, dont le magnat brésilien Abilio Diniz, qui détient 7,9% de Carrefour, est aussi actionnaire. Le distributeur «renforcera sa surveillance dans tous ses pays d'implantation», sans bannir les industriels incriminés : seuls les produits problématiques seront retirés. Auchan a fait de même en France. «Notre étroite coopération avec les ONG nous permet de pister d'éventuels produits qui nous échapperaient dans le futur sur les marques internationales

dont nous ne maîtrisons pas le cahier des charges», explique le distributeur. 6% du bœuf brésilien exporté arrive chaque année sur la table des consommateurs européens. ■ MARIE BARTNIK



## Les catastrophes naturelles seront mieux indemnisées

La réforme était attendue de longue date. Jeudi, le Parlement a définitivement adopté par un ultime vote du Sénat, une proposition de loi MoDem visant à améliorer l'indemnisation des catastrophes naturelles. Ce texte qui réforme le régime dit «catnat», institué en 1982, prévoit plus de transparence pour la procédure de déclaration de catastrophe naturelle par l'État, clé de voûte du système. Avec la multiplication des inondations ou périodes de sécheresse, le sujet concerne de plus en plus de personnes. «Chaque année ce ne sont pas moins de 10% des communes françaises qui sont amenées à être reconstruites en état de catastrophe naturelle», a rappelé le ministre chargé du Tourisme, Jean-Baptiste Lemoine. Concrètement, le texte de loi révisé les différents délais d'indemnisation par les as-

sureurs, dans l'intérêt des sinistrés. Les assurés disposeront ainsi de 30 jours (et non plus 10) pour faire leur déclaration de sinistres après la publication de la décision de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. De son côté, l'assureur aura un mois pour faire les réparations ou 21 jours pour verser l'indemnisation due à l'assuré. Le texte de loi étend par ailleurs le périmètre de la garantie «catastrophes naturelles» pour intégrer les frais de relogement d'urgence. En cas de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse, les indemnisations devront permettre de financer des réparations mettant réellement fin aux désordres existants. Quant aux communes, elles disposeront de 24 mois pour transmettre leur demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. D. G.

# La SNCF paie cher pour gagner son bras de

Le groupe ferroviaire va verser de grosses primes aux conducteurs de l'axe Sud-Est pour éviter un mouvement

JEAN-YVES GUÉRIN @jyguerin

**TRANSPORT** Une tragicomédie qui se termine moins mal qu'on ne le craignait. La grève annoncée mercredi à la SNCF pour ce week-end sur l'axe TGV Sud-Est n'aura pas lieu. Après l'Unsa-ferroviaire, les syndicats CGT-cheminots et Sud-rail ont levé jeudi après-midi leur préavis. Pour autant, les passagers des lignes Paris-Lyon-Marseille ou Paris-Grenoble et Paris-Annecey en paieront les pots cassés. « Il n'y aura pas plus d'un TGV sur deux vendredi », explique-t-on à SNCF Voyageurs. La décision des syndicats est trop tardive pour rétablir le plan de transport nominal. 50 000 passagers vont donc être pénalisés par ce mouvement social mort-né. Samedi et dimanche, en revanche, le trafic devrait être « quasi normal ».

Une façon de dire qu'il y aura de 90 % à 100 % de TGV sur ces lignes. Au final, c'est un énorme gâchis pour les passagers privés de train vendredi mais aussi pour la SNCF. Le groupe public n'avait pas besoin de ce psychodrame au moment où l'ouverture à la concurrence devient réalité : ce samedi, Trenitalia fera circuler ses premiers TGV entre Paris et Lyon, avec une prolongation jusqu'à Turin et Milan. « La grève prévue comme soivent lors des départs en vacances ne tient aucun compte des besoins des voyageurs, alors même que le Covid les a privés de leurs relations familiales et amicales habituelles », regrette la Fnaut (Fédération nationale des associations d'usagers des transports).

Cette impression de grande confusion résulte d'un bras de fer entre l'entreprise et la CGT qui montre que le climat social est loin d'être apaisé. Tout a commencé par un préavis de grève où le personnel

de l'axe TGV Sud-Est demandait primes et augmentations. Jusqu'au début de la semaine, tout le monde pensait qu'on trouverait vite un accord, d'autant plus que la direction était prête à faire un geste pour éviter une énième grève un week-end de départ en vacances.

Mais, dans un premier temps, les négociations ont capoté à cause de la surenchère de la CGT. « Lors de notre première réunion, la CGT nous a affirmé que le préavis de grève serait levé si on accordait une prime de 300 euros aux conducteurs. Nous avons tout de suite dit d'accord », raconte Alain Krakovitch, directeur de Voyages SNCF. Changement de ton le lendemain où la CGT a exigé 600 euros pour les conducteurs et 300 euros pour les contrôleurs. « Compte tenu du contexte avec le début des vacances de Noël, nous avons accepté », continue Alain Krakovitch. Du coup, mercredi matin nous étions confiants pour aboutir à un accord avec une levée du préavis de grève. »

La preuve ? Le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, connu pour sa prudence, n'hésitait pas à lancer en début de matinée mercredi qu'il ferait de 2022 « l'année du service au client ». Et d'enchaîner : « Les usagers, ce qu'ils veulent, c'est de la stabilité. Quelle que soit la cause de la perturbation, si le service est perturbé, c'est un problème. » S'il avait pensé que les départs en vacances pourraient être obérés par une énième grève, il se serait dispensé de ces déclarations qui, aujourd'hui, résonnent encore comme une provocation pour les passagers.

Le troisième acte de cette pièce s'est joué mercredi en fin de matinée. « La CGT est revenue vers nous en disant qu'il fallait encore plus que 600 euros pour les conducteurs et 300 euros pour les contrôleurs,

continue Alain Krakovitch. Là, nous avons dit stop. Nous n'irons pas au-delà. » Du coup, la SNCF a improvisé en urgence une conférence de presse mercredi après-midi où elle a élevé la voix. « C'est scanda-

leux au moment où les Français ont le plus besoin de nous pour se déplacer », déclarait alors Christophe Farnichet, PDG de SNCF Voyageurs. Des mots forts et inhabituels dans la bouche d'un des patrons du groupe

public. Généralement, les dirigeants de la vieille dame se gardent de fustiger les cheminots. Si, cette fois, ils élevent la voix, c'est qu'ils avaient le sentiment d'avoir été dupés par la CGT.



## Trenitalia, qui lance samedi ses TGV Paris-Lyon, profite d'une publicité gratuite

Complet. Il ne reste plus une place sur les deux premiers TGV de Trenitalia qui relieront samedi Paris à Lyon (départ à 7 h 26 pour l'un, à 15 h 16 pour l'autre). « Il n'y a pas de rapport avec la grève de la SNCF », explique un observateur. Tous les billets ou presque étaient vendus mercredi avant l'annonce du mouvement social. L'effet de la curiosité pour le produit de la compagnie italienne, qui est la première à profiter de l'ouverture à la concurrence permettant de déferler la SNCF sur le TGV en France.

N'empêche, cette grève, même si son ampleur sera beaucoup plus limitée qu'annoncé initialement, constitue une publicité gratuite pour les rames Frecciarossa à la livrée rouge zébrée de noir et de blanc. Les clients observeront que

offrira cinq allers-retours quotidiens entre la Ville Lumière et la capitale des Gaules contre 24 à la SNCF. La compagnie publique italienne constituera alors une véritable alternative pour les passagers. D'autant plus qu'elle offrira un service différencié avec des prix légèrement inférieurs.

Ainsi, la classe affaires propose des sièges complètement inclinables et un repas à la place comme dans les avions, quand la collation de la SNCF – même dans la nouvelle classe affaires – laisse à désirer. Pour les places en seconde, le passager peut choisir d'être dans une voiture calme, ou au contraire plus animée avec enfants.

Selon une note confidentielle de la SNCF révélée par Libération, le groupe public pourrait perdre 650 000 clients sur le Paris-Lyon. Des chiffres qui n'ont rien d'étonnant : la SNCF, qui s'est lancée en Espagne en mai dernier en faisant circuler cinq allers-retours Madrid-Barcelone en Ouigo, affirme avoir déjà transporté 1 million de passagers. Avec des trains remplis à 95 % en moyenne.

Pour autant, Trenitalia n'est pas près de gagner de l'argent dans le TGV, tant les investissements sont colossaux. Ainsi, la SNCF a déboursé 600 millions pour son aventure espagnole. Même si elle disposait déjà des rames TGV qui coûtent chacune 30 millions, Trenitalia a dû investir au moins une centaine de millions. Des dépenses qui comprennent l'achat de sillons pour circuler sur les voies TGV, le recrutement d'équipes (conducteurs, contrôleurs, commerciaux...) mais aussi le prix de la maintenance du matériel roulant. ■

J.-Y.G.



Le train à grande vitesse Frecciarossa « flèche rouge », de l'opérateur public italien Trenitalia, peut accueillir jusqu'à 462 passagers à bord de ses huit voitures. CHRISTOPHE RECOURA / FOTORESO

## Le covoiturage, alternative la plus sollicitée par

ÉRIC DE LA CHESNAIS @ericdeschamps  
ET LAETTIA LIENHARD @laettia\_lienhard

Malgré la levée de la grève, le trafic reste très perturbé ce vendredi sur le réseau des TGV sud-est. Une situation qui va impacter 50 000 clients de la SNCF, dont beaucoup ont scruté leur téléphone portable et leurs courriels avec crainte ce jeudi pour savoir si leur train circulait bien en ce jour de départ en vacances de Noël. Tristan, 26 ans, fait partie des malchanceux qui ont reçu un courriel de la société ferroviaire tricolore l'avertissant d'une information dont il se serait bien passé. « Nous sommes au regret de vous informer que nous sommes dans l'impossibilité de vous proposer un report sur un autre train et que nous annulons en conséquence votre voyage », a-t-il pu lire dans un e-mail qu'il a reçu de la part

de Ouigo, la compagnie low cost de la SNCF. Tristan devait se rendre de Paris à Montpellier ce vendredi, mais son train a donc été supprimé. Le jeune homme a tout de même réussi à acheter un nouveau ticket. Certes la SNCF lui a proposé un beau geste commercial, avec un remboursement de 200 % du prix initial du billet, mais cela ne le satisfait pas totalement. « Je préférerais simplement que le trafic soit normal, parce que même si j'ai réussi à prendre un nouveau billet j'ai peur qu'il soit à nouveau annulé ou bondé, explique-t-il. Je crains aussi pour mon retour de dimanche car même si le trafic est annoncé quasi normal ce jour-là, il faut s'attendre au pire. Je ne peux pas rester bloqué à Montpellier alors que je travaille lundi à Paris. »

Si certains ont pu se rabattre sur le train, nombreux sont ceux qui se sont tournés vers le covoiturage. Un réflexe désormais, en

cas de grève ferroviaire. « Dès l'annonce de la grève, nous avons vu les recherches de trajets augmenter de 50 % sur notre site, explique une porte-parole de Blablacar voiture et bus. Notre solution, souple et peu onéreuse, est de plus en plus prise en cas de problèmes avec les transports publics. » Ainsi pouvait-on trouver, jeudi après-midi, un trajet Paris-Lyon pour 35 euros, départ à 10 heures vendredi pour une arrivée dans la capitale des Gaules cinq heures plus tard. Un trajet tout de même deux fois plus long qu'en TGV.

### Trafic routier en augmentation

Les bus Blablacar, qui relient 150 destinations en France, ont également vu les réservations fortement augmenter ce jeudi. « De nombreuses destinations affichent complet », assure la porte-parole de la compagnie. Les prix de

**Tous les billets ou presque étaient vendus mercredi avant l'annonce du mouvement social**

UN OBSERVATEUR

l'opérateur italien est au rendez-vous quand le groupe public français a plongé ses clients dans l'incertitude pendant 24 heures. Le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, ne s'y trompe pas : « Il y a une espèce de paradoxe pour les syndicats à être contre la concurrence puis à la favoriser », déploierait-il jeudi dans *Le Monde*.

Au-delà, de ce coup de pouce inespéré, Trenitalia arrive sur le marché du TGV en France avec des atouts : lorsqu'il aura ajouté trois liaisons Paris-Lyon en 2022, il

# fer avec la CGT et éviter la grève

social ce week-end. Mais un TGV sur deux sera néanmoins supprimé vendredi.

Finalment, la fermeté a payé. La CGT-cheminots a été rappelée à l'ordre par ses troupes qui ne voulaient pas se lancer dans un conflit à l'issue incertaine, alors que la prime de 600 euros pour les conducteurs et

de 300 pour les contrôleurs leur paraissait correcte. Le syndicat, avec Sud-rail, a alors retiré son préavis de grève. Un résultat en demi-teinte pour des syndicats qui ne sont pas habitués à faire volte-face en moins

**Des salariés de la SNCF, en grève contre la réforme des retraites, investissent les voies en gare de Perpignan, bloquant le TGV à destination de Paris, en janvier 2020.**

J.-C. MILHET/HANSLUCAS



## les naufragés du rail

dernière minute sont toutefois très élevés, jusqu'à 99 euros pour un Paris-Lyon.

Les sociétés de location de voiture, une solution nettement plus chère, ont noté pour leur part quelques réservations supplémentaires, même s'il reste toujours des disponibilités pour ce week-end. « Nous continuons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que chaque client ait accès à des véhicules de haute qualité au meilleur prix possible », souligne-t-on chez Avis Budget.

Reste que le trafic routier va logiquement augmenter suite à la défection de la SNCF. « Il est évident que nous allons avoir un report sur la route, la voiture représentant déjà 87 % des déplacements du quotidien », indique Estelle Ferron, responsable de la communication chez Vinci Autoroutes. Tout est mis en œuvre pour accueillir sur notre réseau cet afflux de véhicules et leurs passagers. »

Les avions, enfin, devraient également se remplir. « Dès jeudi soir nous avons enregistré une augmentation des réservations vers trois destinations : Nice, Montpellier et Marseille. Sur la journée de vendredi il y aura 17 allers-retours entre la Cité phocéenne et Paris contre 11 le samedi, affirme un porte-parole d'Air France. Nous regardons si nous augmenterons la capacité de certains avions. »

Malgré tout, avec le retour d'un trafic quasi normal dès ce week-end, la situation risque d'être finalement relativement correcte. « C'est un grand soulagement, le pire a été évité, souffle Bruno Gazeau, président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT). Les départs de Noël et du premier de l'An seront assurés. La SNCF a fait un effort pour assurer un trafic quasi normal ce week-end en mobilisant le maximum de cheminots. » ■

de vingt-quatre heures. Si la CGT a tenté de durcir le débat, c'est qu'elle joue gros. Premier syndicat à la SNCF avec 34 % des voix aux élections, elle cherchait à montrer les muscles après deux ans d'atonie à cause de la crise sanitaire. L'échéance des élections professionnelles, prévues à l'automne 2022, était aussi dans toutes les têtes. À titre personnel, le patron de la CGT-Cheminots, Laurent Brun, qui campe sur une ligne dure, avait besoin de montrer que son positionnement était gagnant. Cela l'aurait mis en selle pour challenger l'actuel secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, un poil plus modéré, quand en 2023 la centrale se choisira un nouveau patron. De ce point de vue, ce recul est donc un échec pour Laurent Brun.

### Conflit évité grâce à la base

Mais la bataille n'est pas finie. Si la direction a craint que ce discours maximaliste trouve un écho chez des cheminots, c'est qu'il correspond au ressenti des agents. « Avec la fin de l'APLD (Activité partielle de longue durée) alors qu'on n'est pas revenu à 100 % de l'offre de trains, les cheminots perdent de l'argent car ils touchent moins de primes », argumente Didier Mathis, secrétaire général de l'Unsa-ferroviaire, deuxième syndicat à la SNCF. Les syndicats se disaient aussi que le groupe pourrait encore céder puisqu'il avait accordé 1 200 euros de prime aux conducteurs de l'axe Atlantique pour qu'ils arrêtent une grève le premier week-end de vacances de Toussaint.

Bref, la tension sur les rémunérations n'est pas près de disparaître. Les cheminots ne sont pourtant pas les plus mal lotis. Aujourd'hui, leur salaire moyen est de 3 295 euros par mois. Mais, selon la CGT, 103 200 agents de la SNCF sur 150 000 gagnent moins. « On a beau-

coup de salariés avec des rémunérations modestes, comprises entre 1 500 et 2 000 euros », reconnaissait mercredi au Sénat Jean-Pierre Farandou. Le groupe n'est pas resté les bras croisés sur le sujet. Pour améliorer la situation, il a pris une série de mesures. Ainsi, il va verser à 135 000 salariés une prime de pouvoir d'achat de 600 euros, à 61 000 agents au petit salaire une gratification de 130 euros, aux 50 000 cheminots qui gagnent moins de 2 000 euros net par mois une prime de 100 euros net.

En plus, les salariés de SNCF Voyageurs (TGV, Transilien, TER...) vont toucher fin décembre une prime de 600 euros brut. Tout cela dans un contexte très contraignant pour le groupe. « Cette année, on fera des pertes de 1,5 milliard à deux milliards d'euros et l'entreprise doit ajuster ses coûts pour être compétitive dans le cadre de l'ouverture à la concurrence », précise Jean-Pierre Farandou qui a reconnu emprunter sur les marchés financiers pour payer les salaires de décembre. De surcroît, en contrepartie de la reprise de 35 milliards de dettes par l'État, le groupe s'est engagé à générer des cash-flows à l'équilibre en 2022.

À défaut d'entendre ce discours, la CGT a compris ces dernières quarante-huit heures qu'elle ne pouvait pas gagner sur tous les tableaux à tous les coups. Mais Jean-Pierre Farandou n'a pas intérêt à crier victoire trop bruyamment : au terme de cette passe d'armes, il concède des primes substantielles. Et s'il a été un incendie, d'autres menacent. Jeudi, seuls deux transiliens sur trois circulaient à cause d'une grève. Ce week-end, un préavis de grève a été lancé sur le TER en Nouvelle-Aquitaine. En cette fin de semaine, des arrêts de travail chez SNCF Réseau pourraient annuler la circulation de trains de fret. ■

1  
TGV sur 2  
vendredi sur l'axe  
Sud-Est



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

L'entreprise doit ajuster ses coûts pour être compétitive dans le cadre de l'ouverture à la concurrence

JEAN-PIERRE FARANDOU, PDG DE LA SNCF

3 295  
euros  
salaire mensuel moyen  
des cheminots

57  
ans  
âge de départ  
à la retraite pour  
les non-roulants,  
et 52 ans pour  
les roulants, en 2024

220  
millions  
d'euros  
par an  
Coût des billets  
gratuits ou à tarif  
réduit accordés  
aux agents SNCF  
et à leurs proches

600  
euros  
de prime proposés  
aux conducteurs  
de l'axe Sud-Est,  
et 300 euros  
pour les contrôleurs

600  
euros  
d'avance  
sur l'intéressement  
accordés  
aux salariés  
de SNCF Voyageurs

## Des avantages encore conséquents, mais qui vont s'amenuiser

EMMANUEL EGLOFF @eegloff

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les nouveaux embauchés à la SNCF ne bénéficient plus du célèbre statut des cheminots. C'est la conséquence de la réforme de 2018. Une révolution, qui, il y a plus de trois ans, avait provoqué l'une des plus longues grèves de l'histoire de la compagnie nationale. Ce statut - et les avantages qui vont avec - est en effet une institution : il date de 1938. La principale condition pour en bénéficier était d'être âgé de moins de 30 ans à l'entrée dans la société. Sa disparition va cependant être très progressive, puisqu'elle ne concerne que les nouveaux embauchés. Aujourd'hui, l'immense majorité des près de 137 000 agents de la SNCF en bénéficient encore. Et en bénéficieront toute leur carrière. Revue des avantages des cheminots.

### La retraite

L'avantage le plus emblématique des cheminots tient à leur régime de retraite, qui leur permet notamment de partir plus tôt. Il est lié au statut. Ce départ précoce est censé compenser les contraintes liées au métier, notamment en termes d'horaires (travail parfois très tôt ou très tard, travail le week-end) et de déplacements. Des réformes ont été mises en place concernant la retraite des agents sous statut. Auparavant, les conducteurs pouvaient partir à la retraite à partir de 50 ans. Et les autres cheminots à partir de 55 ans. Cet âge recule progressivement. En 2024, les conducteurs devront attendre 52 ans et le personnel dit non-roulant 57 ans. L'avantage reste considérable, puisque l'âge légal de départ à la retraite est aujourd'hui fixé à

62 ans. Les personnels ayant rejoint la SNCF depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 suivent, eux, le régime ordinaire.

### La garantie de l'emploi

Ce point est également lié au statut. Comme un fonctionnaire, un cheminot peut conserver son emploi toute sa vie professionnelle. Concrètement, les salariés au statut ne peuvent pas subir de licenciement économique. Seule une faute grave peut justifier une rupture de contrat. Dans un pays où le taux de chômage reste élevé, l'avantage est important. En contrepartie, les cheminots doivent accomplir une période d'essai plus longue que dans le privé, entre un an et deux ans et demi.

### La gratuité des billets pour les cheminots et leur famille

C'est un avantage important pour les salariés de la SNCF. Il ne dépend pas du statut. Aujourd'hui, ceux qui bénéficient de billets gratuits ou à tarif réduit, sont les agents actifs et retraités, leurs partenaires, leurs enfants de moins de 21 ans ou étudiants, ainsi que leurs ascendants. En 2019, un rapport de la Cour des comptes évaluait le coût annuel de cette mesure à 220 millions d'euros.

En septembre, Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué aux Transports, a voulu « discuter » du périmètre de ces « facilités de circulation ». Il n'en sera finalement rien. Deux organisations syndicales - CFDT et Unsa - viennent de signer deux accords sur les salaires et les garanties sociales du secteur qui vont pérenniser ce système de billets gratuits. Et les salariés de la SNCF le conserveront même s'ils changent d'entreprise à l'occasion de l'ouverture progressive à la concurrence. ■

# La Banque centrale européenne réduit à pas de loup son soutien monétaire à l'économie

À rebours de la Fed ou de la Banque d'Angleterre, la BCE négocie en douceur la sortie de crise malgré l'inflation.

FLORENTIN COLLOMP @fcolomp

**POLITIQUE MONÉTAIRE** La Réserve fédérale américaine accélère la sortie de son programme de soutien à l'économie et prévoit trois hausses de taux l'an prochain. La Banque d'Angleterre relève son taux directeur à 0,25% (lire ci-dessous) et la Banque de Norvège porte le sien à 0,50%. La Banque centrale européenne (BCE), elle, esquisse un retrait à pas de loup de son soutien monétaire. « Nous sommes dans des univers différents », justifie sa présidente, Christine Lagarde.

Entre forte reprise économique et incertitudes liées au variant Omicron, entre sursaut inflationniste et ses objectifs à moyen terme, la BCE tente de naviguer en eaux très incertaines. Avec un mot d'ordre : la « flexibilité ». Le conseil des gouverneurs, qui se réunissait ce jeudi, a approuvé une sortie en douceur du dispositif exceptionnel de rachats d'actifs lié à la pandémie (PEPP). Ce programme doté de 1850 milliards d'euros doit prendre fin en mars prochain. Mais ses effets ne s'assècheront pas immédiatement, puisque ses réinvestissements - lorsque les obligations détenues arrivent à échéance - pourront se poursuivre « au moins » jusqu'à la fin 2024, au lieu d'un an plus tôt. De plus, le PEPP pourrait être redémarré si les circonstances l'exigeaient.

En parallèle, dès mars, l'autre programme de *quantitative easing* (QE), qui existait avant la crise, l'APP, sera temporairement gonflé pour prendre le relais. Concrètement, cela signifie que, de 60 à 70 milliards d'euros d'obligations acquises chaque mois en ce moment, la BCE va progressivement passer à environ 50 milliards au premier trimestre 2022, puis 40 milliards au deuxième, 30 au troisième, avant d'arriver à 20 milliards en octobre 2022. « Aussi longtemps que nécessaire », précise Lagarde. Cela signifie que la BCE pourrait racheter environ 80 % des dettes émises par les États de la zone euro l'année prochaine, selon les calculs de Frederik Ducrozet, économiste chez Pictet. Et ce n'est qu'une fois que ces achats auront cessé qu'une hausse des taux sera envisagée.

Pour justifier ces décisions, la banque centrale jongle avec les impératifs contradictoires de maintenir la stabilité des prix et de soutenir la reprise sans la casser dans l'œuf.

Sur le plan de l'activité économique, Christine Lagarde se félicite de la vigueur de la reprise, même si la nouvelle vague du virus et le variant Omicron risquent de l'atténuer à la fin de cette année et dans les premiers mois de 2022. Après une croissance du PIB de 5,1 % pour la zone euro cette année, les économistes de la BCE revoient légèrement à la baisse leurs prévisions pour 2022 à 4,2 %, et relèvent celles de 2023 à 2,9 %. La reprise fait face à des « vents contraires » que sont les contraintes dans les chaînes d'approvisionnement liées à une demande supérieure à l'offre, et une inflation gonflée par l'envol des prix de l'énergie qui pèse sur les ménages.

L'inflation, qui a atteint un record de 4,9 % dans la zone euro en novembre, devrait rester élevée

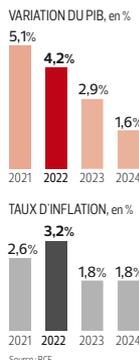
plusieurs mois avant de décliner courant 2022, pronostique la BCE. Ce qui l'a amenée à réviser sa prévision à 3,2 % l'an prochain, deux fois plus qu'attendu il y a trois mois ! Et la hausse des prix « pourrait se révéler plus élevée » que prévu, met en garde Christine Lagarde.

## 4,9%

taux d'inflation  
en novembre dans la zone euro

Paradoxalement, à la différence de ses homologues britannique ou américaine, la Banque centrale européenne estime être encore loin de son objectif de 2 % d'inflation à moyen terme, qui justifierait une hausse des taux, même si « nous faisons des progrès dans cette direction », selon Lagarde. ■

### Les prévisions de la BCE pour la zone euro



Christine Lagarde, à Francfort, vendredi. THOMAS LOHNES/AFP

## La Banque d'Angleterre crée la surprise en relevant son taux

**Avec l'arrivée d'Omicron, il nous paraissait improbable que la Banque d'Angleterre prenne le risque de relever son taux**

FABRICE MONTAGNE, ÉCONOMISTE CHEZ BARCLAYS

FABRICE NODÉ-LANGLAIS @fnodelanglais

C'est la surprise de Noël. Alors que la plupart des économistes pariaient sur une première hausse du taux directeur de la Banque d'Angleterre l'année prochaine, sans doute en février, la vénérable institution de Threadneedle Street les a pris de court. Elle a en effet décidé jeudi de relever son taux de 0,15 point, à 0,25 %. La Banque d'Angleterre devient ainsi la première banque centrale d'un pays du G7 à prendre une telle mesure de resserrement monétaire. La veille, la Réserve fédérale américaine avait indiqué envisager trois hausses de taux en 2022 tandis que la BCE (lire ci-dessus) ne prévoit pas de relèvement avant 2023.

La Banque d'Angleterre était confrontée au même dilemme que

les autres banques centrales : continuer de soutenir l'économie alors que la nouvelle vague de Covid-19 menace l'activité, ou durcir les conditions de crédit pour dompter l'inflation. D'un côté, le nombre de contaminations explose : 63 000 nouveaux cas quotidiens en moyenne sur les sept derniers jours au Royaume-Uni. De l'autre, les prix à la consommation continuent de grimper : l'inflation s'est hissée en novembre à 5,1 %.

### Chômage au plus bas

« Le marché du travail, en sortie de crise, se porte à merveille (le taux de chômage est tombé à 4,2 % sur la période août-octobre, NDLR), l'inflation a encore augmenté en novembre ; il y avait d'autant plus de raisons d'augmenter le taux, commente Fabrice Montagné, économiste chez Barclays, mais avec

l'arrivée du variant Omicron, il nous paraissait improbable que la Banque d'Angleterre prenne le risque de relever son taux. » Raison supplémentaire de maintenir une politique monétaire accommodante : l'indice PMI composite reflétant l'activité, publié jeudi, est tombé à 53,2 contre 57,6 en novembre. « Les données haute fréquence comme les dépenses en cartes de crédit, les réservations de restaurant confirment le ralentissement de l'activité en ce début décembre », complète Fabrice Montagné.

Alors pourquoi, malgré ces nuages annoncés, la Banque dirigée par Andrew Bailey a-t-elle quand même osé relever son taux ? Elle estime, résume l'économiste de Barclays, qu'« Omicron présente un risque temporaire tandis que les inflexions sur l'emploi et les prix sont plus durables ». Un seul des neuf membres du co-

mité de politique monétaire, Silvana Tenreiro, a voté contre la hausse de taux, invoquant « l'incertitude » provoquée par le variant Omicron.

Paradoxalement, la résurgence épidémique peut plaider en faveur du resserrement monétaire. Dans son communiqué, la Banque d'Angleterre considère que la hausse de contaminations peut avoir un effet inflationniste. Ce peut être le cas si la demande reste dynamique mais que l'offre est perturbée. Si le gouvernement britannique prenait des mesures plus contraignantes, couvre-feu voire confinement, l'épidémie aurait alors, comme lors de la première vague, un effet déflationniste. En clair, comme le conclut Andrew Goodwin d'Oxford Economics « si Omicron s'avère grave, la Banque d'Angleterre pourrait faire marche arrière », l'an prochain. ■

## Francfort n'abandonne pas la Grèce

ALEXIA KEFALAS @alexiakefalas ATHÈNES

Un vent de soulagement soufflait jeudi après-midi en Grèce. Les yeux du gouvernement et des experts étaient rivés vers Francfort. La Banque centrale européenne (BCE), très attendue à Athènes, a certes confirmé la fin du programme d'urgence pandémie (PEPP) de rachats de dettes d'État, mais elle renouvelle sa confiance à la Grèce en prolongeant les réinvestissements dans ses obligations, jusqu'en 2024. Concrètement, cela signifie que la BCE reste le principal soutien d'Athènes, seule capitale européenne toujours notée comme investissement à risque depuis la crise économique et budgétaire qui a ravagé le pays entre 2008 et 2018. Lorsque des titres grecs qu'elle détient arriveront à échéance, la BCE réinvestira dessus plutôt que de s'en défaire.

Le programme d'urgence dé-

clenché avec la pandémie « était une aide énorme, mais pour un temps limité, jusqu'en mars 2022, rappelle Babis Papadimitriou, député conservateur et analyste financier. Les obligations grecques ne sont pas éligibles, parce que trop mal notées, au programme de rachat antérieur à la crise du Covid, l'APP, qui se poursuit.

### « Syndrome de Deauville »

Il faut dire que ces derniers jours, les experts s'attendaient au pire. Certains se demandaient ce qu'il se passerait si la Grèce était laissée pour compte, au moment où la dette du pays est encore plus lourde qu'au début de la crise économique, avec 203 % du PIB.

D'autres ont même fait revivre le « syndrome de Deauville », né de la balade entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, sur les planches de la station balnéaire normande en 2010. Le couple « Merkozy » avait alors décidé qu'uneestruc-

**Les junks bonds sont un cauchemar dont on ne se remet pas, même si ce scénario ne figurerait pas cette fois sur la table des négociations entre la BCE et la Banque centrale hellénique**

BABIS PAPADIMITRIOU, DÉPUTÉ CONSERVATEUR ET ANALYSTE FINANCIER

turation de la dette grecque était indispensable, laissant ainsi les obligations hellènes être dégradées en junk bonds, des « obligations pourries », à haut risque de défaut. « Un cauchemar dont on ne se remet pas, même si ce scénario ne figurerait pas cette fois sur la table des négociations entre la BCE et la Banque centrale hellénique », observe Babis Papadimitriou.

Aujourd'hui, personne ne semble souhaiter que la Grèce reparte dans les affres d'une crise économique rythmée par des cures d'austérité controversées. Sur le marché obligataire, elle emprunte à dix ans au taux de 1,17 %, guère plus que l'Italie (0,98 %).

Kyriakos Mitsotakis, le premier ministre conservateur, ne cesse d'ailleurs de le marteler : « Quoi qu'il arrive, la rigueur ne reviendra pas. » Si la BCE semble jouer la montre, en prolongeant ses réinvestissements, c'est aussi pour laisser le temps au pays d'obtenir une meilleure note d'investissement, « ce qui devrait arriver fin 2022, début 2023 », estime Babis Papadimitriou. En attendant, place donc à la solidarité. Pour Christine Lagarde, il y a là « un signal fort » : « alors que la Grèce a clairement très bien avancé dans son programme de réformes, elle a amélioré sa note mais pas encore assez pour la rendre éligible » au programme de rachat d'actifs, a conclu la présidente de la BCE, encourageant le pays à continuer ses efforts. ■

## EN BREF

### WALDEN RACHÈTE RELAIS COLIS

Le groupe français Walden, spécialisé dans la logistique de produits pharmaceutiques, a annoncé jeudi être entré en « négociations exclusives » avec la maison mère de Relais Colis pour acquérir le capital de la société de livraison. L'opération devrait être finalisée début 2022.

### LES PME RÉSILIENTES À L'EXPORT

Les PME et ETI ont réalisé 48 % des exportations totales de 2020, jusqu'à atteindre, au premier semestre 2021, des résultats équivalents à ceux de 2019, selon la Team France Export. Le volet export du plan France Relance a déjà permis la distribution de 7466 chèques export, de 844 chèques VIE et l'inscription de 3300 entreprises sur les e-vitrines de l'offre française.

### LE CLIMAT DES AFFAIRES SE DÉGRADE

Le climat des affaires en France s'est replié en décembre (à 110 points). Mais il reste au-dessus de son niveau d'avant-crise, a indiqué jeudi l'Insee.

Les conseils d'un expert en cybersécurité pour protéger vos appareils connectés et vos enfants [www.lefigaro.fr/economie](https://www.lefigaro.fr/economie)

### COTATIONS HEBDOMADAIRES

Nom du Fonds	Vocation	Valeur à la création	Valeur précédente	Valeur liquidative
Date de valorisation : 14/12/2021				
Aviva Investors France	ACTIONS ZONE EURO	76,00	171,13	169,66
14 Rue Roquepine 75008 Paris	DIVERSE	15,00	74,99	74,67
Tél. : 0176 62 90 00 / 0176 62 91 01	DIVERSE	500,00	585,17	584,20
	DIVERSE	500,00	835,96	833,22
	ACTIONS INTERNATIONALES	500,00	1421,34	1411,17

PROCHAINE PARUTION : 24/12/2021

## 400 millions d'euros de plus pour les sous-traitants auto

La ministre de l'Industrie a annoncé un nouveau volet du plan France 2030 pour soutenir un secteur en crise.



La ministre déléguée à l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher, en visite à l'entreprise Votat, une PME spécialisée dans l'usinage de pièces pour l'industrie automobile, jeudi dans l'Oise.

VALÉRIE COLLET/LE FIGARO

VALÉRIE COLLET @V\_Collet

**AUTOMOBILE** Les presses découpant des pièces d'acier tournent à plein et font trembler le sol de l'usine de Pont-Sainte-Maxence. Les plus anciennes côtoient des machines high-tech à commande électronique, qui poinçonnent et découpent au laser. Ce jeudi, Agnès Pannier-Runacher, la ministre déléguée à l'Industrie, visitait Votat, une PME de l'Oise spécialisée dans l'usinage de pièces pour l'industrie automobile, qui avait bénéficié du plan de relance en 2020.

L'occasion d'annoncer une nouvelle enveloppe de 400 millions d'euros destinée aux sous-

traitants automobiles, durement touchés par deux années de crise Covid et par l'accélération de la transition en faveur des véhicules électriques. Ces derniers jours, plusieurs sous-traitants auto ont mis la clé sous la porte : SAM (Aveyron) a été liquidé fin novembre. Ce jeudi, la liquidation de MBF, la fonderie de Saint-Claude (Jura), a été confirmée en appel.

La nouvelle enveloppe fait partie du plan d'investissement France 2030, que le président de la République a présenté le 12 octobre sans détailler le contenu du volet automobile, dont le montant doit atteindre 2,5 milliards d'euros. Elle alimentera, à hauteur de 300 millions d'euros, un fonds de soutien à la diversification des sous-traitants auto-

mobiles pour des projets en lien avec le véhicule électrifié et ses composants, ou des projets dans des segments porteurs en dehors de l'automobile. Par ailleurs, 100 millions d'euros sont débloqués pour accompagner les bassins d'emplois touchés par des restructurations industrielles. Une trentaine de territoires devraient profiter de ce dispositif.

### Indispensable diversification

Plusieurs patrons de PME ont été invités à participer à une table ronde autour de la ministre. Ils ont évoqué tour à tour leurs difficultés à recruter des techniciens et des ingénieurs formés à leurs métiers. L'un d'eux dirige Mat Friction, le dernier fabricant de

plaquettes de frein en France. Tant que les véhicules thermiques dominent le parc automobile, son avenir est assuré. « Mais sur un véhicule électrique, il faut attendre jusqu'à 600 000 km pour les changer », s'exclame Nicolas Lainé, le directeur administratif et financier.

Votat, installée à Pont-Sainte-Maxence depuis 1876, n'a pas de problème de diversification. « Nous ne faisons que 13 % de notre chiffre d'affaires avec l'automobile », souligne Philippe Marillaud, son président, qui a repris l'entreprise familiale il y a deux ans et demi. Nous constatons que nos clients nous demandent davantage que de leur fournir des pièces. Ils attendent de plus en plus que nous leur fournissions des

sous-ensembles. Nous devons nous moderniser et recruter de nouvelles compétences techniques. » Dans l'ingénierie, la situation est critique. Critt M2A est un centre de R&D dont l'activité avec les constructeurs s'est tarie à grande vitesse. « En 2020, notre chiffre d'affaires a été divisé par deux », rappelle Jérôme Bodelle, son PDG. Nous nous réinventons sur des marchés de niche : les bancs d'essai de convertisseurs de puissance, le stockage de l'énergie, les bancs d'essai de modules de Formule 1 et de Formule E. »

Tous repartent de cette rencontre avec une pancarte estampillée du label de Lauréat France Relance. Tous sont convaincus que la solidarité industrielle devra être au rendez-vous pour durer. ■

## Travail : la réforme de 2017 a peu d'effets

Selon un rapport, les ordonnances Pénicaud n'ont pas encore réussi à rendre le dialogue social plus efficace.

MARC LANDRÉ @marclandre

**SOCIAL** C'était une évaluation attendue dont les conclusions jouent un rôle dans la campagne présidentielle : celle des ordonnances travail de 2017, dites Pénicaud, dont l'objectif était de créer les conditions d'un meilleur dialogue social, plus efficace, en entreprise. « Les ordonnances n'ont pas engendré de dynamique de dialogue social, on est encore au milieu du gué », notent les coprésidents, Marcel Grignard et Jean-François Pilliard, représentant respectivement la CFDT et le Medef, du comité d'évaluation chargé de faire le bilan de la réforme.

Et, à les entendre, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions sur l'utilité des ordonnances travail. Des travaux complémentaires devront être conduits, en associant les acteurs du dialogue social, pour aller au-delà de ce quatrième rapport depuis novembre 2017. L'absence de bilan définitif des ordonnances quatre ans après leur déploiement s'explique aisément, notamment parce que la crise du Covid a pesé sur les pratiques en cours de mise en œuvre. « Certaines mesures ont des effets attendus à plus ou moins long terme, et on manque de recul pour avoir un avis définitif », justifie en outre Jean-François Pilliard.

Tout du moins le comité d'évaluation a-t-il pu faire un point quantitatif des différents pans des ordonnances. A fin 2020, on comptait ainsi 90 000 comités sociaux et économiques (CSE), résultant de la fusion des délégués du



personnel avec le comité d'entreprise. Soit une relative stabilité avec près de 80 % des entreprises de plus de 10 salariés couvertes par une instance de représentation du personnel (IRP). Côté négociation collective, 9 000 accords d'entreprise ont été conclus en 2020 et 5 000 ratifiés par référendum dans des entreprises de moins de 20 salariés, principalement sur le temps de travail (forfait jour et heures

sup) ou les rémunérations (prime Macron).

Les ordonnances 2017 ont également créé de nouveaux types d'accord pour permettre aux entreprises de s'adapter plus vite et facilement à la conjoncture, et ainsi anticiper les retournements. Le comité d'évaluation a recensé, au 30 juin 2021, pas moins de 880 accords de performance collective (APC), permettant notam-

**L'ancienne ministre du Travail Marisol Pénicaud est applaudie par les députés de la majorité, lors du vote des ordonnances réformant le Code du travail, le 28 novembre 2017 à l'Assemblée.** ALAIN GUILHOT/DIVERGENCE

ment de baisser les salaires pour passer un mauvais cap, et 360 ruptures conventionnelles collectives (RCC), fixant les conditions de départ de salariés volontaires. Enfin, le barème Macron d'indemnités prud'homales pour les licenciements jugés sans cause réelle et sérieuse est bien appliqué et a joué son rôle en matière de prévisibilité du coût de rupture des contrats.

Qualitativement, la portée de l'évaluation est plus nuancée, avec des avancées et surtout beaucoup de limites, parfois inquiétantes, qui ont émergé. Les coprésidents du comité pointent ainsi un « problème de fonctionnement des CSE », pour la plupart en tension avec des élus moins nombreux, débordés et épuisés. « Leur mission est parfois infaisable et il y a un risque de désintégration du dialogue social », insiste Marcel Grignard. Idem sur les APC, qui, si une évolution positive est intervenue avec la crise, ont encore tendance à offrir peu de garanties aux salariés en contrepartie de leurs efforts.

### Pistes d'action le 10 janvier

« La crise a démontré qu'un dialogue social de solutions pouvait émerger, et c'est dorénavant aux acteurs d'en tirer les conclusions en corrigeant les problèmes soulevés dans la mise en œuvre des ordonnances », complète Jean-François Pilliard. Le ministère du Travail n'a pas tout à fait le même avis. Pour l'entourage d'Élisabeth Borne, « la montée en puissance des ordonnances est indéniable » et le bilan, tant quantitatif que qualitatif, est « plutôt positif ». S'il y a des inquiétudes, notamment de centralisation du dialogue social ou de sous-traitement des enjeux ayant trait à la santé au travail, c'est lié à la crise qui a freiné l'appropriation des ordonnances par les entreprises et leurs élus. « Il faut plus de temps et de formation pour accompagner les acteurs de la négociation », conclut la Rue de Grenelle, qui présentera aux partenaires sociaux des pistes d'action lors d'une réunion le 10 janvier prochain. ■

## Hôpital : les vrais chiffres des démissions et fermetures de lits

Le nombre de lits aurait baissé de 2 % par rapport à 2019, compensé en partie par l'essor de l'ambulatoire.

L'HÔPITAL EN CHIFFRES

**5 800** lits de réanimation ouverts aujourd'hui contre 5 100 avant la crise sanitaire

**10 %** Taux d'absentéisme des infirmières

MARIE-CÉCILE RENAUULT @Firenault

**SANTÉ** Alors que différents syndicats et collectifs hospitaliers font état depuis septembre d'une forte hémorragie de soignants quittant l'hôpital épuisés et dégoûtés de leur métier, le ministre a voulu en avoir le cœur net.

L'enquête flash conduite par la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) auprès de 1 155 établissements de santé publics et privés, publiée jeudi, montre qu'entre départs et recrutements, l'hôpital a perdu en octobre 784 infirmières (dont 568 dans le public et 216 dans le privé) et 22 sages-femmes, mais gagné 363 aides-soignantes et 28 médecins. Soit un solde négatif de 416 per-

sonnes. Les départs sont majoritairement le fait de démissions (54 %) mais résultent aussi de mise en disponibilité ou congé longue durée (38 %).

Au final, l'enquête recense 2 112 démissions en un mois, soit 1 245 infirmières, 511 aides-soignantes, 314 médecins et 42 sages-femmes. « Ce n'est pas neutre mais, rapporté au nombre d'établissements, cela fait deux démissions environ par hôpital en un mois », observe le ministre, qui note un absentéisme « très légèrement supérieur à 2019 », avec des départs qui marquent des réalités différentes d'une profession à l'autre, et d'un établissement à l'autre.

Autre question sensible, le nombre de lits fermés à l'hôpital faute de soignants, alors que des chiffres très divers circulent :

20 % selon le Pr Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique, 13 % dans les hôpitaux parisiens selon Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP, 5 % à 10 % sur tout le territoire selon la Fédération hospitalière de France (FHF). D'après l'enquête de la DGOS, le nombre de lits n'aurait baissé que de 2 % par rapport à 2019, avec une baisse plus marquée en chirurgie (-7 %), mais qui serait équilibrée par le développement fort de la chirurgie ambulatoire (+8 %) et l'essor (+26 %) de l'hospitalisation à domicile (HAD).

En chirurgie, malgré la baisse du nombre de lits, les « services ne sont globalement pas saturés », note le ministre, « le goulot d'étranglement étant au niveau de la capacité à ouvrir les blocs opératoires, compte tenu de la mobilisation des personnels pour les réanimations Covid ».

Levier d'économies

À l'œuvre partout en Europe grâce aux progrès techniques, l'ambulatoire permet d'entrer à l'hôpital le matin et d'en sortir le soir, sans nuit passée sur place : souvent apprécié par les patients, il représente les pouvoirs publics un levier important d'économies. « On a une accélération de ce mouvement de bascule ambulatoire, avec un nombre de places qui progresse fortement mais en regard, une baisse du nombre de lits », indique le ministre.

Par exemple, en soins de suite et réadaptation (SSR), le nombre de lits a baissé de 2 % mais s'accompagne d'une progression très forte

(+20 %) du nombre de places. En obstétrique, les lits sont en recul de 4 % et il n'y a pas d'ambulatoire, mais cette diminution est « aussi à mettre en rapport avec la baisse de natalité », souligne le ministre. En revanche, en psychiatrie, où le nombre de lits baisse de 2 %, les places baissent aussi de 2 %, un vrai « point d'attention », reconnaît l'Agence de Santé.

Alors que cette enquête se veut plutôt rassurante, un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) jugeant nécessaire d'augmenter le nombre de lits a fuité jeudi dans Le Monde. Elle appelle à lever les « fortes tensions pesant sur les ressources humaines » à l'hôpital dans les services de soins critiques. Preuve que ce sujet hautement sensible est devenu très politique. ■

# L'arrêt de réacteurs nucléaires fait vaciller EDF

Le titre du groupe a perdu plus de 15 % après cette annonce. La production d'électricité a rarement été si faible.

GUILLAUME GUICHARD  
@guillaume\_gu

ÉNERGIE EDF a annoncé mercredi soir l'arrêt de deux de ses réacteurs nucléaires les plus puissants, ceux de la centrale de Chooz, dans les Ardennes. Après la détection de défauts sur des éléments sensibles des réacteurs de Civaux, qui appartiennent à la même famille, EDF, « en tant qu'industriel responsable et par mesure de précaution », a pris la décision d'arrêter deux réacteurs supplémentaires « afin de procéder à titre préventif à ces mêmes contrôles ». Dans une note l'IRSN, bras technique de l'Autorité de sûreté nucléaire, prévient que « des actions de contrôle pourraient s'avérer nécessaires sur les autres réacteurs en exploitation ». Sans que cela nécessite forcément leur mise à l'arrêt, EDF exploite 56 réacteurs en France.

L'annonce d'EDF de ce jeudi concrétise le pire des scénarios : une suspicion de « défaut générale » sur une famille entière de réacteurs, en l'occurrence les quatre « N4 », dernier modèle mis en service dans les années 1990. Un défaut d'usure a été observé sur l'équipement de sécurité de première ligne freinant la réaction nucléaire en cas de problème.

Les réacteurs de Chooz devraient être arrêtés au minimum jusqu'à fin janvier. Ceux de Civaux, jusqu'au printemps. Or les mois de janvier et février inquiétaient déjà RTE, le gestionnaire du réseau haute tension, avant cette annonce d'EDF. « Nous aurons à peine 50 gigawatts de capacité de production nucléaire en janvier, calcule Emeric de Vigan, ancien trader énergie et cofondateur de COR-e, service aux acteurs de marché. S'il fait chaud pour la saison, il n'y aura probablement pas de problème. Mais si les températures descendent de plus de 2 °C en dessous des moyennes de saison, nous entrerons dans une zone à risque. »

Si la France connaît un hiver exceptionnellement froid comme en 2012, alors certains experts n'excluent pas la survenue de coupures tournantes. Ce dispositif permet de déconnecter pendant deux heures maximum des zones de 200 000 clients. C'est le dernier rempart pour éviter un black-out, c'est-à-dire un effondrement à grande échelle du réseau électrique. Jeudi, RTE faisait tourner ses modèles de prévision avant, le cas échéant, de tirer le signal d'alarme.

Les marchés comprennent pour leur part que la France risque de manquer d'électricité en janvier.

Les prix se sont envolés sur le marché de gros, celui où s'approvisionnent en appoint les fournisseurs d'électricité. En une journée, le mégawattheure (1 000 kilowattheures) pour livraison en janvier a grimpé de plus de 70 %, prenant 282 euros pour atteindre 675 euros. « C'est défilant, s'exclame Emeric de Vigan. Il n'y a d'ailleurs plus de vendeur sur le marché, plus personne n'a d'énergie sous le coude. On ne sait pas d'où viendront les électrons ces prochaines semaines, et surtout en janvier. » Dans ce contexte, le Cleec (entreprises grosses consommatrices d'électricité) « appelle les pouvoirs publics à suspendre immédiatement les cotations sur les marchés à terme et à mettre en place en urgence un prix administré », en attendant un retour au calme.

## EDF critiqué

Le nucléaire français n'a jamais été aussi peu au rendez-vous en période hivernale que ces dernières semaines. « EDF souffre en ce moment de la conjonction de deux facteurs exceptionnels : les perturbations du planning d'arrêts de réacteurs à cause du Covid et le pic d'arrêts de réacteurs pour les lourdes et longues visites décaennales », explique Nicolas Goldberg, consultant chez Colombus Consulting. Au-delà de ce constat, l'incident sur les « N4 » survient alors qu'EDF fait face à des critiques sur sa gestion du parc nucléaire. Mardi, le ministre déléguée à l'Industrie a suggéré de « relever notre niveau d'exigence pour la disponibilité du parc nucléaire français », à l'occasion du colloque annuel de l'Union française de l'électricité (UFE). « Nous nous



sommes peut-être, ces dernières dernières, un peu trop reposés sur nos lauriers alors même que le productible s'amenuisait : fin novembre, 30 % du parc était à l'arrêt, a souligné Agnès Pannier-Runacher. Or tout en accordant la priorité à la sûreté d'exploitation, nous pouvons collectivement faire mieux. »

Au-delà de la conjonction de ces événements, EDF ne réussit pas à tenir ses propres prévisions de disponibilité des réacteurs. COR-e observe, à partir des données officiel-

les, qu'il manque 7 gigawatts, soit l'équivalent de cinq réacteurs N4, entre ce que le groupe avait annoncé en début d'année et ce qui tourne réellement actuellement. « Il y a un vrai enjeu d'amélioration des performances lors des arrêts pour maintenance », appuie-t-on au ministère de l'Industrie.

Le titre d'EDF a dévissé de plus de 15 % à la Bourse de Paris, à 10,04 euros. L'électricien a annoncé que l'arrêt des deux réacteurs de Chooz et le prolongement de l'arrêt de

ceux de Civaux lui feraient perdre 1 milliard de kilowattheures de production. Il a en conséquence revu son objectif d'Ebitda à la baisse, entre 17,5 et 18 milliards d'euros pour 2021, contre plus de 17,7 milliards auparavant. Car la production perdue, EDF l'avait déjà vendue à terme. Pour livrer ces clients, le groupe devra racheter de l'électricité sur les marchés alors même que le prix du mégawattheure atteint des niveaux stratosphériques. ■

Les réacteurs de la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes), appartenant à la même famille, les « N4 », que ceux de Civaux (Vienne) qui présentent des défauts d'usure. JEAN MARC QUINET/CITIMAGES

## L'EPR finlandais enfin autorisé à démarrer, après douze ans de retard

Dans un monde de l'énergie chamboulé par la flambée des prix de l'électricité, les bonnes nouvelles sont rares. La dernière vient de Finlande. L'autorité de sûreté nucléaire, Stuk, a autorisé l'exploitant TVO à démarrer le réacteur EPR d'Olkiluoto. Dans le jargon, on parle de « diverger », c'est-à-dire lancer la réaction en chaîne de fission au sein du réacteur. « La réaction nucléaire dans le réacteur OL3 va être déclenchée pour la première fois au cours du mois de décembre », a annoncé TVO. La « divergence » devrait survenir d'ici à la fin du mois.

Mieux vaut tard que jamais. En septembre 2005, le consortium

constitué par Areva et Siemens promettait une mise en service en 2009. S'ensuivit une litanie de retards et de surcoûts, qui contribuaient à la mort d'Areva. Le champion français du nucléaire fut en conséquence scindé en trois, avec la filière combustible d'une part (Orano), la construction et l'entretien des centrales avec Framatome, d'autre part.

Quant à la troisième entité, seule à conserver le nom original, Areva SA, elle a reçu pour mission de mener à bien le chantier d'Olkiluoto, tout en circonscrivant le risque financier qui y est attaché. OL3, le petit nom du réacteur, aura en effet accumulé douze ans de retard et

une facture de 8 milliards d'euros. Au premier semestre 2021, la vente à l'État, par Areva SA, de ses dernières actions dans Orano, a permis de financer les dernières pénalités à verser à TVO pour des contretemps de dernière minute.

### Le bout du tunnel

Chez Areva SA, on se félicite de voir enfin le bout du tunnel. Ces prochains mois, la puissance du réacteur sera élevée progressivement, par paliers, pour passer à 5 %, puis 30 %, puis 60 % de la capacité de 1650 mégawatts du réacteur. La connexion au réseau, lorsque le réacteur sera à un quart de sa puissance maximale, devrait survenir

fin janvier 2022. Il tournera à pleine puissance au début de l'été. Le tout, sous contrôle étroit du Stuk.

Le réacteur finlandais sera le troisième EPR à entrer en service dans le monde, après les deux fabriqués en Chine, à Taishan. Le premier des deux réacteurs chinois a d'ailleurs connu un incident d'exploitation au début de l'été. Le retour d'enquête n'a pas encore été réalisé, d'après l'Autorité de sûreté française (ASN). Mais son homologe finlandaise a estimé que les éléments qui lui ont été transmis à ce stade permettent le démarrage d'OL3. La survenue d'un événement similaire à Olkiluoto est « peu probable », estime le Stuk. ■ G.G.

## Les ambitions de Covéa avec le rachat de PartnerRe

Thierry Derez, PDG du groupe mutualiste, explique sa stratégie de diversification dans la réassurance.



Thierry Derez, PDG de Covéa.  
CHRISTOPHE COUFFINHAL/CITIMAGES

DANIÈLE GUINOT @danieleguinot

ASSURANCE Thierry Derez, le PDG de Covéa, réalise enfin son rêve. Le leader français de l'assurance de particuliers (Maaf, MMA et GMF) s'est officiellement engagé jeudi à acheter le réassureur PartnerRe à Exor, holding de la famille italienne Agnelli, pour 9 milliards de dollars (7,8 milliards d'euros). Les deux groupes ont signé en milieu de journée l'accord définitif de cession. Il s'agit de l'une des opérations les plus chères de l'histoire du secteur de la réassurance. Elle sera financée en numéraire par Covéa, qui a réalisé 16,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2020 et dont les fonds propres s'élevaient à 16,4 milliards d'euros.

Pour que l'opération se concrétise, Covéa devra obtenir l'aval des autorités de régulation de dix pays dans lesquels PartnerRe opère. Si tout se passe comme prévu, l'opération devrait être bouclée d'ici la fin du premier semestre 2022. « Nous sommes très confiants », assure Thierry De-

rez, qui se dit « heureux » de la concrétisation de l'opération. « Rien ne peut la faire dérailler. Nous sommes en train de franchir une étape dans la grande transformation de Covéa », avance-t-il.

Le groupe mutualiste avait déjà jeté son dévolu sur le douzième réassureur mondial basé aux Bermudes il y a un peu moins de deux ans. À l'époque, le 3 mars 2020, l'assureur mutualiste français avait signé avec Exor un « memorandum of understanding » en vue de la signature d'une transaction déjà prévue pour 9 milliards de dollars. Mais, avec la pandémie et ses conséquences sur l'économie mondiale, Covéa avait tenté en vain de renégocier le prix à la baisse, avant de renoncer deux mois plus tard à l'acquisition, s'acquittant au passage d'une indemnisation d'au moins « 50 millions d'euros » pour les frais engagés par PartnerRe. Les liens entre les deux groupes, se sont ensuite retissés au travers d'investissements communs.

Pour quelles raisons se porter nouvel acquéreur de PartnerRe, qui

plus est au même prix qu'en 2020 ? « Grâce aux variations de l'euro face au dollar, le prix est en réalité inférieur de 500 millions d'euros », répond Thierry Derez. De plus, entre fin 2019 et le 30 juin 2021, PartnerRe a amorti et ses fonds propres de 500 millions de dollars, qui atteignent aujourd'hui 7 milliards de dollars. Ils sont garantis par Exor. »

### Développement international

Covéa va poursuivre un partenariat avec Exor dans le domaine de la réassurance : après la clôture de l'opération, Exor achètera pour 725 millions de dollars les participations détenues par Covéa dans des « véhicules » de réassurance gérés par PartnerRe. « Cela allège nos besoins de fonds propres et c'est surtout le signe qu'Exor est très confiant dans le devenir de PartnerRe », avance Thierry Derez, qui n'avait pas réalisé d'opération de croissance externe significative depuis son arrivée à la tête de Covéa, en 2008. Ce dernier a toujours voulu développer son groupe, qu'il juge trop

hexagonal, à l'international. « Les réflexions sont anciennes, car nous n'avons plus de potentiel de développement en France, explique le PDG de Covéa. Depuis une dizaine d'années, nous sommes convaincus que la seule façon de faire grandir le groupe passe par la réassurance. »

Avant de convoiter PartnerRe, Thierry Derez avait essayé, en août 2018, de racheter le français Scor, quatrième réassureur mondial, dont Covéa était alors le premier actionnaire. Après plusieurs mois d'échanges houleux entre les deux camps, Covéa a jeté l'éponge en janvier 2019. L'affaire s'est poursuivie devant les tribunaux. Elle s'est soldée en juin par un accord transactionnel permettant à Thierry Derez et à Covéa d'éviter un procès pénal.

Le dirigeant balaise les doutes de ceux qui soulignent que la réassurance n'a aucun lien avec les assurances dommages (auto, habitation), activité historique de Covéa. « Les frontières entre la réassurance et l'assurance sont de plus en plus poreuses. Des acteurs de la réassu-

rance proposent désormais de l'assurance, répond-il. D'où l'idée de s'inspirer de l'assureur allemand Talanx, qui possède le troisième réassureur mondial Hannover Re.

Le groupe mutualiste prépare l'avenir. « Les marchés de l'assurance habitation et auto risquent d'être profondément modifiés avec l'arrivée de nouveaux acteurs, comme les constructeurs auto ou les fournisseurs d'énergie », poursuit Thierry Derez. D'où la nécessité de se diversifier dans la réassurance.

Pour autant, certains observateurs estiment que le mariage du mutualiste et du réassureur bermudéen est quelque peu hasardeux. Il ne va générer aucune synergie. « Il n'en faut pas, c'est l'objectif », balaise le PDG. Et l'activité de réassurance est de plus en plus risquée, avec la multiplication des catastrophes naturelles et le réchauffement climatique. Sur ce sujet, aussi la réponse est prête : « Les réassureurs sont parvenus à augmenter leurs primes. C'est le bon moment pour rejoindre le secteur », conclut Thierry Derez. ■

TECH



À terme, Edward Bouygues pourrait assurer la présidence de Bouygues Telecom. NICOLAS CESAR/PHOTOPQR/SUD OUEST/MAXPPP

# Bouygues Telecom: la succession se met en place

Vice-président de l'opérateur télécoms, Edward Bouygues, fils aîné de Martin Bouygues, continue de faire ses armes.

ELSA BEMBARON @elsabembaron

**TÉLÉCOMS** C'est ce qui s'appelle une transition en douceur. Le 1<sup>er</sup> janvier, une nouvelle gouvernance sera mise en place chez Bouygues Telecom, avec en fil rouge, la montée en puissance de la troisième génération des représentants de la famille Bouygues.

L'opérateur se dote d'une direction bicephale avec la séparation des fonctions de président du conseil d'administration de celles du directeur général. Richard Veil, l'actuel PDG de la filiale télécoms du groupe Bouygues, conserve sa fonction de président, tandis que Benoît Torlonting devient directeur général. Sur-tout, les fonctions de vice-président d'Edward Bouygues sont renforcées. Il était vice-président développement de l'entité et voit son portefeuille s'étoffer. À bientôt 38 ans, le fils aîné de Martin Bouygues continue sa progression avec de nouvelles prises de responsabilité. Le passage de témoin se poursuit.

À terme, Edward Bouygues pourrait assurer la présidence de Bouygues Telecom, avec Benoît Torlonting comme directeur général. Celui-ci est un fin connaisseur du groupe et de son mode de fonctionnement, pour y travailler depuis bientôt vingt-trois ans. Cette évolution de la gouvernance de Bouygues Telecom s'inscrit dans la li-

gnée des changements effectués à la tête du groupe Bouygues en février, avec là aussi une dissociation des fonctions. Martin Bouygues a conservé la présidence du conseil d'administration avec Olivier Roussat comme directeur général. Edward Bouygues est un des trois directeurs généraux délégués du groupe. Une façon pour Martin Bouygues de passer le relais tout en gardant la main sur ses affaires. «Le patron, c'est moi!», aime-t-il à dire, d'une voix forte.

### Incertitude chez Orange

La montée en puissance d'Edward Bouygues au sein du groupe, et plus particulièrement de Bouygues Telecom, est une façon supplémentaire de marquer son attachement à cette activité. C'est aussi un signal fort, alors que le sujet de la consolidation pour passer de quatre à trois opérateurs reste en suspens.

Le marché des télécoms français a la particularité de se jouer à quatre acteurs, dont un à l'Etat pour principal actionnaire (Orange) et trois sont détenus par des personnes privées. Xavier Niel a fondé Free (groupe Iliad), Patrick Drahi a racheté SFR (groupe Altice) et la famille Bouygues, avec Martin Bouygues en tête de file, reste le principal actionnaire du groupe éponyme avec 23,8 % du capital. Trois fortes personnalités dont

aucune ne semble disposer à céder son entreprise à un concurrent.

La préparation de la succession à la tête de Bouygues fait cruellement écho à la situation chez Orange. L'opérateur historique a entamé dès l'été la procédure de recrutement pour un directeur général, et il avait parié sur le maintien de Stéphane Richard à la présidence. Le calendrier a été bousillé par le verdict en appel le 24 novembre de procès Tapie et la condamnation de Stéphane Richard, PDG d'Orange, impliquée dans l'affaire.

L'opérateur historique est brusquement passé d'une «transition en douceur» à l'incertitude. Les candidats ne manquent pas, sans qu'aucun profil ne parvienne à se détacher. La constitution d'un ticket président-directeur général n'est pas non plus chose aisée. Y aura-t-il parité à la tête d'Orange? Un des deux postes reviendra-t-il à un actuel membre de la direction de l'opérateur? La liste des questions est presque aussi longue que celle des noms qui circulent. Nicolas Dufourcq (Bpifrance), Delphine Ernotte (France TV), Pierre Louette (*Les Échos*), Clara Gaymard (Raise) (Michel Paulin (OVHcloud), Christel Heydemann (Schneider Electric), Frédéric Sanchez (Fives), Jean-Michel Severino (I&P SARI) et sans compter les candidatures maison, avec Fabienne Dulac, Ramon Fernandez ou encore Jérôme Fallach. ■

# Thales Alenia Space bien armé sur un marché très actif

Le franco-italien innove dans les constellations et les satellites de nouvelle génération.

VÉRONIQUE GUILLERMARD @vguillermard

**SPATIAL** Thales Alenia Space (TAS) achève une année très chargée. En 2021, la filiale du groupe Thales et de l'italien Leonardo a signé 5 nouvelles commandes de satellites de télécoms, noué un partenariat stratégique avec le canadien Telesat dans les constellations et a été sélectionnée par la start-up américaine Axiom pour fournir les modules habités de sa future station spatiale privée.

TAS a marqué des points sur tous les marchés, en profitant du rebond observé sur le marché des satellites géostationnaires (GEO, à 36 000 km de la Terre), du dynamisme des constellations, ainsi que de la croissance de la demande en capsules pressurisées pour la Station spatiale internationale (ISS), pour la Nasa dans le cadre des futures missions lunaires Artemis et des acteurs du tourisme spatial. «Notre offre est reconnue au meilleur standard mondial dans tous ces domaines», résume Hervé Derrey, PDG de TAS, dans un entretien au *Figaro*.

Dans les satellites, TAS s'est adapté à l'évolution de la demande. «Après deux années, 2017 et 2018, atones, le marché se redresse avec une demande estimée entre 10 et 15 satellites par an dans le monde», précise le PDG de TAS. Après une période d'interrogation sur l'avenir des satellites de télécoms GEO, face à la montée en puissance des constellations en orbite basse (orbite dite LEO, NDLR), «nos clients estiment que les satellites GEO et LEO sont complémentaires. Ils parient désormais sur des systèmes multi-orbites qui répondent à des besoins différents», développe Hervé Derrey.

Les engins GEO sont adaptés à la fourniture de chaînes de TV et de services de connectivité sur les «hotspots», les sites à fort trafic alors que les constellations, peu adaptées à la télévision, sont utiles pour fournir l'internet haut débit dans les zones peu ou pas raccordées par des moyens terrestres ainsi que pour répondre aux besoins de mobilité. Du coup, les opérateurs ont besoin de satellites flexibles, capables d'adapter leur puissance et de basculer d'un service à l'autre en fonction de la demande. «Certains de nos clients veulent des satellites à usage dual, commercial

et militaire. Nous observons une convergence de ces deux marchés et des technologies qui y répondent», précise Hervé Derrey. TAS a développé de nouveaux satellites flexibles et reprogrammables, embarquant des technologies numériques, baptisés Space Inspire, qu'il a déjà vendus à plusieurs opérateurs, dont SES.

Fort de son expérience dans les constellations de première et deuxième générations - O3B, Iridium Next, Global Star - dont il a fourni les satellites placés en orbite moyenne (22 000 km de la Terre), TAS a pris le virage des constellations en orbite basse.

### Telesat LightSpeed sera la constellation de troisième génération la plus avancée

HERVÉ DERREY, PDG DE TAS

Cette année, il a été choisi pour fournir les satellites de la constellation canadienne Telesat LightSpeed. Une infrastructure plus sophistiquée et puissante que Starlink déployée par SpaceX. «Les 298 satellites de Telesat seront interconnectés par liaison laser et formeront un système. Ce qui équivaut à installer un réseau d'internet haut débit dans l'espace. Telesat est une constellation de troisième génération qui sera la plus puissante et la plus avancée technologiquement», explique Hervé Derrey.

Telesat est dans la dernière ligne droite pour boucler le financement de son projet. Il dispose de 4 milliards de dollars canadiens (2,76 milliards d'euros), sur les 5 milliards nécessaires, depuis qu'Ottawa y a injecté 1,44 milliard en août 2021. «Il reste encore à boucler le solde avec les agences de crédit export canadienne et française», souligne un proche du groupe. TAS doit commencer, en 2023, l'assemblage du premier satellite dans une nouvelle usine ouverte au Canada, en partenariat avec l'industrie locale. Telesat a, de son côté, signé un premier contrat de lancement avec la start-up américaine Relativity Space, qui a développé un mini-lanceur. La constellation doit être opérationnelle à l'horizon 2025. ■

## Bio EXPRESS

Edward Bouygues

**1984** Naissance  
**2014** Responsable marketing chez Bouygues Telecom  
**2019** Directeur de la stratégie et membre du comité de direction générale de Bouygues Telecom  
**17 février 2021** Directeur général délégué de Bouygues, en charge du développement des télécoms de la RSE et de l'innovation  
**17 décembre 2021** Vice-président de Bouygues Telecom

## LA SÉANCE DU JEUDI 16 DÉCEMBRE

LE CAC		JOUR		SEMAINE		MOIS		AN		INDICATEUR			
AIR LIQUIDE	154,72	+0,52	156,84	154,42	0,16	+15,25	MICHELIN	138,95	+0,29	141,9	138,55	0,369	+2,4
AIRBUS	102,4	+2,41	104,26	102,32	0,216	+14,06	ORANGE	9,221	+0,51	9,273	9,166	0,377	-5,27
ALSTOM	29,62	+0,54	30,19	29,62	0,426	-36,45	PERNOD RICARD	210	+0,62	219	208,8	0,16	+33,93
ARCELORMITTAL SA	28,81	-5,07	29,08	27,95	0,996	-52,6	PUBLICIS GROUPE SA	57,18	-1,07	57,56	56,84	0,341	-40,28
ATA	25,75	+1,26	25,92	25,64	0,352	+1,11	RENAULT	29,505	-2,22	29,92	28,4	0,487	-7,49
BNP PARIBAS ACT A	56,96	+1,91	57,98	56,34	0,308	+23,14	SAFRAN	100	+1,52	101,24	99,24	0,225	-13,76
BOUYGUES	30,35	+1,51	30,63	30,17	0,408	-9,81	SANT GOBAN	59,29	+0,83	60,09	59,11	0,165	-18,11
CAPGEMINI	207,7	+1,66	211	204,8	0,334	+63,8	SANOFI	87,13	+0,48	88,09	86,43	0,23	+10,71
CARREFOUR	15,25	+0,3	15,38	15,125	0,489	+8,7	SCHNEIDER ELECTRIC	167,82	+1,71	169,48	166,06	0,206	+11,86
CREDIT AGRICOLE	12,2	+0,51	12,426	12,18	0,215	+18,22	SOCIETE GENERALE	29,33	+2	29,72	29,12	0,532	+7,31
DANONE	54,13	+1,94	54,45	53,34	0,349	+0,69	STELLANIS NV	16,834	-2,25	16,972	16,596	0,09	+31,08
DASSAULT SYSTEMES	52,32	-0,74	54,5	52,32	0,108	+57,45	STMICROELECTRONICS	41,9	-1,71	44,24	41,9	0,37	-38,38
ENGIE	13	+0,31	13,24	12,974	0,258	+3,83	TELEPERFORMANCE	377,8	+1,5	382,2	376,6	0,217	+39,26
ESSILORLUXOTTICA	184,32	+1,13	186,4	182,44	0,166	+44,51	THALES	71,94	+1,47	72,8	71,64	0,231	-3,95
EUROFINS SCIENT.	108,1	-0,17	107,7	107,62	0,158	+7,51	TOTALENERGIES	44,675	+3,21	44,845	43,95	0,346	+26,56
HERMES NTL	162,25	+1,44	163,7	159,0	0,105	+84,46	UNIBAIL-RODAMCO-WE	56,93	-0,96	59,4	56,65	0,749	-11,85
HERMES	695,9	+0,22	712,5	690,8	0,771	+17,08	VEDIJA ENVIRON	31,65	+0,6	32,19	30,98	0,343	+58,17
L'OREAL	478,45	+0,28	478,85	472,65	0,079	+24,64	VINCI	86,4	-2,13	86,75	85,65	0,305	+6,19
LEGRAND	100,95	+0,95	102	100,15	0,19	+38,29	VIVENDI SE	112,85	-0,94	112,95	115	0,323	+3,51
LVHM	713,3	+0,2	725	709,6	0,084	+39,62	WORLDLINE	47,335	+0,99	48,275	47,02	0,41	+0,16

LES DEEVISES		MONNAIE	1 EURO=
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,5714 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4484 CAD
GBRÉTAGNE	LIVRE STERLING		0,8484 GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG		8,8492 HKD
JAPON	YEN		129,37 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE		1,0457 CHF
ÉTATS-UNIS	DOLLAR		1,1336 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,254 TND
MAROC	DIRHAM		11,003 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE		17,5824 TRY
EGYPTE	LIVRE ÉGYPTIENNE		17,73 EGP
CHINE	YUAN		7,2833 CNY
INDIE	RUPIE		86,4029 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		156,78 DZD

L'OR				JOUR	VEILLE	31/12
COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR LOOMIS-CPOR						
www.cpordevises.com						
LANGOIT DE KGVENV		50510		50270		+102
NAPOLEON		304,9		304,2		-5,03
PIECE 10 DOLLARS		850		835		-14,2
PIECE 20 DOLLARS		319,4		319,9		-3,71
PIECE 50 DOLLARS		126,5		126,5		-3,71
PIECE 100 DOLLARS		63,25		63,25		-2,21
PIECE 500 US (H)		440		440		-3,3
PIECE 20 DOLLARS		1910		1910		-2,05
PIECE FR 10 FR (H)		167		174,8		+10,06
PIECE 500 US (H)		299		303,9		+1,3
PIECE SUISSE 20F		303		299		-0,66
SOVERAIGN		367,8		367,8		-2,96
KRUGGERAND		1729,75		1729,75		+3,28

**RETROUVEZ** **WANSQUARE**  
SITE D'INFORMATIONS EXCLUSIVES WWW.WANSQUARE.COM

## NOVARTIS LANCE UN PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS DE 13 MILLIARDS D'EUROS

Fort de la vente de ses parts dans son concurrent Roche, Novartis a lancé un programme de rachat d'actions de 13,2 milliards d'euros. L'annonce de l'opération du laboratoire pharmaceutique suisse a fait bondir son titre en Bourse de près de 6 % jeudi, à 76 euros. Ce rachat d'actions doit débuter dans les prochains jours et durer jusqu'à fin 2023. Novartis a présenté l'opération comme un signe de sa confiance dans ses perspectives de croissance à long terme grâce à son portefeuille de médicaments en cours de développement. Le Big Pharma suisse a annoncé au début du mois disposer de 20 traitements à fort potentiel qui pourraient sortir d'ici à 2022 et générer chacun, à terme, au moins 1 milliard de dollars de ventes. Novartis vise une croissance annuelle de son chiffre d'affaires d'au moins 4 % jusqu'en 2026. Roche avait, lui, annoncé début novembre qu'il comptait déboursier 18,1 milliards d'euros pour racheter la participation de 33 % de son concurrent suisse. Une décision qui avait déclenché l'opposition de certains actionnaires minoritaires. La fondation Ethos, qui conseille en Suisse des caisses de pension et fondations d'utilité publique, s'était déclarée contre. La transaction va renforcer le poids du pool familial, qui regroupe les héritiers du fondateur, Fritz Hoffmann-La Roche. Novartis était rentré au capital de Roche en 2001 et 2003. À l'époque, il avait investi 5 milliards d'euros dans l'opération. Près de vingt ans plus tard, il enregistre un gain de 14 milliards d'euros. Novartis estime que ce rachat d'action ne compromet pas sa capacité à réaliser des acquisitions ciblées, à faire croître son dividende et à réinvestir dans l'entreprise. ■

# Bruce Springsteen, la rock star qui valait un demi-milliard de dollars pour Sony Music

Bob Dylan, David Guetta, Neil Young... nombreux sont les artistes à vendre leur catalogue de chansons.

CAROLINE SALLÉ @carolinesalle

**MUSIQUE** Il ne s'appelle pas « The Boss » pour rien. Selon le magazine spécialisé *Billboard*, l'icône du rock américain Bruce Springsteen a accepté de vendre l'intégralité de son œuvre à Sony Music, moyennant un énorme chèque : environ 500 millions de dollars. Cette transaction constituerait l'un des plus gros deals de l'histoire de l'industrie musicale, s'agissant d'un artiste en solo.

Aucune annonce publique n'a été effectuée pour le moment. Mais, d'après les sources de *Billboard* et celles du *New York Times*, le contrat aurait été signé voilà quelques jours, alors que des rumeurs avaient émergé en novembre. Il porte sur l'ensemble du catalogue des chansons de la rock star.

Une discographie riche de 300 titres, parmi lesquels des tubes planétaires comme *Born in the USA*, quinze fois disque de platine aux États-Unis, *Dancing in the Dark*, *Streets of Philadelphia* ou encore *The River*... Au cours de sa carrière, longue d'un demi-siècle, Bruce Springsteen a été une formidable machine à hits. Le musicien a vendu plus de 150 millions de disques dans le monde. Sony ne récupère pas seulement les droits de tous ses tubes. La multinationale japonaise met aussi la main sur l'ensemble des morceaux qu'il a créés, en tant qu'auteur-compositeur, pour d'autres artistes. C'est le cas par exemple du titre *Because the Night*, interprété par Patti Smith ou encore *Fire*, écrit pour les Pointer Sisters.

Le rocker connaît bien la major Sony Music. Il était en contrat avec son label, Columbia Records, depuis la création de son premier album, en 1973. Et il ne l'a jamais quitté.

À 72 ans, le « Boss » est la dernière grande star de la musique à avoir vendu son catalogue. Il est surtout celui qui l'a le mieux valorisé. L'an dernier, Bob Dylan avait cédé l'intégralité de son œuvre musicale, soit plus de 600 chansons, dont les célèbres *Blowin' in the Wind*, ou *Like a Rolling Stone*, pour plus de 300 millions de dollars, à Universal Music. En janvier 2021, Neil Young vendait 50% de son catalogue au fonds d'investissement britannique Hipgnosis moyennant 150 millions de dollars. Deux mois plus tard, Paul Simon cédait aux sirènes de Sony Music. Puis les Red Hot Chili Peppers signaient dans la foulée avec

**300**

millions de dollars pour le catalogue de Bob Dylan vendu à Universal Music

**200**

millions de dollars le prix estimé du catalogue de David Bowie en cours de négociation

**500**

millions de dollars dépensés par Sony Music pour l'œuvre de Bruce Springsteen

**150**

millions de dollars pour 50 % du catalogue de Neil Young vendu à Hipgnosis

**100**

millions de dollars dépensés par Warner Music pour le catalogue de David Guetta

Hipgnosis pour 140 millions de dollars avant que cet été, le DJ français David Guetta, âgé de 53 ans, accepte les 100 millions de dollars mis sur la table par Warner Music. Quant à la cession de l'œuvre de David Bowie, elle serait en cours de négociation pour un montant de 200 millions de dollars. N'en jetez plus!

### Un actif financier

Les raisons pour lesquelles les artistes acceptent ces transactions sont plurielles. Certains sont à la recherche d'argent frais, après avoir subi des pertes de revenus importantes liées à l'arrêt des concerts durant la crise du Covid. Aux États-Unis, d'autres franchissent aussi le pas pour des raisons fiscales, alors que Biden souhaite taxer davantage les hauts revenus. Enfin, beaucoup de chanteurs, passés un certain âge, préfèrent finalement toucher une grosse somme d'argent en une seule fois et la gérer - surtout la dépen-

ser - à leur guise. Bien sûr, sur le long terme, ils toucheraient probablement plus d'argent, sous la forme de versements plus modestes certes, mais récurrents. Toutefois, beaucoup se disent qu'à 70 ou 80 ans, un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.

Ce que les artistes vendent actuellement, sous la forme d'actifs, c'est la propriété intellectuelle de leur musique. À chaque fois qu'une de leur chanson passe à la radio, sert d'illustration sonore pour une publicité télévisée ou bien est écoutée sur Spotify et Deezer, les artistes touchent des royalties. Idem pour le propriétaire de l'enregistrement, généralement la maison de disques, qui finance le développement et la promotion d'un musicien.

Lorsqu'un major ou un fonds d'investissement rachète le catalogue d'un chanteur, il récupère en somme les droits d'auteur et le pourcentage de redevance qui y est rattaché. Au lieu de toucher une partie des revenus d'une chanson, ils en encaissent la totalité. Surtout, ces majors et ces fonds d'investissement acquièrent le droit d'utiliser un catalogue comme ils l'entendent. Pour faire de la synchronisation, c'est-à-dire, servir de bande-son à une publicité, un générique de série sur Netflix, une émission de télévision. Développer les recettes liées au merchandising avec la vente de tee-shirts, sacs, accessoires...

Alors que l'essor des plateformes de streaming audio a redonné de l'oxygène à

l'industrie musicale, et que la croissance des revenus se poursuit, les majors considèrent les catalogues comme des actifs particulièrement juteux. Ils permettent en effet de se constituer des revenus récurrents sur le long terme. Sur les réseaux sociaux comme TikTok par exemple, le phénomène de la « réurgence » leur donne raison. En l'espace de quelques jours, un ancien tube, mis en fond sonore d'une vidéo, peut subitement se retrouver dans le classement des titres les plus appréciés du moment. À l'exemple de *Dreams*, la chanson de 1977 de Fleetwood Mac, qui, grâce à l'effet TikTok, avait vu ses écoutes exploser de 800 % sur Spotify, Apple Music et consorts l'an dernier. Pour une maison de disques, qui détient 100 % des droits d'un vieux hit déjà amorti, c'est donc le jackpot assuré. L'actuelle ruée vers l'or des catalogues musicaux n'en est sans doute qu'à ses débuts. ■

## « Public Sénat apporte de l'expertise en politique »

La chaîne parlementaire, présidée par Christopher Baldelli, a augmenté son audience de 15%.

ENGUÉRAND RENAULT @erenault ET CAROLINE SALLÉ @carolinesalle

**TÉLÉVISION** Six mois après son entrée en fonction à la tête de la chaîne parlementaire Public Sénat, Christopher Baldelli a déjà marqué l'antenne de son empreinte. « Le projet était de faire de Public Sénat une chaîne plus accessible, plus pédagogique et de la remettre au cœur du débat public. À la rentrée de septembre, nous avons mis à l'antenne cinq nouvelles émissions, renouvelant ainsi 50 % des émissions ». Résultat, la chaîne enregistre une hausse de 15 % de son audience entre septembre et novembre, à 0,3 % de part d'audience. « Toutes les émissions ont bien fonctionné et notamment "Sens public", celle présentée par Thomas Hugues, qui a fait progresser l'audience de la case de 25 % ».

La chaîne parlementaire se met en ordre de marche pour aborder, dès la rentrée de janvier, la



période riche politiquement de l'élection présidentielle. « Grâce aux arrivées de grandes signatures comme Thomas Hugues, Elizabeth Martichoux et Matthieu Croissandeau, Public Sénat a négocié un vrai virage éditorial et a gagné en savoir-faire, en décryptage et en crédibilité. »

Public Sénat entamera la campagne électorale avec la volonté

« Public Sénat a négocié un vrai virage éditorial et a gagné en savoir-faire », observe son patron, Christopher Baldelli, ici en juin dernier. CHRISTEL SASSO/PUBLIC SÉNAT

de « prendre du recul, d'apporter de la pédagogie et de l'expertise dans les débats, sans hystérie. Surtout, nous poserons toutes les questions qui intéressent et concernent les Français, comme le pouvoir d'achat, la fin de vie, la décentralisation ou la transition énergétique ».

### Lancement de podcasts

Alors que la session parlementaire va s'arrêter entre les mois de mars et juin 2022, supprimant ainsi 30 % du temps d'antenne de la chaîne, cette dernière va programmer de nouveaux programmes conçus spécifiquement pour la longue séquence électorale. « Une nouvelle émission "Journal de campagne" sera diffusée chaque vendredi à 22 heures. Avec la chaîne LCP-AN nous couvrirons les deux soirées électorales et nous mettrons à l'antenne quatre longs événements mêlant documentaires et débats sur des sujets de société. » Au-delà de l'antenne, Public Sénat a produit des

programmes pédagogiques sur la présidentielle expliquant notamment la règle des 500 signatures nécessaires pour être candidat. Ces programmes seront relayés sur le site de la chaîne et les réseaux sociaux. Enfin, Public Sénat lance sa première offre de podcasts en partenariat avec le Cevipov, le centre de recherche de Sciences Po.

Même si la chaîne parlementaire n'est pas régulée par le CSA, Public Sénat a décidé « d'appliquer à partir du 1<sup>er</sup> janvier, les règles du temps de parole édictées par le CSA. Nous rendrons compte de ce décompte du temps de parole devant le bureau du Sénat », explique-t-il.

La chaîne parlementaire a bouclé son nouveau contrat d'objectifs et de moyens pour les trois prochaines années, qui prévoit une stabilité de la ressource financière octroyée par le Sénat, à 17,8 millions d'euros par an pour un budget total de 19 millions d'euros. ■

### EN BREF

#### 4,2 MILLIONS DE FRANÇAIS ONT SUIVI L'INTERVIEW D'EMMANUEL MACRON

Diffusée en prime time sur TF1 et LCI, le grand entretien d'Emmanuel Macron a été suivi par 4,2 millions de personnes selon Médiamétrie. Les deux chaînes du groupe TF1 ont ainsi capté 20 % de part d'audience.

#### JULIE JOLY PREND LA TÊTE DE « L'OBS »

Julie Joly, directrice du Centre de formation des journalistes (CFJ), va succéder à Grégoire de Vaissière à compter de janvier à la direction générale de L'Obs. Celui-ci quitte ses fonctions pour « des raisons personnelles », selon l'AFP.

#### VIVENDI POSSÈDE 45,13 % DE LAGARDÈRE

Vivendi détient désormais 45,13 % du capital du groupe Lagardère, après avoir racheté comme prévu la participation que détenait le fonds d'investissement Amber.

# LE FIGARO et vous



## SUPPLÉMENT

MASQUES, STATUETTES, OBJETS D'APPARAT...  
LE MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC  
RESSUSCITE LES RITUELS CONGOLAIS

PAGES CENTRALES



## STYLE

CACHEMIRE, HÔTEL, YEARLING... L'ENTREPRISE  
MODE D'EMPLOI SELON THIERRY GILLIER,  
PRÉSIDENT DE ZADIG & VOLTAIRE

PAGE 33

# DANTE VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER



POUR CLORE LES 700 ANS DE LA MORT DU POÈTE, LES ÉCURIES DU QUIRINAL, À ROME, PRÉSENTENT UNE EXPOSITION GRANDIOSE AUTOUR DU MAL. SON COMMISSAIRE, JEAN CLAIR, JUGE NÉCESSAIRE DE S'INTERROGER SUR LE SUJET. PAGES 30 ET 31

BRIDEMAN IMAGES / LISBONA. MUSEU NACIONAL DE ARTE, ZADIG & VOLTAIRE

## L'AVENIR DES FOIRES D'ART EN POINTILLÉ

PRÉVUES AU PREMIER SEMESTRE, LA BRAFA ET LA TEFAF ONT ÉTÉ REPORTÉES. UN CHOC POUR LES MARCHANDS.

BÉATRICE DE ROCHEBOUET  
bderochebouet@lefigaro.fr

C'est un premier semestre 2022 qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour les marchands, déjà éprouvés par deux ans de pandémie. Avec la déferlante du variant Omicron, la série noire des annulations refait surface. Et dans son sillage, le casse-tête du calendrier pour trouver de nouveaux créneaux tout aussi hypothétiques, dans des lieux d'expositions pris d'assaut.

L'annonce il y a deux jours du report de la 67<sup>e</sup> édition de la Brafa (Brussels Art Fair) de janvier à juin, non plus sur le site de Tour & Taxis mais à Brussels Expo, au Heyssel, était un premier coup dur. Le deuxième l'est tout autant avec l'annulation de la Tefaf Maastricht qui devait se tenir, du 12 au 20 mars, au Mecc. Sans nouvelle date annoncée. « Ce sera vraisemblablement entre mai et septembre quand le Covid sera moins agressif avec le retour des beaux jours », confirme Hidde van Seggelen, président exécutif de la Tefaf. Sur les 13 500 euros déboursés par les exposants pour réserver leurs stands, 6 000 euros leur seront rendus. Le reste, 7 500 euros, n'est pas perdu puisque la foire aura bien lieu en 2022 », précise ce dernier. Avant le 10 décembre, une trentaine de marchands, sur les 270 qui avaient signé pour mars, avaient jeté l'éponge.

Alors que la Hollande est sous un couvre-feu dès 17 heures, l'organisation de la Tefaf a pris, mercredi en conseil

extraordinaire, cette lourde décision. Personne n'a oublié l'édition de 2019 maintenue, puis fermée quelques jours après son ouverture, en raison d'un cluster. Il était impossible de revivre ce même scénario, très néfaste pour l'image de cette grande foire internationale.

### « Manque à gagner »

Venant deux mois après la Brafa, la Tefaf, salon lui aussi pluridisciplinaire, est une manifestation capitale pour les exposants. « C'est un manque à gagner énorme, estime le Parisien Xavier Eeckhout, spécialiste en bronzes animaliers XX<sup>e</sup>. J'avais gardé des pièces pour ces deux salons. Nous n'avons pas la force d'une foire pour les vendre dans nos galeries, surtout à la rentrée des fêtes où le marché est assez mort. »

« Mieux vaut reporter plutôt que d'annuler même si rien n'est garanti. La problématique n'est pas la même pour tous. Les marchands d'art moderne et contemporain peuvent se rattraper car il y a plus de foires dans ce secteur. Ce qui est moins le cas pour les antiquaires ou les marchands d'art ancien classique, observe Franck Prazan, spécialiste de l'École de Paris des années 1950. Il faut absolument tout faire pour maintenir les foires en présentiel devant la montée en puissance de Christie's et Sotheby's que le Covid a transformées en sociétés de tech ultraperformantes. Ce sont nos principaux concurrents au second marché. De fait, elles ont conquis en moins de deux ans un terrain qu'aparavant elles auraient mis vingt ans à gagner », ajoute ce galeriste qui a quitté la direction générale de Christie's, il y a exactement vingt ans. ■

# GINORI 1735

ITALIA

VENEZ DÉCOUVRIR  
LA NOUVELLE  
GALERIE ÉPHÉMÈRE  
GINORI 1735

69 RUE DU FAUBOURG  
SAINT-HONORÉ, PARIS.



# ROME DÉCHAÎNE LES ENFERS DE DANTE À PRIMO LEVI

UNE EXPOSITION MAGISTRALE CLÔTURE  
LES CÉLÉBRATIONS DU 700<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
DE LA MORT DU POÈTE. DU MOYEN ÂGE  
À NOS JOURS, ON Y SUIT  
L'ÉVOLUTION DU CONCEPT DU MAL.

ERIC BIÉTRY-RIVIERRE  
ebletryrivierre@lefigaro.fr  
ENVOYÉ SPÉCIAL À ROME

Merveille baroque, le grand escalier des anciennes écuries du palais du Quirinal, à Rome, conduit, en montant et non en descendant, aux enfers. C'est son seul défaut. Autrement il est sinueux et envoûtant à souhait pour qui vient visiter cette exposition sur ce thème abyssal des représentations de l'empyrée à partir de Dante.

L'événement, noir phare du 700<sup>e</sup> anniversaire de la mort du poète cartographe de nos vices et de nos vertus, est signé Jean Clair et Laura Bossi (*lire l'interview ci-dessous*). Il n'est fait, sur deux niveaux, que d'œuvres frappantes. Il s'ouvre par exemple avec le plâtre complet du chef-d'œuvre absolu de Rodin : ses monumentales *Portes de l'Enfer*. Haute de sept mètres, la pièce vient du musée de l'artiste à Paris. À sa blancheur morbide correspond celle, en face, d'un marbre délirant de virtuosité, une *Chute des anges rebelles* attribuée au Padouan Francesco Bertos (1678-1741). C'est le premier empiement de corps en souffrance parmi de nombreux autres. Car ici, excepté dans l'archétypal *Jugement dernier* de Fra Angelico, on ne croira guère de paradis.

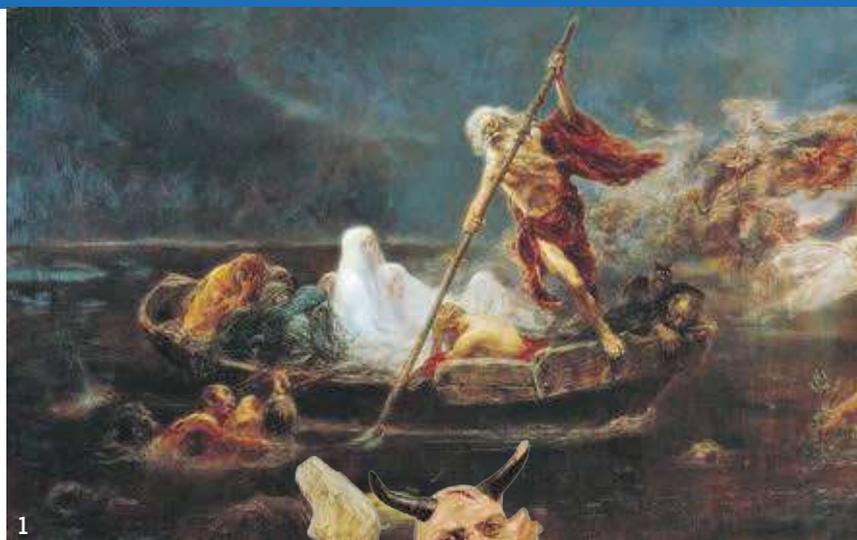
Bienvenue dans cet itinéraire en dix sections qui, comme les cercles de plus en plus profonds imaginés par le Toscan, constituent un inventaire de nos défauts qui sont nos maux. On le traverse comme guidé par un esprit sage, éminemment lucide. De l'imagerie infernale du Moyen Âge chrétien évoqué à travers de magnifiques enluminures aux enfers terrestres du XX<sup>e</sup> siècle - travail à la chaîne dans les aciéries, totalitarisme, guerres industrielles, camps de la mort, folies, attentats -, rien ne semble avoir été

oublié de nos terreurs. On en émerge toutefois, pour, comme l'écrivit Dante, « contempler à nouveau les étoiles » (dernier vers du premier Cantique de la *Divine Comédie*). La sortie s'effectuant via des œuvres cosmiques signés Anselm Kiefer ou Gerhard Richter. Et via un balcon vitré qui offre un sublime point de vue sur la Ville éternelle. Manières de rappeler que le salut est chose toujours possible.

À quand remonte notre carte mentale de l'enfer ? À Botticelli, dont une feuille incroyablement précieuse donne à voir la description de Dante. Malheureusement, du fait de sa fragilité ce plan n'est resté à sa cimaise que les deux premières semaines de l'exposition. Depuis il est revenu au Vatican où il se trouve conservé à l'abri, au noir. Dans l'enfer de la bibliothèque ? Quoi qu'il en soit, on n'en voit ici désormais qu'une copie. Mais tout le reste fait écarquiller les yeux. Au premier niveau on admire des manuscrits, donc ceux illustrés de *La Cité de Dieu* de saint Augustin, des dessins baroques de Federico Zuccari et Giovanni Stradano, des visions apocalyptiques de Jérôme Bosch, Pieter Huys, Brueghel l'Ancien...

## Honneur au XIX<sup>e</sup> siècle

En sus, des espaces focalisent sur les figures de Dante et des personnages de sa *Divine Comédie* à travers les siècles. Honneur ici au XIX<sup>e</sup> qui, romantique ou académique, a particulièrement pris les ténèbres. Manet copie la *Barque de Dante* de Delacroix (restée au Louvre). Mais c'est la toile de 5X3 m de Gustave Doré, *Virgile et Dante dans le neuvième cercle de*



1

2

3



*L'Enfer* (1861) qui s'impose dans ce chapitre, parmi d'autres très grands formats.

Au second étage, d'un théâtre de marionnettes de Catane et Palerme aux gravures d'un Otto Dix en passant par les eaux-fortes des *Désastres de la guerre* de Goya ou les études d'hystériques dessinées par Paul Richer en 1881, plâtre désormais aux boucheries contemporaines comprises comme dégénérescence de la modernité si l'on en croit la mine désespérée du *Lucifer* symboliste de Franz Von Stuck.



Ici des prisons de Piranèse dialoguent avec des toiles d'usines du Creusot. Des moulages en cire de gueules cassées de la Première Guerre mondiale hurlent aux côtés de souvenirs des camps de la

## JEAN CLAIR ET LAURA BOSSI : « INTERROGEONS-FASCINATION POUR LE MAL »

Historien de l'art, cofondateur du Centre Pompidou, ancien directeur du Musée Picasso à Paris, directeur de la Biennale de Venise pour l'édition du centenaire (1995), l'académicien Jean Clair a notamment exploré durant ces trente dernières années les figures du mal, de la mélancolie ou encore du surhomme en tant que commissaire d'expositions. Toutes ayant fait date. Cette fois, pour la conception de cette histoire des images de l'enfer à travers les âges, il a œuvré de pair avec sa compagne, Laura Bossi, neurologue de réputation mondiale et historienne des sciences.

À elle, on doit par exemple une *Histoire naturelle de l'âme* (PUF, 2003), une analyse des *Frontières de la mort* (Payot, 2012) ou encore, au Musée d'Orsay, la passionnante exposition sur la conception de la nature au siècle de Darwin, qui s'est achevée en juillet dernier. Laura Bossi étant italienne, elle est également une grande lectrice de Dante dans le texte.

LE FIGARO. - N'est-ce pas culotté de présenter l'enfer à Rome, où l'on espère plutôt le paradis ?

Jean CLAIR. - Il n'y a aucune provocation de notre part. Nous avons simplement répondu positivement à une demande de l'Italie. Ce projet d'une exposition sur les représentations de l'enfer est ancien. Je l'avais notamment proposé au Grand Palais de Paris où ce travail devait s'inscrire dans la continuité de celui mené sur la mélancolie en 2005. Malheureusement, cela nous avait été refusé. L'Italie s'est souvenue de mon envie et l'a réactivée lorsqu'il s'est agi de réfléchir sur les festivités du 700<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Dante Alighieri. Nous avons très bien travaillé avec la petite équipe dépendante du ministère de la Culture des Écuries du Quirinal, propriété de la présidence de la République, siège d'expositions et de manifestations culturelles d'ampleur internationale.

Elle avait pour tâche de marquer le coup comme elle l'avait fait lors des commémorations Léonard de Vinci en 2019 et Raphaël en 2020.

Laura BOSSI. - Notre parcours, riche de 235 œuvres ou documents en provenance de dix pays, a été inauguré par le président de la République Sergio Mattarella. Un émissaire personnel du pape, de hauts dignitaires du Vatican - institution comptant parmi nos préteurs -, le grand rabbin de Rome l'ont vu. Tous ont apprécié. Si certains cercles traditionalistes ont pu redouter un prétendu caractère satanique, ils se sont déclarés rassurés après la visite. Au cours des jours suivants et jusqu'à maintenant, les gardiens ont juste dû encadrer un individu vêtu d'une robe de bure qui, adepte du diable, s'est prosterné devant l'immense et fort spectaculaire toile de Thomas Lawrence venue de la Royal Academy de Londres : *Satan convoquant ses légions*.

Comment expliquer que, devant un Jugement dernier, on regarde spontanément d'abord, et plus longuement, l'enfer ?

J. C. - Parce que le mal fascine ; c'est-à-dire qu'il nous émerveille autant qu'il nous effraie. Il faut admettre cela. Par comparaison, le paradis paraît infiniment calme, plus normé, bien moins grouillant et agité, processionnel, avec son défilé d'anges musiciens et de saints personnages. Pour les artistes qui, traditionnellement, étaient au service de l'Église, l'enfer était un thème stimulant ; ils pouvaient, à travers lui, s'exprimer avec plus de liberté, de fantaisie. Dans *La République* de Platon, on lit que Léontius, le fils d'Aglaion, a vu un jour un tas de cadavres à l'extérieur du mur d'enceinte du Pirée. Il en a « ressenti le désir de les voir ainsi qu'une crainte et une horreur d'eux ». « Pendant un temps, il a lutté, couvrant ses yeux, est-il détaillé. Mais enfin, le désir l'a emporté, et il les a forcés à s'ouvrir. »

ZOLOTAS

JOAILLIER DEPUIS 1895

72 FAUBOURG SAINT-HONORÉ PARIS www.zolotas.fr



Laura Bossi, neurologue et historienne des sciences. SOPHIE CREPEY/MUSÉE D'ORSAY



Jean Clair, académicien et historien de l'art. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

## CULTURE

31

## PATRICK TIMSIT, TOUJOURS POLITIQUEMENT INCORRECT

DANS SON NOUVEAU SPECTACLE, « ADIEU... PEUT-ÊTRE. MERCI... C'EST SÛR », AU THÉÂTRE DU ROND-POINT, L'HUMORISTE PRÉVIENT QU'IL ARRÊTE LA SCÈNE. UN ONE-MAN-SHOW CORROSIF OÙ IL ATTAQUE MIMIE MATHY, CYRIL HANOUNA ET ÉRIC ZEMMOUR.

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Sourire en coin, Jérôme Com-mandeur remercie Patrick Timsit d'arrêter le one-man-show, Michèle Laroque pleure de soulagement, des handicapés confient leurs frustrations - il n'a pas parlé de leur cas -, Jack Lang, qui le trouve bien sûr « merveilleux », espère l'entendre « dire du mal » de lui. Leurs témoignages sont projetés sur un écran avant le début du spectacle de leur complice qui n'est pas avare d'autodérision. Intitulé justement *Adieu... peut-être. Merci... C'est sûr*.

Écrit avec Jean-François Halin, ex-plume des Guignols et scénariste d'OSS 117 avec lequel il avait déjà collaboré pour *The One Man Stand-up Show* (Un homme seul debout), en 2008. Après avoir sévi trente-cinq ans, le tireur d'élite de 62 ans n'envisageait pas de nous « quitter par SMS ». Sous la direction de son complice Étienne de Balasy, il donne ses dix bonnes raisons de ne plus jouer. Entre autres, l'âge, le risque d'Alzheimer ou le « spectacle de trop ». Goguenard, il tape là où ça fait mal. Fait grincer des dents, tout le monde ne rit pas dans la salle. Parfois, des vagues d'incompréhension et de réprobation sont palpables. En revanche, personne



Patrick Timsit, sur scène le 7 décembre, tape comme d'habitude là où ça fait mal.

GIOVANNI CITTADINI/ESP/THÉÂTRE DU ROND-POINT

ne sort. On le sait, Patrick Timsit aime choquer. Il a la dent dure. C'est noir, corrosif, volontiers politiquement incorrect. Il faut se méfier quand il répète qu'il « adore » une telle ou un tel. L'intéressé en prend alors pour son grade. Ainsi, Mimie Mathy qu'il a déjà égratignée dans le passé ou Blanche Gardin, la « poupée hawaïenne » immobile sur scène.

## Saillies assassines

Pour ceux que Patrick Timsit n'adore pas, c'est pire. Gad Elmaleh et Cyril Hanouna, « l'essayiste, l'écrivain, le philosophe » qu'il imite avec malice doivent avoir les oreilles qui sifflent. Sans oublier Dieudonné - « la Shoah a tué beaucoup de gens, lui, elle l'a bien fait vivre ». Et Eric Zemmour. « S'il est élu président de la République, je n'arrête pas ! »

Le comique auquel on doit *Timsit déboule et débile* ou *On peut rire de tout* avec Bruno Gaccio est un kamikaze. Il

lance des bombes sans complexes. « C'est le dernier spectacle, je me lâche, ça balance », prévient-il. Et plus tard : « N'applaudissez pas, vous allez tous mourir ! » (ce que dit aussi Alex Vizorek). Les politiques de tout bord, les homosexuels, « plus funs » autrefois, les juifs adeptes du « tri sélectif », les mères juives, Patrick Timsit se justifie en ce qui concerne sa personne. Contrairement à ce que le public croit, il n'est pas du tout méchant. « Je suis gentil, moi », répète cet ancien croit de chœur. Il est permis d'en douter. Ses saillies sont assassines. Vachardes. Il se veut comme Reiser, son modèle, dans « une violence dénonciatrice et une formidable tendresse ». Mais chez lui, on trouve surtout la violence dénonciatrice d'une société qui le hérise. ■ « Adieu... Peut-être. Merci... C'est sûr », au Théâtre du Rond-Point (Paris 8), jusqu'au 31 décembre. Loc. : 01 44 95 98 21 et theatredurondpoint.fr. Puis en tournée jusqu'à avril 2022.



4

1. *Le Bateau de Charon*, José Benlliure y Gil, huile sur toile (1896), Musée des beaux-arts de Valence, Espagne.
  2. *Demonio*, anonyme, bois polychrome (XVIII<sup>e</sup> siècle), Musée national de la sculpture de Valladolid.
  3. *Manuscrit de La Cité de Dieu*, de saint Augustin (après 1473), Paris, bibliothèque Sainte-Geneviève.
  4. *Dante et Virgile*, William Bouguereau, huile sur toile (1850), Paris, Musée d'Orsay.
- BRIDGEMAN IMAGES/MUSEO DE BELLAS ARTES DE VALENCIA, JAVIER MUNOZ Y PAZ PASTOR/MUSEO NACIONAL DE ESCULTURA, VALLADOLID, BIBLIOTHÈQUE SAINTE-GENEVIÈVE, PARIS, CLICHÉ IRHT, 2021.RMN-GRAND PALAIS

Seconde laissés par un Boris Taslitzky (qui a peint un *Buchenwald* de 3X5 m) ou un Anton Zoran Music. Non loin, dans une vitrine, est ouvert le manuscrit d'un autre témoin du mal version Auschwitz, Primo Levi. Si c'est un homme est bien ici. ■

«Inferno», aux Scuderie del Quirinale, à Rome, jusqu'au 23 janvier. Catalogue en italien ou en anglais, Electra, 480 p., 50 €. Tél. : +39 02 9289 7722. www.scuderiequirinale.it

## NOUS SUR NOTRE

Enfin, s'adressant à ses propres yeux, il s'est écrit : « Regardez, misérables ! Faites le plein de la belle vue ! »

Et comment avez-vous structuré ce « plein de belles vues », à savoir votre parcours ?

L. B. - Nous sommes bien sûr partis du plan de Dante, celui qu'il détaille dans la première partie de sa *Divine Comédie*, soit un vestibule ouvrant sur un entonnoir de neuf cercles de damnés. Mais nos dix sections ne recouvrent pas vraiment cette topographie-typologie. Nous proposons plutôt une histoire des images du mal. Certes, nous commençons avec le thème de la chute, puis de la porte ou de la bouche qui avale les pêcheurs. On voit les manières dont les diables et les damnés ont pu être représentés. Ici chez Bosch ou Brueghel, là chez les romantiques ou les pompiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais nous passons aussi par des espaces où l'on voit comment on a imaginé Dante, son guide Virgile, ou encore les personnages de Paolo et Francesca, archétypes de l'amour adultérin. Enfin, le second étage du parcours traite des enfers terrestres. Ceux des hauts-fourneaux, des prisons, des asiles, des hôpitaux. Ceux des guerres industrielles et des attentats.

Aujourd'hui, plus grand-monde ne croit au diable. Vous trouvez cela regrettable ?

J. C. - Sans parler de croyance, c'est le grand mérite de Rome d'oser en parler. Il nous semble en effet sage de réfléchir sur le mal, notamment par nos représentations de l'enfer. Car le mal, c'est nous. L'enfer, qu'il soit imaginé dans une enluminure médiévale ou par l'entonnoir abyssal de Dante, ressemble à un corps humain ; un grand intestin dévrateur et « défécateur ». Les chefs nazis ne surnommaient-ils pas les camps de concentration « *arschloch der welt* », l'« anus du monde » ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR É. B.-R.

80

grands musées et collectionneurs privés et collectionneurs privés de l'exposition à Rome

«Inferno» est opportun parce que le siècle dans lequel nous vivons est devenu l'enfer

JEAN CLAIR

JACK DE BOUCHERON ET COLLECTION QUATRE

BOUCHERON

PARIS DEPUIS 1858

PHOTOGRAPHIE RETOUVÉE



Cette réunion de pièces souvent inédites met en valeur des matériaux novateurs comme le verre, l'écaïlle, l'ivoire, la corne ou des métaux tels l'aluminium, le bronze ou le cuivre, associés à des diamants, pierres précieuses ou or. SOTHEBY'S/ART DIGITAL STUDIO

## ENCHÈRES : RENÉ LALIQUE REFAIT SURFACE À PARIS

BÉATRICE DE ROCHEBOUËT  
bderochebouet@lefigaro.fr

Cela faisait bien longtemps que Lalique n'avait plus été sous le feu des projecteurs avec une grande collection à Paris ! On a en mémoire la vente du Garden Museum (Japon), qui avait totalisé près de 7 millions d'euros, en 2013, chez Sotheby's, avec un record à près de 697 000 euros pour une montre de poche « Papillons et chauve-souris », des années 1889-1900. Depuis, le maître verrier et bijoutier, figure incontournable de l'Art nouveau, n'a fait que des apparitions épisodiques comme en 2017, chez Christie's, avec une quarantaine de bijoux venant du marchand parisien, feu Michel Périnet, grand défricheur de la joaillerie Art nouveau.

Revoilà donc Lalique avec 39 pièces inédites, le 17 décembre, sous le marteau de Sotheby's, pour une estimation de 2,4 à 4,5 millions d'euros. Et un pedigree célèbre : celui de Claude Henri Sorbac, amateur de renom décédé en mars 2021 dans sa 100<sup>e</sup> année. Sa collection a fait l'objet de plusieurs grandes expositions dans des institutions

aussi prestigieuses que le Musée des arts décoratifs de Paris, le Smithsonian Institute ou le Kyoto National Museum.

Ce sont ses huit enfants qui en ont hérité, en donation, et la mettent en vente aujourd'hui chez Sotheby's, maison réputée dans le domaine depuis la vente de 2013. Issu d'une lignée d'esthètes et d'amateurs d'art, par son grand-père, le banquier Jules Strauss, Claude Henri Sorbac a grandi entouré de la collection familiale de tableaux et d'objets d'art, comprenant de grandes œuvres de peintres impressionnistes signées Renoir, Sisley ou Degas. Il commence lui aussi à collectionner dès les années 1970. Et, rapidement, se tourne vers l'art de son époque et ses principaux représentants, Gallé, Daum, Mucha, Majorelle et, bien sûr, Lalique, dont il apprécie d'abord les pâtes de verre, avant de découvrir les bijoux.

### « Marché moins européen »

C'est ce dernier qui le passionnera le plus. Il avait vu en l'homme le génie. Et il a regretté qu'il soit si peu considéré en son temps. Sur plusieurs décennies, Claude Henri Sorbac va réunir des pièces (souvent directement auprès des membres de la famille de Lalique) at-

**SOUS LE MARTEAU DE SOTHEBY'S, LA CÉLÈBRE COLLECTION DE CLAUDE HENRI SORBAC EST VENDUE LE 17 DÉCEMBRE, GALERIE CHARPENTIER. UN ENSEMBLE DE 39 PIÈCES ESTIMÉ ENTRE 2,4 ET 4,5 MILLIONS D'EUROS.**



testant de son extraordinaire savoir-faire, de ses multiples sources d'inspiration ou encore de sa collaboration avec d'autres artistes, tels Edmond Rostand ou Sarah Bernhardt (100 000 à 200 000 euros pour le collier « Visage de femme et glycine »). « Ce qui a passionné Sorbac, c'est de comprendre la personnalité de Lalique, formé à Paris et à Londres, et ses sources d'inspiration naturaliste, nées de ses clichés pris dans sa maison de campagne à Clairefontaine, explique Magali Teisseire, directrice du département joaillerie de Sotheby's France. Lalique était un chef d'orchestre à multiples facettes, à la fois dessinateur (à l'âge de 12 ans, il gagne son premier prix de dessin au lycée Turgot à Paris), mais aussi créateur et fabricant employant plus de trente personnes dans son atelier à Vesoul, puis Paris, avant d'ouvrir son magasin place Vendôme. La collection Sorbac dévoile aussi l'envers du décor avec des pièces plus intimes montrant son processus de création.

Cette réunion de 39 pièces souvent inédites met en valeur les matériaux novateurs comme le verre, l'écaïlle, l'ivoire, la corne ou des métaux tels l'aluminium, le bronze ou le cuivre, as-

sociés à des diamants, pierres précieuses ou or. À l'instar de ce collier « Libellules et fougères », très sculptural (250 000 à 400 000 euros), sortant des conventions de la haute joaillerie par son association de matières précieuses et non précieuses. Les pièces illustrent l'audace de cet artiste aux multiples inspirations. En témoignent le peigne « Orchidée Cattleya » (700 000 à 1,5 million d'euros) ou le collier « Grenouilles » (400 000 à 600 000 euros) ou « Hironnelles amoureuses » vers 1905-1906 (400 000 à 600 000 euros).

« Plus les pièces ont été fabriquées tôt, plus elles ont de la valeur, explique Magali Teisseire. Après de belles années en France, le marché est aujourd'hui moins européen pour Lalique. Les principaux acheteurs viennent des États-Unis, du Japon, notamment la collection Albion Art, présidée par Kazumi Ari-kawa, qui a beaucoup acheté. L'Asie est aujourd'hui émerveillée par les créations spectaculaires de Lalique. On compte des Singapouriens et des Chinois de Hongkong également. » Lalique est aujourd'hui moins à notre goût, alors qu'il émerveille les nouveaux milliardaires, fortunes émergentes des continents lointains. ■ [www.sothebys.com](http://www.sothebys.com)

**LA VIE PARISIENNE**

Telle qu'Offenbach l'avait rêvée !

Du 21 décembre 2021 au 9 janvier 2022  
Au Théâtre des Champs-Élysées

[theatrechampselysees.fr](http://theatrechampselysees.fr) | 01 49 52 50 50

BRU-ZANE.COM     

**B**  
PALAZZETTO  
BRU ZANE  
CENTRE  
DE MUSIQUE  
ROMANTIQUE  
FRANÇAISE

## L'INTRIGANT M. COLE PORTER

AU CHÂTELET, CETTE FIGURE DES ANNÉES FOLLES FAIT L'OBJET D'UN SPECTACLE MONTÉ PAR LES FRIVOLES PARISIENNES. UN RÉCIT MUSICAL, LÀ OÙ IL MÉRITAIT UN SHOW À TOUT CASSER.

ARIANE BAVELIER  
[@arianebavelier](https://twitter.com/arianebavelier)

Cole Porter a vécu à Paris de 1919 à 1939. En figure des Années folles. Il était à la fois le mari de Linda Lee Thomas, milliardaire plus âgée que lui, et l'amant de Boris Kochno, le dernier secrétaire de Serge de Diaghilev, génial créateur des Ballets russes. Avec ces ingrédients biographiques, les Frivolités Parisiennes montent un spectacle au Châtelet, « Cole Porter in Paris ». « J'ai retrouvé dans un fonds d'éditeur les chansons qu'il avait écrites en 1928 pour « La Revue des ambassadeurs », dans le Théâtre des Ambassadeurs, qui correspond à l'actuel Espace Pierre-Cardin, sur les Champs-Élysées, raconte Christophe Mirambeau, metteur en scène, auteur et musicographe, artisan de cette affaire. C'était une revue incroyablement destinée aux riches Américains. Le champagne coulait à flots et, en plus du spectacle, on dansait dans les allées. »

On aimerait retrouver cette ambiance dans le show du Châtelet. Voir respiculer la vie de cet homme extravagant qui vivait dans un hôtel particulier au 13, rue Monsieur, se levait à l'aube pour dire ses prières, partait monter à cheval, reprenait ses esprits avec un champagne au bar du Ritz, composait sur un piano blanc et rejoignait à Venise la Café Society d'Elsa Maxwell. « Cole Porter in Paris » n'en garde malheureusement que la nostalgie.

Les musiciens des Frivolités Parisiennes, dûment chapeautés, s'organisent en jazz-band installé sur un podium en escalier dans un coin de la scène. À l'autre bout, un piano et un grand escalier prolongé d'une plate-

forme haute et d'une autre en contre-bas où les chanteurs et les danseurs se mettent en scène. Quelques costumes, mais pas d'autres décors que des formes découpées. Malgré la qualité des artistes, la troupe forte d'une vingtaine de personnes semble perdue sur la vaste scène du Châtelet. Pour Cole Porter, auteur de Kiss Me Kate, Can Can ou Anything Goes, il faudrait un show à tout casser, on a un « récit musical », explique Mirambeau avec textes platelement didactiques en français sur la vie du musicien américain, qui enchaînent sur des chansons en anglais. Cole Porter flotte dans des habits trop grands. Cependant, passé la déception, le spectacle, s'il ne comble pas les regards, s'écoute du moins avec un certain plaisir.

### Une ironie élégante

Cole Porter n'est pas Gershwin. Il reste cependant l'un des maîtres de la comédie musicale américaine. Ses chansons sont à fort pouvoir émotionnel. Les gaies, les légères moussent comme du champagne. Il faut s'attarder sur le texte, les jeux de mots, les mises en abyme pour en absorber tout le sel. Boulevard Break, I'm a Gigolo, Most Gentlemen Don't Like Love, Pilot Me : Porter souligne d'une ironie élégante et plus ou moins désabusée l'émerveillement de la vie parisienne et de la modernité. Ses chansons nostalgiques vont, elles, droit au cœur. D'autant que les chanteurs et les musiciens sont excellents et que les trois hommes qui portent le personnage de Cole Porter réussissent, ainsi distribués en trio, à faire rebondir les textes. « Cole Porter in Paris », au Théâtre du Châtelet (Paris 1<sup>er</sup>), jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier.

## STYLE

THIERRY GILLIER,  
L'ENTREPRENEUR  
PRESSÉ

IL Y A VINGT-CINQ ANS, CE FRANÇAIS CRÉAIT LE VESTIAIRE DE LA BOURGEOISE REBELLE AVEC ZADIG & VOLTAIRE. AUJOURD'HUI, IL EST AUSSI À LA TÊTE D'UN HÔTEL COSY À PARIS, DES CACHEMIRE DE LUXE PELLAT-FINET ET D'UN HARAS DE PUR-SANG NORMAND. RENCONTRE AVEC UN HYPERACTIF DE LA MODE QUI NE LAISSE PAS INDIFFÉRENT.

HÉLÈNE GUILLAUME hguillaume@lefigaro.fr

Il y a du héros de Paul Morand chez Thierry Gillier. Comment aurait réagi *L'Homme pressé* s'il s'était retrouvé confiné en mars 2020? Son double contemporain, lui, s'est pris un coup sur la tête. « En quelques heures, tu te dis que tout est fini, que l'entreprise est foutue », se souvient-il. Mais le vertige ne dure jamais longtemps chez un hyperactif. « Dans les jours qui ont suivi, nous nous sommes réunis avec les équipes, nous nous sommes posés les bonnes questions, celles que se sont posées toutes les marques sur la façon de devenir vertueux. Et rapidement, nous avons découvert que les ventes en ligne avaient pris le relais des boutiques fermées... » Presque deux ans après, les affaires n'ont jamais aussi bien marché. Le président de Zadig & Voltaire, qui se définit comme « entrepreneur créatif », a tellement d'actualité qu'il a même fini par accepter de se prêter au jeu de l'interview. Exercice que cet instinctif n'apprécie guère au contraire des patrons du luxe français qui profitent de chaque micro tendu pour faire briller leur maison.

Thierry Gillier finit rarement ses phrases et cultive moins la posture d'un ex-HEC que celle d'un acteur angoissé jusque dans sa façon de parler, entre Jean-Pierre Bacri et Vincent Lindon. On se souvient d'ailleurs de Pater, ce film génial d'Alain Cavalier avec Lindon dans son propre rôle, partant dans un monologue virulent contre une boutique Zadig & Voltaire s'installant en bas de son immeuble place Saint-Sulpice. La charge, facile, a un poil agacé le chef d'entreprise qui connaît l'acteur et sa bande depuis les grandes années Castel. Mais cette anecdote en dit long sur la marque rentrée dans notre pop culture à la française, qu'on retrouve en name dropping dans *Sérotonine* de Houellebecq et *Les Bobos* de Renaud, ou sur le dos d'Iggy Pop en concert et de Jill Biden au dernier G7 - « J'ai failli l'appeler pendant tous ces mois pour avoir mon visa », plaisante-t-il. Il y a eu aussi ce tube de Helmut Fritze, en 2009, *Ça m'énerve* : « J'ai un cadeau à faire / De chez Zadig & Voltaire / Le pull où c'est marqué Rock / Mais y a la rupture de stock. » Et bien sûr, en 2011, l'inoubliable lapsus de Frédéric Lefebvre, alors secrétaire d'État chargé du Commerce, devant les caméras du figaro.fr, répondant à la question « Quel livre vous a le plus marqué? », « Zadig & Voltaire parce que c'est une leçon de vie ». « Le pauvre, on l'a harcelé des mois pour cette erreur. Un jour, je l'ai croisé à New York et j'ai remercié ! (Rires) »

Pourtant, à l'ouverture de sa première boutique en 1997, Thierry Gillier n'aurait pas parié sur l'avenir. « C'était rue du Jour (Paris 1<sup>er</sup>), je m'étais installé en face et je regardais les gens entrer et ressortir. À la fin de la journée, je me suis dit : "Voilà, c'est mort", et je suis rentré chez moi presque soulagé... Finalement, la boutique est montée en puissance et on connaît la suite.



Zadig & Voltaire printemps-été 2022



Quand on entreprend quelque chose, on ne peut pas savoir la valeur de ce qu'on va réaliser. On peut inventer tous les business plans mais à un moment, il faut se jeter dans l'eau glacée sans trop se poser de questions. »

C'est ce même postulat qui l'a décidé à transformer ses anciens bureaux en un hôtel de 32 chambres à deux pas de l'Opéra. Un endroit à part dans le paysage parisien, décoré par le duo Festen, rappelant les établissements qu'affectionne Gillier, tel le Mercer à New York, avec ce côté chaleureux, festif, joyeux, et qui d'ailleurs ne désemplit pas (en particulier, le restaurant) depuis son ouverture en septembre. On y retrouve sa passion pour le mobilier (autre point commun avec le personnage de Morand) et l'art - il a commencé sa collection en fréquentant Warhol, Haring, Basquiat et Schnabel dans les années 1980. L'hôtel n'a aucun lien avec la marque de mode si ce n'est son nom : Château Voltaire. De même que son élevage de pur-sang, à Saint-Étienne-la-Thillaye, baptisé le haras Voltaire. Étrange projet pour le développement d'un groupe de mode? Certes, mais pas pour lui. Lorsqu'il a racheté le haras jouxtant sa maison de campagne en Normandie, il a réuni ses fidèles en leur demandant de plancher sur cette nouvelle entreprise.

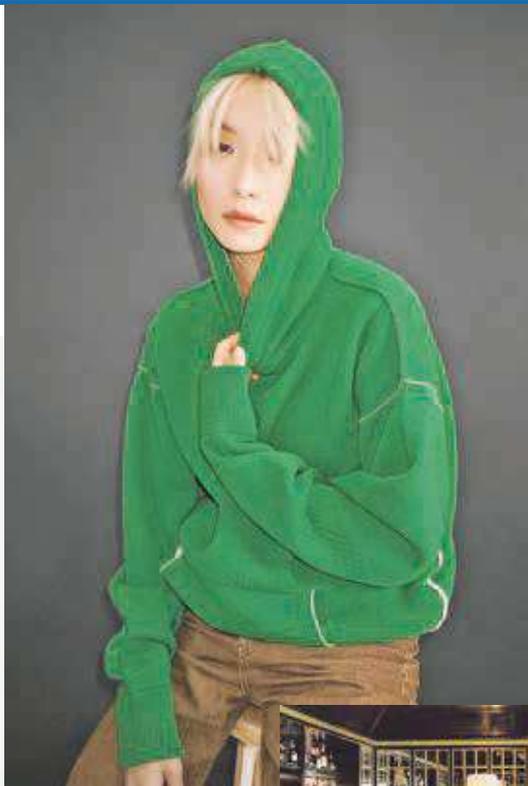
« Si tu n'as pas de projets, tu meurs. Donc j'en cherche »

« Thierry a une vision, explique Sébastien Verdeaux, son conseiller et président de Letus Private Office. Quand il s'est intéressé à ce haras, il a compris que de nombreux propriétaires y laissent leurs chevaux en pension parce que les terres étaient bonnes et qu'il y avait un environnement spécifique. Il s'est alors dit que plutôt que "faire hôtel", il pourrait fabriquer à son tour des pur-sang. Il a visité les plus grands haras irlandais et en a conclu qu'il fallait aller sur le très haut de gamme. Il a mis les moyens, et deux ans plus tard, les records de course sont tombés. » Les experts confirment que ses statistiques sont hors du commun pour un éleveur aussi « jeune ». « Certes, un haras dépend de la nature et s'inscrit dans le temps, il y a les bonnes saisons et les mauvaises, poursuit

Thierry Gillier. Mais comme un vignoble, cela reste une entreprise, avec une marque et des produits qui sortent chaque année. J'ai achevé une poulinière extraordinaire à la famille Niarachs qui ne produit que des champions. Nous avons décroché le record cette année de la vente d'un yearling. » Soit 2,4 millions d'euros, l'un des plus gros prix sur le ring des yearlings d'août à Deauville.

« Si tu n'as pas de projets, tu meurs. Donc j'en cherche », résume-t-il pour expliquer son autre récente acquisition,

Ci-dessus, de gauche à droite : Thierry Gillier; pull capuche en cachemire double, vert golf, Pellat-Finet, 2 400 € (pellatfinet.com); bar La Coquille d'or du Château Voltaire, 55, rue Saint-Roch, Paris (1<sup>er</sup>), Fred Meylan, LPF, François Halard, Zadig & Voltaire



la marque de cachemire de luxe Pellat-Finet. Une griffe qui a marqué les années 1990 avec ses pulls à tête de mort ou à feuille de cannabis, créée par un flambeur flamboyant, Lucien Pellat-Finet. Cette figure de la mode culte au Japon et chez les Anglo-Saxons (nul n'est prophète en son pays) a habillé Tom Cruise et une génération de banquiers et de rappeurs. *Nobody's perfect*, n'étant pas un grand gestionnaire, c'est désormais son ami et concurrent qui redore son patronyme. « Je n'aurais pas lancé une marque de nulle part. J'ai regardé toutes celles à racheter, il en existe beaucoup dans le monde mais peu qui marchent. Là, je pars d'un héritage, même si en termes d'entreprise, il faut tout reprendre du début... Ma règle de trois pour Pellat-Finet, c'est de travailler avec les meilleurs fabricants anglais et écossais, remonter l'histoire du cachemire et créer un produit exceptionnel. »

Coupes classiques (et donc dans l'air du temps), gamme chromatique parfaite, production en petite quantité... La première collection de pulls est déjà disponible sur l'e-shop et au Bon Marché (Paris 7<sup>e</sup>). En mars 2022 devrait suivre une boutique. Toujours pas de business plan pour l'entrepreneur, « juste prendre les clients un par un. » Il parle tout de même sur les millennials au fort pouvoir d'achat avides de logos ces dernières années et qui recherchent désormais la qualité, la durabilité, l'exclusivité et, en prime, ce truc un peu subversif propre à l'héritage de Lucien Pellat-Finet. ■

MUSÉE DE MONTMARTRE  
JARDINS RENOIR

LE PARIS DE

Dufy

DERNIERS  
JOURS

Jusqu'au 2 janvier 2022

LA MAISON DE CHAMPAGNE CHARLES HEIDSIECK MISE SUR DES CUVÉES PRESTIGIEUSES QUI ACCOMPAGNENT LES REPAS.

ALYETTE DEBRAY-AUDOUY adebray@lefigaro.fr

Si Charles Heidsieck - alias Charlie, comme l'avaient surnommé les Américains à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle - était encore de ce monde, il ferait sans doute sauter les bouchons à la manière d'un Verstappen, nouveau champion du monde de Formule1. Son champagne vient en effet de faire une année record et a vu ses ventes bondir de près de 70%. « Privé de voyages, de restaurants, les Français ont eu envie de se faire plaisir autrement. Ils se sont tournés vers la gastronomie et les vins, en ont profité pour déguster autre chose que du brut, très classique, dont l'image est associée à de grandes réceptions. Ils lui ont préféré des bouteilles plus prestigieuses, plus sophistiquées », explique Stephen Leroux, le directeur général de cette maison champenoise. Cette notoriété retrouvée, elle est aussi le fruit de plusieurs années de travail, depuis le rachat de Charles Heidsieck par Christopher Descours, « un amoureux des grands vins qui a réveillé cette belle endormie », précise-t-il. Aujourd'hui, ses champagnes sont servis dans les plus grands palais de la planète, comme le George V à Paris ou le Balmoral à Edimbourg. Du côté des consommateurs, on assiste à une « premiumisation » de la demande, dixit Cyril Brun, le chef de cave qui élabore des vins gourmands et puissants, idéal pour accompagner un repas de fêtes. Le blanc de blancs - que Charles Heidsieck a été l'un des premiers à lancer au XX<sup>e</sup> siècle, en le servant sur le premier vol transatlantique de la Paname, aux côtés du Château Haut-Brion - est un des jolis succès de la maison, qui en produit environ 60 000 bouteilles par an. « Le chardonnay, pierre angulaire de la maison de Charlie, fait partie de notre ADN. Il y a cinq ans, il était donc tout à fait logique de relancer ce vin. Nous lui avons apporté générosité et ampleur



CHARLIE PASSE À TABLE

pour lui donner à la fois de la minéralité et de la gourmandise. » Il accompagnera aussi bien un plateau de fruits de mer, des coquilles Saint-Jacques qu'un parmesan, un comté de 18 ou 24 mois. « Il y a un côté salin et légèrement gras dans ces fromages qui fonctionnent bien avec l'acidité de notre blanc de blancs », ajoute Cyril Brun.

« Une matière vivante »

Autres mets, autre cuvée : avec une viande blanche en sauce - comme une volaille aux morilles - ou un foie gras, le Blanc des Millénaires 2006 se révèle intéressant à plusieurs titres.

« Il a passé quinze ans en cave et donne tout son potentiel aujourd'hui, poursuit Cyril Brun. Rond, puissant, épanoui, généreux, il offre des arômes de fruits mûrs - de la mirabelle, des abricots, du pamplemousse légèrement confit - associé à des notes fumées. » Osons le dire, il a tout d'un grand bourgogne avec sa texture enveloppante et soyeuse, ses bulles légères qui font l'effet d'une caresse en bouche. Les crayères gallo-romaines que possède Charles Heidsieck à Reims y sont pour beaucoup. « Le champagne est une matière vivante qui, même dans une bouteille en verre, fermée, procède à de vrais échanges avec le monde extérieur. La craie diffuse des éléments qui feront partie de l'aromatique du vin. Lorsqu'il est stocké dans les caves pendant plusieurs mois, plusieurs années, ce dernier s'en imprègne et, au final, je suis convaincu que cela lui donne sa profondeur, son côté minéral et salin, explique Cyril Brun. Plus le champagne est vieux, plus cela est vrai. »

Terminons ce tour des champagnes de fêtes par le rosé, très prisé des amateurs « Curieusement, ceux qui l'apprécient le plus sont ceux qui n'aiment pas le rosé, ironise Cyril Brun. Car il va plus loin que certains concurrents, qui restent sur un goût de fruits rouges prononcés. Il offre pour sa part un panel d'arômes très larges autour de la mangue, de l'abricot sec, du gingembre confit. » Généreux, avec une belle texture, c'est un rosé de gastronomie qui se marie avec les jambons italiens ou espagnols, un peu gras, qui contrastent avec l'acidité du champagne. Son accord est également parfait avec de la mimollette vieille. Enfin, à quelques jours des fêtes, Cyril Brun aime bien rappeler que la température idéale de dégustation des bulles doit être comprise entre 9 °C et 11 °C et que celles-ci ne doivent surtout pas se boire dans une coupe mais dans un verre à bourgogne blanc pour révéler tous ses arômes. Il pêche aussi pour sa paroisse et affirme que « faire un dîner au champagne, c'est l'assurance de se réveiller frais comme une fleur ». À vérifier. ■

NOUVELLES DATES 2022



Lancez-vous dans la formidable aventure de l'écriture !

Les Ateliers d'écriture LE FIGARO littéraire

« Nous portons tous un livre en nous, un désir de texte pour soi ou à partager. Le Figaro littéraire a ouvert de nouveaux ateliers pour celles et ceux qui sont attirés par la formidable aventure de l'écriture. »



Prochain atelier MOHAMMED AÏSSAOUI ET ASTRID DE LARMINAT

Mohammed Aïssaoui est écrivain et journaliste au Figaro littéraire. Il est l'auteur de six romans et récits dont *L'Affaire de l'esclave Furcy* (Gallimard, Prix Renaudot essai 2010), *Petit éloge des souvenirs*, et des *Funambules* (Gallimard, sélection Goncourt 2020). Il a également écrit des pièces radiophoniques dont *Madame Bovary au tribunal* diffusée sur France Inter. Après une longue pratique en librairie et en université, il a fondé Les Ateliers d'écriture du Figaro littéraire.

Astrid de Larminat est critique littéraire au Figaro depuis 2004 où elle suit la littérature française et étrangère, après avoir travaillé au sein du service Société (faits divers, religions, familles...). Elle a une longue expérience de l'accompagnement personnel et de la lecture de manuscrits.

Les mardis 8 et 15 février 8, 15, 22 et 29 mars 2022 de 19h à 22h dans les locaux du Figaro

14 bd Haussmann, Paris 9<sup>ème</sup> Découvrez toutes les modalités sur : [www.lefigaro.fr/ecriture](http://www.lefigaro.fr/ecriture) ATTENTION, LE NOMBRE DE PLACES EST LIMITÉ

ALICIA DOREY adorey@lefigaro.fr

À moins d'être membre du Syndicat des antiquaires, Philippe Faure Brac ou Martin Bourboulon (réalisateur du film *Eiffel*, sorti le 13 octobre dernier), peu de chances que le nom des champagnes Eiffel soit arrivé jusqu'à vous. Et encore moins des flacons. Avec une production confidentielle d'à peine 10 000 bouteilles, la marque pensée par les héritiers de Gustave Eiffel - qui avait, dit-on, un petit faible pour le vin effervescent - est aujourd'hui limitée au marché français, absente des supermarchés, et uniquement proposée à la vente au réseau des CHR et des particuliers.

Un choix assumé, qui n'empêche pas les trois cuvées - un brut réserve, un rosé et un blanc de blancs - de remporter tous les suffrages. En l'espace de quelques semaines, le voilà donc

devenu champagne officiel de l'une des plus grosses productions cinématographiques françaises de la rentrée, et partenaire de la prochaine Biennale des antiquaires, qui aura lieu au Grand Palais éphémère. Si l'on était mauvaise langue, on pourrait croire à un simple coup de génie marketing, la simple évocation de la Dame de fer faisant encore recette. Mais alors, comment expliquer que Philippe Faure Brac, meilleur des flacons, le monde 1992 et propriétaire du Bistrot du Sommelier, sa table du 8<sup>e</sup> arrondissement, soit tombé sous le charme de ce parfait inconnu à la suite d'une innocente dégustation, jusqu'à le proposer à ses clients aux côtés des plus grandes maisons champenoises ? Alors, coup d'esbroufe ou coup de maître ? ■ **Brut Réserve Gustave Eiffel, 39 €.** **Rosé Gustave Eiffel, 45 €.** **Blanc de blancs, 55 €.** [www.champagne-eiffel.com](http://www.champagne-eiffel.com)



CHARLES HEIDSIECK

CHAMPAGNE GUSTAVE EIFFEL



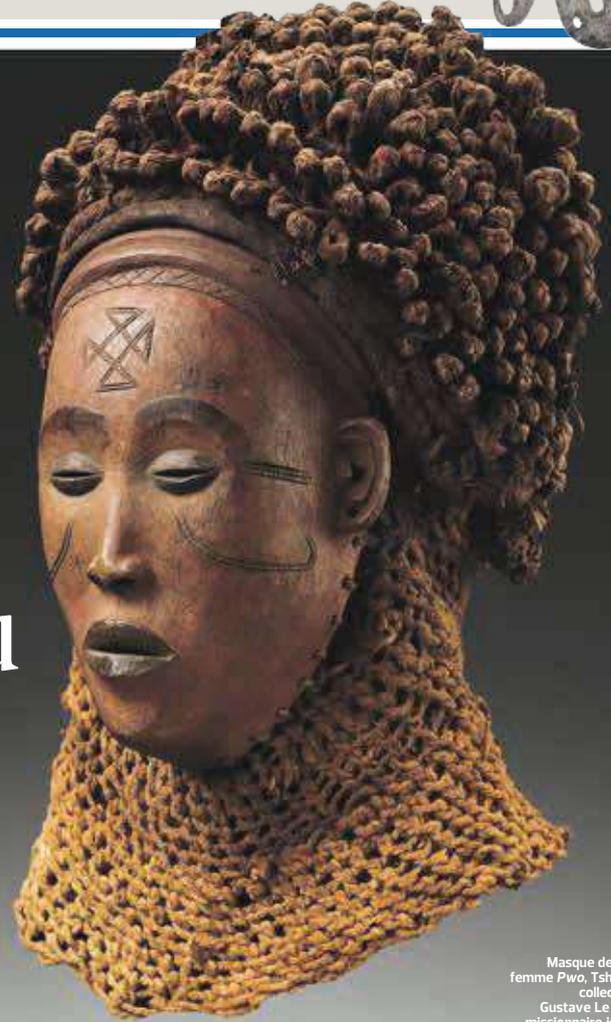
## INTERVIEW

JULIEN VOLPER, COMMISSAIRE  
DE L'EXPOSITION PAGE IVMASQUES, FÉTICHES, SABRES...  
DES OBJETS LOURDS DE SYMBOLES

PAGES II ET III

# Magique Afrique Voyage dans l'ancienne province du Bandundu

**ARTS** Par une magnifique sélection de masques, de statuettes et d'objets d'apparat, principalement venue du musée belge de Tervuren, le musée du quai Branly-Jacques Chirac ressuscite les charmes et les rituels ancestraux des cultures du sud-ouest de la République démocratique du Congo.

Masque de jeune  
femme Pwo, Tshokwe,  
collecté par  
Gustave Le Paige,  
missionnaire jésuite.

## À la découverte de la pensée animiste

**EXPOSITION** Si, parmi les 163 objets de cette sélection, certains relèvent de types très fameux, d'autres, produits de groupes culturels dont on ne sait rien ou presque, surprennent.

Immense, ancienne et diverse Afrique. Avec sa superficie trois fois supérieure à celle des États-Unis. Avec ses trois mille groupes culturels ou peuples différents ayant parlé jusqu'à un millier de dialectes distincts...

Au musée du quai Branly-Jacques Chirac, la nouvelle exposition, aussi belle que profonde et originale, rassemble un ensemble de quelque 163 masques, statuettes, objets d'apparat anciens. Elle ne se focalise que sur la partie sud-ouest de ce qui est aujourd'hui la République démocratique du Congo. Mais cette aire seule, juste au-dessous de la ligne équatoriale, striée par les rivières alimentant le Kasai, affluent du grand fleuve, et qui s'étire jusqu'au plateau angolais et ses sources, est tout de même à peu près équivalente à la moitié de la France! Là vivent désormais plus de 28 millions d'habitants car l'agglomération-capitale de

Kinshasa y est incluse. Jadis, dans ce bassin naturellement propice à la vie, la présence humaine était infiniment moindre mais elle se caractérisait par des dizaines de cultures différentes quoique poreuses.

### Une sélection cohérente

Avec le temps, les échanges, la mondialisation les ont largement arasées. Certains groupes, comme les Yaka (avec leur célèbre type de masque de jeune buffle aux yeux écarquillés), les Suku, les Pende ou les Tshokwe, bien documentés, ont été très étudiés. Leurs productions matérielles se trouvent, depuis un siècle au moins, réputées en Occident. Des expositions internationales très fréquentées les ont même consacrées, notamment en ces murs. Commissaire de la présente, Julien Volper a, par exemple, signé en 2016, toujours au

« Avec les récits oraux ou dansés, voici donc là, dans les vitrines, le meilleur et le plus éloquent de ce qu'on sait en 2021 sur ce pan de l'humanité »

Musée du quai Branly-Jacques Chirac, « Du Jourdain au Congo. Art et christianisme en Afrique centrale ». Au reste, on connaît moins l'art des Yanzi, des Buma, des Lyembe, des Sakata, des Mbala ou des Kwese, dont Volper se fait ici autant que possible l'érudit passeur. D'eux, on ne dispose que de peu de mentions anciennes, voire pas de mentions du tout. Conséquence : ils ont été à peu près oubliés des ethnologues.

Le grand intérêt de ce nouveau parcours scénographié par Maud Martinot, pensé et conçu par celui qui est sans doute aujourd'hui le meilleur connaisseur des collections ethnographiques belges, est d'appréhender ces sociétés du sud-ouest congolais dans leur ensemble. Cela grâce à une sélection cohérente de 163 objets. Avec les récits oraux ou dansés, voici donc là, dans les vitrines, le meilleur et le plus éloquent de ce qu'on sait en 2021 sur ce pan de l'humanité.

Car plus que d'être l'expression d'une créativité formelle paraissant ici inépuisable, ces artefacts s'imposent comme les rarissimes réceptacles d'une histoire animiste ; cela même s'ils datent très majoritairement de l'époque de la colonisation belge. Certes, on parlera de pièces d'art - car elles sont pleinement œuvres, expressions virtuoses de savoir-faire extrêmement raffinés.

Mais elles livrent au premier chef, à qui prend le temps de bien les observer, quantité d'informations passionnantes. Spécificités iconographiques et stylistiques communes ou au contraire propres à tel ou tel terroir, traces de rituels anciens ou disparus au sein desquels les masques passaient pour les noyaux magiques essentiels, principes de symboliques complexes, logiques de la pensée sauvage... Pour tout cela, ce n'est pas trop que de les appeler trésors. ■

ÉRIC BIÉTRY-RIVIERE

# Une immense région d'Afrique, réputée pour ses créations à teneur symbolique

**VISITE** Masques et encore armes, chasse-mouches, coupes, appuis-tête, tambours ou bijoux... Découverte des objets originaires du Congo belge, majoritairement empruntés à l'AfricaMuseum de Tervuren ou issus de collections privées.

**U**n monde de rivières, de bois, de collines, de mines. Mais aussi de formes et de couleurs imaginatives, toujours symboliques... On le découvre en pénétrant dans la nouvelle exposition en 163 objets de haute qualité plastique et historique, montée dans la Galerie est du musée du quai Branly-Jacques Chirac. Bienvenue donc dans cette aire du sud-ouest de la République démocratique du Congo. Là où jadis vivaient des dizaines de peuples différents et interconnectés.

Place d'abord aux masques. Selon les mots du commissaire Julien Volper, conservateur spécialiste de l'Afrique subsaharienne à l'AfricaMuseum de Tervuren (Belgique), ils sont ici les « ambassadeurs artistiques privilégiés » de ces cultes animistes prospères avant la période coloniale et qui, depuis, ont disparu ou du moins ont été largement uniformisées.

Les plus fameux, ceux collectionnés en Occident depuis les années 1920, sont nés chez les Yaka, les Suku, les Pende. Autant de groupes qui pratiquaient le *mukanda*. Un rituel public

durant lequel le jeune garçon était circoncis, ce qui marquait son entrée dans le monde des adultes.

Ces pièces ont été faites pour les danses. Celles qui avaient lieu à l'occasion de ces journées de fête et de faste, moments forts du groupe et qui avaient également pour vocation de rappeler à chacun les légendes et événements unificateurs. Les masques n'étaient pas alors de simples accessoires. Au contraire : portés, actifs, animés par la magie, ils ressuscitaient véritablement les grandes figures fondatrices, positives ou négatives, exerçant inmanquablement une vive et durable fascination.

Profitant de ce rendez-vous du *mukanda*, les sculpteurs se livraient à des compétitions artistiques. C'était à qui aurait créé la figure la plus expressive, ou aurait eu l'audace d'ajouter du nouveau, un surcroît de fantaisie au type convenu.

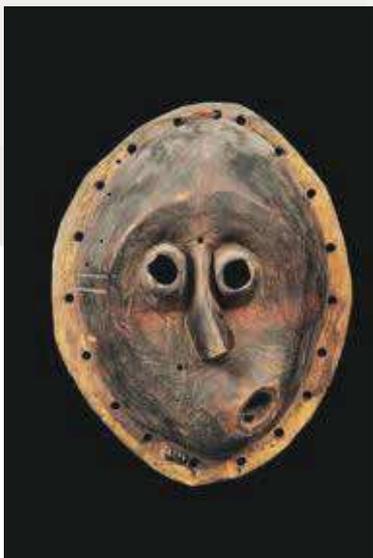
## Des pièces moins connues

Du fait du cours tragique de l'histoire ou du simple hasard voulant qu'ils aient été moins collectés que les autres, les masques des Mbala, ou encore des Kwese se trouvent en général moins montrés au public moderne. Leurs lignes et leurs coloris s'avèrent pourtant pareillement éloquentes. Et les vitrines de la galerie est qui leur ména-



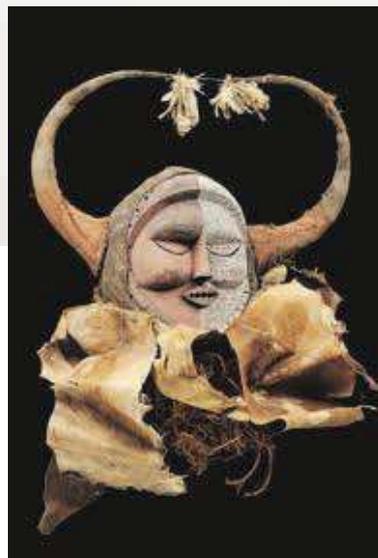
## Masque hembra

Ce masque-heaume hembra est masculin, car, contrairement aux féminins, il présente une figure d'antelope en référence à des contes populaires, des proverbes ou des récits de chasse. L'accessoire contribuait au rituel dans du *mukanda*. Un jeune circoncis kwese, ou bien l'un des adultes encadrant son initiation et son entrée dans le monde des adultes, le portait. Aujourd'hui, ce masque est conservé à Binche, au Musée international du carnaval et du masque. Le coloris en damier, jeu de pigment, dont du bleu de lessive, est très spécifique aux Kwese. Quant aux traits verticaux sous les yeux, ils pourraient évoquer les larmes versées lors de la circoncision.



## Masque pende

« Tu fais peur tu émerveilles », pourrait-on dire à l'instar d'un André Breton fasciné par une figurine océanienne. Car ce masque *bwala bwala*, sculpté par un membre du groupe pende occidental et collecté par un jésuite avant 1932, est terriblement expressif, avec ses yeux écarquillés et sa bouche de travers et en cul-de-poule. Parmi les caractères de la commedia dell'arte africaine, le *bwala bwala*, appelé également *gibolabola* (le « très laid ») synthétise le tundu, bouffon adepte de la grivoiserie et des moqueries, et le mbangu, souffre-douleur du précédent. Lui est toujours victime d'attaques de sorcellerie, et sa bouche tordue symbolise l'épilepsie.



## Masque mbala

Autre magnifique échantillon, représentatif du vocabulaire artistique de l'objet masque dans le sud-ouest du Congo, celui-ci a été collecté par un administrateur territorial vers 1939. Il a été actif au sein du peuple Mbala et pourrait bien être le personnage Luvwengi des voisins lunda si l'on considère son visage anthropomorphe et scindé par une bichromie verticale rouge et blanche. Le Luvwengi est un esprit dangereux. Il dévore tout : chèvres, tables, chaises et même des automobiles. Les extrémités de ses cornes ornées de plumes sont connectées entre elles par une cordelette, symbole d'énergie. Un peu comme une charge électrique passant par un connecteur.

Peuples du sud-ouest de la République démocratique du Congo



gent une large place réparent cette lacune de manière magistrale.

Viennent ensuite les statuettes en bois. Celles utiles avec les masques lors du *mukanda*. Celles de certains peuples qui en faisaient aussi usage lors de rites plus discrets et donc bien moins connus. Celles enfin de peuples en ayant produit presque exclusivement. Dès lors, s'esquisse une typologie : statues-poteaux, hauts-reliefs, statues à un, deux ou quatre visages... La gestuelle est également répertoriée, de la plus à la moins démonstrative ou en fonction de tel ou tel style local. Sont encore considérées les couleurs, le degré de naturalisme ou d'abstraction, les types de scarifications, de coiffures, de parures...

Le parcours détaille ensuite les usages. Rites et charmes sont expliqués autant que la connaissance ethnologique d'aujourd'hui le permet, notamment par des films ou des photographies d'archives. Ainsi cette image, très impressionnante quoique en noir et blanc, du chef d'une troupe de danseurs *Iyembes*. Il trône sur un mât, officiant à plusieurs mètres au-dessus du sol et de la foule.

Croyances et traditions résonnent également à travers certaines pièces. De même, d'autres portent en elles le souvenir d'événements historiques réels : une rébellion, la naissance d'une danse particulière, la montée en puissance d'un clan, une victoire fondatrice...

En guise de conclusion ouverte, le parcours se termine par des objets qui ne sont ni des masques ni des statues. Ils suggèrent encore, s'il le fallait, qu'on est loin de tout savoir sur les arts anciens de cette région du monde. Les vitrines regorgent ici de haches, herminettes, chasse-mouches, coupes, appuie-nuques, tambours, cannes et bijoux dont on ne sait encore que trop peu comment ils nous sont parvenus. Et plus encore de quel vocabulaire symbolique ils relevaient à l'origine. ■

## Figurine hungaan

De telles œuvres, sculptées avec raffinement dans l'ivoire d'éléphant ou d'hippopotame, étaient plus que de simples bijoux portés en pendentif. Chez les Hungaan, par exemple, elles entretenaient un lien très fort avec l'idée de renaissance des âmes. Il faut les comprendre comme des réceptacles de l'esprit d'un membre défunt de la famille, une forme d'héritage spirituel. Cette figurine féminine a été donnée au musée du quai Branly-Jacques Chirac par Guy Ladrière, ami et disciple du grand galeriste Charles Ratton (1895-1986). Ce dernier a contribué à faire connaître les arts dits alors « primitifs » dès les années 1920.



## Fétiche pindi

Utilisée lors de rituels d'intronisation chez plusieurs groupes, après avoir été trempée dans un bain d'eau chaude et d'herbes, cette statue magique collectée en 1905 à Mitshakila, près de la rivière Kwilu, est conservée avec d'autres regalia dans le trésor du chef garant de la gestion lignagère des terres.

De telles figures, fréquentes chez les Pindi, ne représentent pas des ancêtres primordiaux ou des héros légendaires, mais le pouvoir cheffal tel que le manifestent les domestiques et gens de la cour. Seul le chef est autorisé à les toucher. Il doit les invoquer en cas de guerre, d'épidémie, de mauvaise récolte, d'affaires judiciaires importantes et lors des chasses.

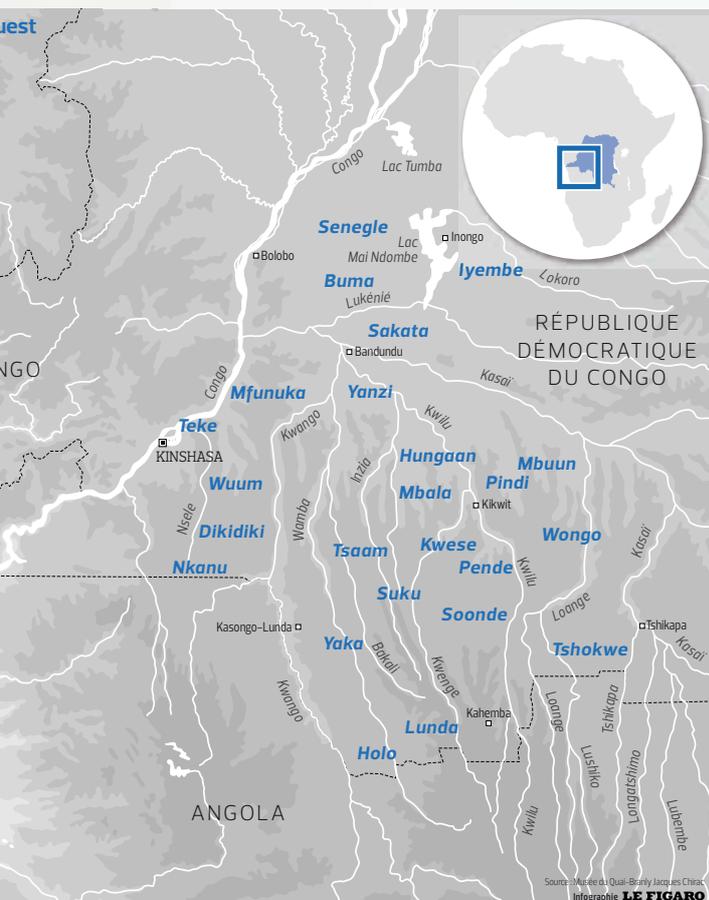
## Sabre d'apparat

Cette arme, *mbala* (?) ou *kwese* (?), très atypique, possède une lame d'allure serpentine qui semble être une variante raffinée de celles des sabres courbes utilisés par les Teke. Venue d'une collection privée américaine, elle est passée entre les mains de Marc Leo Felix, expert belge en art africain, collectionneur et marchand d'art, qui a vécu dans les années 1960 au Nigeria, au Gabon et au Cameroun. Sur place, il a pu constater que s'il existait des chefs sculpteurs, il existait aussi des chefs forgerons. Et que, tandis que les petits continuaient d'exercer leur activité artisanale, la plupart des grands ne pratiquaient plus la forge une fois intronisés. Ils conservaient cependant certaines reliques de leur ancienne profession, notamment la pierre grise tenant lieu d'enclume comme emblème de leur pouvoir sacré.



## Statuette yaka

Elle représente une personne bien identifiée : Khaa Islimbi, qui souffrait d'une paralysie des membres inférieurs et qui est décédé en novembre 1941. Chez les Yaka, Islimbi avait la réputation de pouvoir intercéder auprès des ancêtres et de certains esprits. On faisait notamment appel à lui pour résoudre les différends liés aux successions. Après la mort de ce gardien de la mémoire fort vénéré, un praticien a ajouté sa figure dans un sanctuaire de chef, résumé de la structure politique locale. Dans les mois suivants, sa pièce a été collectée par le jésuite ethnologue Léon de Beir, qui avait connu Islimbi et consigné l'histoire de sa vie. Elle est entrée en 1998 à l'AfricaMuseum (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren).



## IV MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC

## Julien Volper: «L'histoire précoloniale de l'Afrique centrale est encore peu étudiée»

**INTERVIEW** Les objets de l'AfricaMuseum (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren) gardent la mémoire des mythes, codes et hauts faits des sociétés traditionnelles de cette région du monde.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ÉRIC BIÉTRY-RIVIERRE

Ce conservateur des collections ethnographiques du Musée royal de l'Afrique centrale, à Tervuren (Belgique) et maître de conférences en histoire de l'art de l'Afrique à l'Université libre de Bruxelles, est le commissaire de l'exposition.

LE FIGARO. - Pourquoi ce titre, «La part de l'ombre», pour cette exposition sur les sculptures du sud-ouest du Congo ?

Julien Volper. - Certes il n'est pas rare que des œuvres de cette zone géographique soient présentées au public. Ainsi les masques yaka, suku ou même shokwe. Mais certains masques comme la statuette restent dans l'ombre. Pour ces pièces, les recherches font défaut, par amnésie volontaire ou parce qu'elles sont peu ou pas documentées, certaines populations ayant attiré plus que d'autres les regards ethnographiques... L'ombre, c'est aussi le mystère de rites privés et/ou pratiqués par une part restreinte de la population. Contrairement, par exemple, au *mukanda*, rituel fort généralisé et public de l'initiation masculine. La part de l'ombre, ce sont enfin des événements historiques mal connus et que nous évoquons à travers certains objets qui en conservent la mémoire. Comme la bataille qui s'est déroulée dans la plaine de Zuvu A Vumvu, pendant le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant la période coloniale. Les conquérants Lunda y ont été défaits par les forces du souverain suku, alliées à celles des Mbala et Ngongo. D'une manière générale, cette profonde histoire précoloniale de l'Afrique centrale est encore peu étudiée.

Quelle est la cohérence des différents peuples évoqués au fil du parcours ? Certes, ils sont nombreux. Mais ils ont eu des rituels communs. J'ai parlé du *mukanda*. Et puis certaines cultures ont adopté des traits iconographiques, voire stylistiques, de leurs voisins. Les



«Même s'il n'existe pas de pièces signées dans cette région de l'Afrique, on peut parler d'artistes en ce sens qu'ils ont développé un véritable plaisir esthétique dans l'ornementation»

JULIEN VOLPER

sculpteurs teke étaient par exemple fort réputés bien au-delà de leur territoire pour la qualité de leurs objets magiques qui faisaient l'objet d'un commerce régional.

À quoi servaient les masques et les statuettes ?

Tout n'était pas que fétiche, c'est-à-dire objet à but de rituel religieux. Certaines pièces que nous présentons n'ont jamais été chargées de magie. C'est par exemple le cas d'un lion iyembe qui n'est qu'un accessoire chorégraphique, un décor de théâtre. Au siècle dernier, lorsqu'on assistait au *bobongo*, joute intervillageoise combinant incantations sacrées, contes et démonstrations acrobatiques à l'image d'un carnaval populaire, il n'était pas rare, surtout chez les Iyembes, de voir

apparaître un crocodile, une antilope ou un autre animal sculpté, pour le plus grand plaisir des spectateurs.

Qui sont les sculpteurs ? Et comment travaillaient-ils ?

Même s'il n'existe pas de pièces signées dans cette région de l'Afrique, on peut parler d'artistes en ce sens qu'ils ont développé un véritable plaisir esthétique dans l'ornementation. Enfin, certains sculpteurs ont même pris l'art pour l'art, lorsque par exemple ils ont exploité l'aspect anthropomorphe naturel d'une branche, d'une racine. Et ont travaillé au couteau et à l'herminette ces fourches, ces sinuosités, ces entrelacs pour en faire surgir ce sens. Ce genre de pièces observé chez les Yaka, les Suku, les Yanzi, les Buma ou encore les Pindi a pu connaître un rôle rituel ou

social. Mais d'autres n'ont eu aucune fonction précise et tenaient lieu de divertissement. On note ici un incontestable plaisir de créer.

Comment les autochtones voyaient-ils l'étranger ?

Parfois comme le non-civilisé, ignorant les codes. Cela s'exprime souvent avec humour. Par exemple, le personnage de Katoyo et les nombreux caractères existants dans les mascarades shokwe. Son masque de dérision, dont les traits grossiers pouvaient être ceux d'un européen, est un visage buriné par le soleil. Celui qui dansait avec, lors des cérémonies de circonscription, mimait des comportements sexuels outranciers. De manière générale, Katoyo est laid, sent mauvais, porte des vêtements étranges et n'a aucune bienséance. ■

## PRATIQUE

### ● LA PART DE L'OMBRE. SCULPTURES DU SUD-OUEST DU CONGO

Du 14 décembre 2021 au 10 avril 2022  
Musée du quai Branly-Jacques Chirac  
37, quai Branly (Paris 7<sup>e</sup>)  
01 56 61 70 00  
www.quaibrany.fr  
Commissaire : Julien Volper, conservateur des collections ethnographiques de l'AfricaMuseum (Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique) et maître de conférences en histoire de l'art de l'Afrique à l'ULB (Bruxelles, Belgique).  
Scénographie : Maud Martinot.

● CATALOGUE  
Coédition Musée du quai Branly-Jacques Chirac / Skira, 176 pages.

● AUTOUR DE L'EXPOSITION  
■ Visite guidée (1 heure).

■ Exposition en partenariat avec l'AfricaMuseum (musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren).

● ACCÈS  
Métro : ligne 9, stations Iéna, Alma-Marceau ; ligne 6, station Bir-Hakeim. RER : ligne C, station Pont-de-l'Alma. Bus : ligne 42, arrêt Tour-Eiffel ; lignes 63, 80 et 92, arrêt Bosquet-Rapp ; ligne 72, arrêt Musée d'art moderne-Palais de Tokyo. Parking : 25, quai Branly (Paris 7<sup>e</sup>).

● HORAIRES  
L'exposition est ouverte les mardis, mercredis, vendredis, samedis et dimanches de 10h30 à 19 heures ; les jeudis jusqu'à 22 heures. Fermeture le lundi (en dehors des vacances de fin d'année et d'hiver).

## Une longue lignée de collecteurs

Qui furent ceux qui ont extrait de leur milieu d'origine les pièces présentées au sein de l'actuelle exposition ? La zone sud-ouest du Congo a connu beaucoup de collecteurs. Tout commence, à petite échelle et ponctuellement - au hasard des curiosités -, avec les premiers explorateurs, guerriers ou évangélistes. D'abord des Portugais, actifs dès le XVI<sup>e</sup> siècle et renvoyés au XVIII<sup>e</sup>. Puis des missionnaires et colons belges, à la demande de Léopold II.

Un Léon Guiral (1858-1885) les précède de peu. Ce Français, ancien compagnon de route de Pierre Savorgnan de Brazza - l'homme qui a donné son nom à Brazzaville (l'actuelle capitale de la République du Congo) -, décrit par exemple un fétiche de chef teke. Cet intérêt, quoique marqué, est encore relativement imprécis. Les premières observations scrupuleuses de pratiques teke ont été rédigées une génération plus tard. Quand, par exemple, un autre Français, Robert Hottot (1884-1939), a consigné pour le Musée national d'histoire naturelle de Paris la fabrica-

tion, les catégories, les fonctions et la consécration des statues rituelles de ce groupe.

Mais, à cette époque, ceux qui connaissent, enregistrent et collectent le plus les us, coutumes et objets, ce sont majoritairement les hommes d'Église. Ces missionnaires ont parfois fait leur vie sur place. Ainsi le père jésuite Léon de Beir (1903-1983).

### Troc et argent

Par ses écrits, il a contribué à mieux faire connaître les différents aspects culturels des peuples relevant du vicariat du Kwango. Il s'est intéressé à la religion, à la société et à l'histoire des Yaka, parmi lesquels il a vécu. Dans les années 1930, il se trouvait en contact avec le Musée de Tervuren, lui envoyant au total une bonne centaine d'objets.

Progressivement est venu le temps des ethnologues. Parmi eux, deux Allemands, Leo Frobenius (1873-1938) et Hans Himmelheber (1908-2003), qui ont marqué l'histoire des arts africains.

Eux peuvent être considérés comme les plus importants collecteurs durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Leurs acquisitions figurent aujourd'hui dans de nombreuses collections publiques et privées.

Le premier a effectué pas moins de douze expéditions scientifiques en Afrique subsaharienne, réunissant pour le seul Congo, parfois par le troc, plus de 8000 objets. Jamais il n'a considéré que ceux-ci pouvaient être artistiques. Il les estimait uniquement en fonction de leur intérêt pratique ou symbolique. Mais notons aussi que ses écrits ont influencé les chantes de la négritude tels que Cheikh Anta Diop, Léopold Sédar Senghor ou Aimé Césaire. Relevant de la génération suivante, Himmelheber a, lui, à son actif quatorze voyages d'étude (et 3000 objets ramené du Congo, cette fois tous payés avec de l'argent). Dans ses articles, il est l'un des premiers à analyser la culture matérielle du continent en prenant en compte les artistes qu'il a rencontrés et leur vision. Il a ainsi interviewé deux douzaines de créateurs de masques, de

sculpteurs ou de tisserands dans les régions chokwe, kuba et yaka ; recueillant des détails sur les formations, les parcours, les processus créatifs et les principes esthétiques, quand Frobenius ne voyait là que tel ou tel style « tribal » traditionnel anonyme. Au demeurant, ces deux personnalités ont ceci de commun qu'elles n'ont jamais occupé d'emploi durable dans un musée ou une université. En conséquence, ils ont fait commerce de l'art pour vivre et financer leurs recherches. « Ces activités de collecte se sont déroulées dans le climat général d'inégalité de pouvoir entre les maîtres coloniaux et les sociétés colonisées », rappelle Julien Volper. Incarnant les nouvelles recherches, comme la prise en main par les Africains de leur histoire, un Alphonse Lema Gwete a soutenu sa thèse de doctorat en 1978. Portant sur la statuette teke, celle-ci passe encore aujourd'hui pour le travail le plus abouti sur la question. Et a ouvert à ce chercheur décédé en 2004 les portes de l'Institut des Musées nationaux du Zaïre, dont il a été directeur. ■

E. B.-R.

# TÉLÉVISION

## ZAPPING

### L'APPEL DE NAPLES

Gomorra, la série créée par Roberto Saviano (photo) est de retour. La saison 5 est diffusée sur Canal+ à partir du 3 janvier 2022, tous les lundis à 21 heures à raison de deux épisodes par soirée, également disponibles sur Mycanal. De quoi se replonger dans l'univers impitoyable de la mafia napolitaine au fil de dix volets inédits. L'occasion



LUCA BRUNO/CP

de retrouver Genny, qui a tout quitté. Traqué par la police, il vit caché dans un bunker. Enragé contre ceux qui l'ont fait tomber, il n'a plus qu'un seul allié : l'impitoyable patron de Ponticelli qui cherche à se venger après vingt ans de prison. Genny se prépare à une nouvelle guerre contre ses ennemis et notamment Ciro, qui est toujours vivant.

### L'ANIMATION TRICOLEURE AU SOMMET

Le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) a mandaté une société américaine pour évaluer la place prise par l'animation française en 2020 sur les chaînes de télévision étrangères (plus de 1100 chaînes concernées dans 14 pays, de l'Australie au Brésil en passant par le Canada, l'Espagne ou la Suède). Il en ressort que dans tous les pays européens (à l'exception du Royaume-Uni où elles sont troisièmes), les séries d'animation françaises arrivent derrière celles réalisées aux USA. Devançant ainsi l'animation britannique et japonaise. Le CNC se doutait de cette position forte de premier opposant aux productions américaines mais ne l'avait encore jamais concrètement mesuré. Pour les séries d'animation : le Canada, l'Allemagne et l'Espagne sont les pays à avoir diffusé le plus de dessins animés tricolores. Les trois séries françaises les plus diffusées sont *Pyjamasques*, *Molang* et *Gigantosaurus*. Pour les longs-métrages français d'animation, le Canada, la Pologne et l'Espagne en diffusent le plus. Et l'on retrouve dans le trio de tête *Astérix : le secret de la potion magique*, *Terra Willy* et *Ballerina*.

ARIANE BAVELIER [abavelier@lefigaro.fr](mailto:abavelier@lefigaro.fr)

Juin 2020 : les danseurs reviennent au Palais Garnier après trois mois de confinement. Juillet 2021, ils retrouvent leur public à l'Opéra Bastille en dansant *Romeo et Juliette*. Priscilla Pizzato saisit avec sa caméra cette année si spéciale dans *Opéra de Paris, une saison (très) particulière*. « Un danseur qui ne travaille pas un jour, il le voit. Deux jours, son prof le voit, trois jours, le public le voit », dit l'un d'eux. Dans les studios du Palais Garnier, on remet les chaussons avec prudence. « Vous avez besoin de quoi ? », interroge Aurélie Dupont. « De transpirer, d'avoir des crampes », énonce l'étoile Amandine Albisson. Paul Marque veut retrouver ses muscles et son cardio. Élisabeth Maurin et Andrey Klemm, professeurs, rappellent qu'en ces premiers jours de reprise, les danseurs n'ont pas le droit de sauter. « En appartement, on ne pouvait pas le faire. Déjà que les deux étages du dessous étaient au courant du moment où nous finissions le cours ! », dit Mathieu Ganio.

Voilà les danseurs qui commencent à répéter *La Bayadère*. Clotilde Vayer, maîtresse de ballet, détaille son admiration pour cette pièce. Elle est masquée comme les danseurs. « Pour *Rudolf Nouriev*, le corps de ballet c'est la star. Regardez les ombres : elles sont 32, on n'en voit qu'une », dit-elle.

#### Aux côtés des étoiles

Priscilla Pizzato pose les bonnes questions et attrape les bons plans. Un coin de ciel bleu par les fenêtres circulaires du Palais parées d'une lyre dorée. Les studios s'ornent du joli désordre des danseurs. Hugo Marchand, qui travaille Solor, saute plus haut que le piano et s'effondre avant la fin de son manège de doubles assemblés. Le bonheur de retrouver le Palais Garnier se déchiffre dans les images. Les danseurs ne ménagent pas leur peine. Ils détaillent leurs douleurs. La caméra saisit leur enthousiasme : se retrouver ensemble, se mesurer, présenter leur travail. Dorothee Gilbert file le rôle de Nikiya devant toute



Aurélie Dupont face aux danseurs de *Romeo et Juliette*. Le bonheur de retrouver le Palais Garnier se lit sur les images tournées par Priscilla Pizzato.

EXHIBITIO-OPERA DE PARIS-FONDATION RODOLP NOURIEV/F7TV

## OPÉRA DE PARIS UNE SAISON DE DANSE EN ENFER

PRISCILLA PIZZATO FILME AVEC VIRTUOSITÉ LE RETOUR AU TRAVAIL DES DANSEURS APRÈS TROIS MOIS DE CONFINEMENT.

la compagnie. Et Paul Marque, l'Idole dorée. Ovation. La réalisatrice filme avec silette : corps jeté en arrière, mains levées en prière, Amandine Albisson danse la variation du serpent. La caméra capte la poignante supplication. La mort rôde. Clotilde Vayer se superpose à Albisson. Elles marquent l'une et l'autre les mouvements. Clotilde réclame de l'ampleur. Amandine bouge à peine. Rôles inversés. Au loin, le couchant incendie la tour Eiffel.

La compagnie arrive sur la scène de Bastille. Quatre jours avant la première, le couperet tombe : les théâtres ne rou-

vront pas. « Ce qui rend le plus malade, c'est de devoir interrompre une carrière déjà si courte », confie Hugo Marchand. Le spectacle sera filmé. Un silence étrange accueille les variations. Sur proposition d'Aurélie Dupont, Alexander Neef nomme Paul Marque étoile. De liesse, les danseurs s'étreignent. Les retrouvailles avec le public ont lieu en juin, pour *Romeo et Juliette*. Sae Eun Park est nommée étoile. On gardera longtemps les images de la danseuse dévastée par la colère et le chagrin. La bouche contractée sur des cris muets. Une Juliette d'exception. ■



Geralt de Rive (Henry Cavill) et la princesse Ciri (Freya Allan) se trouvent enfin réunis.

KATALIN VERMES/NETFLIX

## « THE WITCHER », PAS SI SORCIER

CETTE SECONDE SAISON EXPLOITE ENFIN LE POTENTIEL DE LA SAGA ET LA LIBÈRE DES STÉRÉOTYPES.

CONSTANCE JAMET [@constancejamet](https://twitter.com/constancejamet)

Dans la course au prochain grand univers fantastique déclinable à l'infini « à la *Game Of Thrones* », Netflix a misé sur *The Witcher*, adaptation de la saga du romancier polonais Andrzej Sapkowski et du célèbre jeu vidéo. Le démarrage en flèche fin 2019 ne suffisait pas à masquer un résultat brouillon : une intrigue perdue dans une triple temporalité, des personnages esquissés à gros traits à l'image du héros mutant chasseur de monstres grognant sous sa perruque vif-argent (pauvre et monolithique Henry Cavill). Faute de mythologie, *The Witcher* in-

fligeait une surenchère de créatures repoussantes et de batailles sans queue ni tête. La suite, en ligne ce vendredi, était sur les rails pour s'enfoncer plus loin encore dans la série B. Divine surprise, ces huit épisodes remettent d'équerre l'édifice et dépassent les stéréotypes du guerrier, de l'élu malgré elle et de la magicienne en mauvaise posture.

#### Réservoir comique

« L'idée de cette seconde saison est de faire intégrer les personnages et de leur faire retrouver leur humanité », assume Lauren Schmidt Hissrich. Bonne joueuse, la créatrice fait même allusion dans la série à ces débuts alambiqués. Enfin réuni avec la princesse Ciri, qu'il a juré de protéger,

Geralt de Rive l'emmène à Kaer Morhen, forteresse où s'entraînent ses semblables. Le tueur de démons, si loup solitaire, se dote d'une fibre paternelle et retrouve son mentor Vesemir (Kim Bodnia, *Killing Eve*). Dans ce monde de mœurs, la jeune femme aux pouvoirs insaisissables bouleverse les équilibres et s'aguerrit. Un réservoir comique qui tranche avec l'odyssée sombre de l'enchantresse Yennefer, prisonnière de guerre après ses prouesses à la bataille de Sodden.

Levant le pied sur la nudité et le sang, *The Witcher* canalise son potentiel épique et livre des enjeux compréhensibles et touchants. Mention spéciale à son poétique épisode d'ouverture *Un grain de vérité*, variation gothique de *La Belle et la Bête*. ■



### MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

#### PROBLÈME N° 5851

##### HORIZONTALEMENT

1. Rendu confus. - 2. Membre d'un club huppé. - 3. Cucul et neuneu. - 4. A étouffé en l'air. Note. - 5. Double pour faire la fête au Bois de Boulogne. Fragment de Bonnard. - 6. Une fleur pour l'accordeoniste... - 7. Une bonne réplique de théâtre. Fierté de scout. - 8. Du Sengal à l'Algérie. Grande surface pour les courses en Anjou. - 9. Pour la pression ou dans la chanson. Vomir. - 10. Loin dans la suite. - 11. Indien du Colorado. Allège. - 12. À qui l'on a donné congé.

##### VERTICALEMENT

1. Il crée l'événement. - 2. Disposition des hommes de Romains (deux mots). - 3. Décides à la cour. Beaucoup de bruit pour ça, chez Shakespeare. - 4. Barboteuse. Portée par des infatigables. - 5. Exigent la priorité. Grand marcheur dans les cols. - 6. Après de Tintin, c'est le grand frère de Milou. Apparu. Commune du Loiret traversée par le canal d'Orléans. - 7. Sa capitale est Fortaleza. Fait régulièrement acte de constrictor. Le coin de l'œil. - 8. Ensembles de zones sensibles.

1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 5850

HORIZONTALEMENT 1. Présents. - 2. Régénéré. - 3. Éviction. - 4. Lanterne. - 5. Élée. Dés. - 6. VO. Spart. - 7. Ère. Char. - 8. Mital. lo. - 9. Esaiü. - 10. Ne. Bout. - 11. Traineau. - 12. Sainr-Nom.

VERTICALEMENT 1. Prélèvements. - 2. Revalorisera. - 3. Égine. ETA. Ai. - 4. Sectes. Aubin. - 5. Ente. PCL. Ont. - 6. neirdaH. Ouen. - 7. Trônerai. Tao. - 8. Senestrorsum.

### MOTS MÉLANGÉS

RCT JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ACIDE	CYBERCAFÉ	HILE	OBÉIR	REPORTEUR
ANTIVOL	DEGRÉ	LAME	POURRI	RUFIAN
ARISER	ENLAIDIR	LAVABO	QUOTA	SALARIAL
BACTÉRIE	EXACT	MERLE	RADOUB	TRINGLE
BARBUE	FAVORABLE	MÉTÉO	RAILLERIE	TURQUOISE
CROONER	GIBET	MOBILISER	REMLAI	

R	F	M	L	G	L	T	R	R	C	E	R	I	L	B
U	I	A	O	A	E	Q	U	Y	I	E	U	R	A	A
E	A	D	V	B	U	F	B	R	S	E	A	R	I	C
T	L	A	I	O	I	E	E	I	Q	D	B	U	R	T
R	B	G	T	A	R	L	R	N	O	U	M	O	A	E
O	M	A	N	C	L	A	I	U	E	E	O	P	L	R
P	E	G	A	I	A	N	B	S	R	N	T	I	A	I
E	R	F	A	D	R	X	E	L	E	H	E	S	E	E
R	E	R	G	E	D	T	E	R	E	R	L	A	M	E

1	6	9	2	7	3	8	4	5
7	3	4	6	5	8	2	1	9
5	8	2	1	9	4	6	3	7
8	9	3	4	6	2	5	7	1
2	1	7	5	3	9	4	6	8
4	5	6	7	8	1	9	2	3
9	4	1	3	2	5	7	8	6
6	2	8	9	1	7	3	5	4
3	7	5	8	4	6	1	9	2

9	7	1	8	6	3	5	4	2
3	6	4	1	5	2	9	7	8
5	2	8	7	9	4	6	1	3
8	4	3	9	2	1	7	6	5
1	9	7	6	3	5	2	8	4
6	5	2	4	8	7	3	9	1
2	1	9	5	7	8	4	3	6
4	3	6	2	1	9	8	5	7
7	8	5	3	4	6	1	2	9

#### SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont : LASCAR - PAPOTE - CHAMAN.



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appi TV Mag



**TF1**

**21.05**  
Vendredi, tout est permis avec Arthur



Divertissement  
Prés. : Arthur. 2h40. Noël. Ge soir, Denitsa Ikononova, Cartman, Iris Mittenaere, Tom Villa, Franck Dubosc, Virginie Hocq, Arnaud Ducret ainsi que les danseuses du Moulin Rouge sont les invités d'Arthur.

**23.45** Vendredi, tout est permis avec Arthur. Divertissement. Pyjama.

---

**CANAL+**

**21.10**  
Un garçon nommé Noël  
Film. Jeunesse



GB. 2021. Réal. : Gil Kenan. 1h45. Avec Henry Lawfull. Inédit. En Finlande, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un garçon prend la route du Grand Nord, sur les traces de son père. Lui-même parti à la recherche du légendaire pays des Elfes.

**22.54** Le voyage de Dr Dolittle. Film. Jeunesse. Avec Robert Downey Jr.

**G8**

**20.40** Touche pas à mon poste!  
**21.20** Le grand bêtisier  
Divertissement. 1h40. Inédit. Pour se divertir en famille, rien de tel qu'une compilation des moments de télévision les plus amusants.

**23.00** Enquête sous haute tension. Magazine. Exhibitionnisme, agressions, cambriolages : 100 jours avec les gendarmes de Saint-Tropez.

**france.5**

**20.00** C à vous la suite. Talk-show.  
**20.55** Opéra de Paris, une saison (très) particulière  
Docu. Fra. 2021. Réal. : Priscilla Pizzato. Inédit. La pandémie de Covid-19 a tenues danseuses de l'Opéra national de Paris éloignés de la scène pendant de longs mois.

**22.05** Roméo et Juliette. Ballet. Enregistré à l'Opéra Bastille.

**france.2**

**21.05**  
Les petits meurtres d'Agatha Christie



Série. Policière  
Fra/Sui. 2021. Avec Arthur Dupont. Mourir sur scène. Inédit. Pendant la tournée de Nelly & Sky, un guitariste meurt, écrasé par un projecteur. C'est Sky qui était visé, comme le prouve une deuxième tentative de meurtre.

**22.45** Les petits meurtres d'Agatha Christie. Série. Policière.

---

**arte**

**20.55**  
La bonne conduite  
Téléfilm. Humoristique



Fra. 2021. Réal. : Arnaud Bédouet. 1h35. Avec Naïla Harzoune. Inédit. De retour dans la cité où il a grandi, un militaire prend l'interim de l'auto-école de son père, gravement malade. Mais il n'est pas prêt pour cette mission.

**22.30** Nueva York : Une histoire musicale du New York latino.

**W9**

**19.50** Les princes et les princesses de l'amour. Télé-réalité. Prés. : Magali Berdah. Épisode 15. Inédit.  
**21.05** Enquête d'action  
Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h35. Pompiers de Paris : au cœur d'une unité d'éte. Un an aux côtés des Sapeurs-Pompiers de Paris, qui veillent sur la capitale jour et nuit.  
**23.00** Enquête d'action. Magazine.

**RMC DÉCOUVERTE**

**20.20** Alaska : La dernière frontière.  
**21.05** J'ai rêvé dormir chez vous  
Documentaire. Fra. 2014. Réal. : Antoine de Maximy. Espagne. Après un passage à Madrid, chez les locaux puis à Séville en pleine feria, Antoine se rend dans les Pyrénées espagnoles.  
**22.05** J'ai rêvé dormir chez vous. Documentaire. Indonésie.

**france.3**

**21.05**  
La boîte à secrets Magazine



2h10. Inédit. Pour ce nouveau numéro de «La boîte à secrets», Faustine Bollaert accueille Chantal Goya, Hélène Segara et Bénabar. Les invités ont le plaisir de découvrir des surprises réalisées sur-mesure avec la complicité de leurs proches.

**23.15** La bande originale des lumières. Prés. : André Manoukian. Inédit.

---

**6**

**21.05**  
La Belle et la Bête  
Film. Fantastique



EU. 2017. Réal. : Bill Condon. 2h09. Avec Emma Watson. Inédit. Voulant sauver la vie de son père, une jeune femme devient la prisonnière d'une créature monstrueuse. Elle va découvrir que les apparences sont trompeuses.

**23.30** Maison à vendre. Magazine.

**TMC**

**20.10** Quotidien. Div. Inédit.  
**21.15** L'année du silence  
Divertissement. 1h45. Inédit. La rubrique «Silence» de l'émission «Quotidien» se transforme en version XXL. L'occasion de revivre tous les événements d'une année 2021 chaotique et bruyante.  
**23.00** 90<sup>e</sup> Enquêtes. Magazine. Prés. : Tatiana Silva.

**HISTOIRE**

**20.15** Historiquement Show.  
**20.50** Une révolution politique 1969-1983  
Documentaire. Fra. 2020. Réal. : Florent Leone. 1h25. Entre 1969 et 1981, gaullisme et communisme étaient supplantés par le libéralisme et le socialisme.  
**21.50** La Centrale, une histoire de l'anti-communisme? Documentaire.

**À LA DEMANDE**

**NETFLIX**  
Impardonnable



Film. Il y a vingt ans, Ruth Slater a tué un policier. Aujourd'hui, elle sort de prison, déterminée à retrouver sa petite sœur, qu'elle avait élevée, mais qui a depuis été prise en charge par une famille adoptive. Qu'est-elle devenue ? Cependant, Ruth se heurte à ses anciens proches : la société n'est pas près de lui pardonner son passé. Un rôle à contre-emploi pour Sandra Bullock, entourée d'une pléiade de seconds rôles de qualité, comme Viola Davis, Vincent D'Onofrio et Jon Bernthal. Le film, adapté d'une série britannique de la fin des années 2000, aborde tous les sujets sensibles de l'Amérique post-George Floyd : le système judiciaire, le système carcéral, le racisme, le crime et la rédemption.

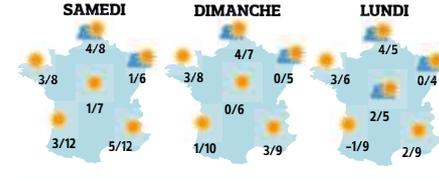
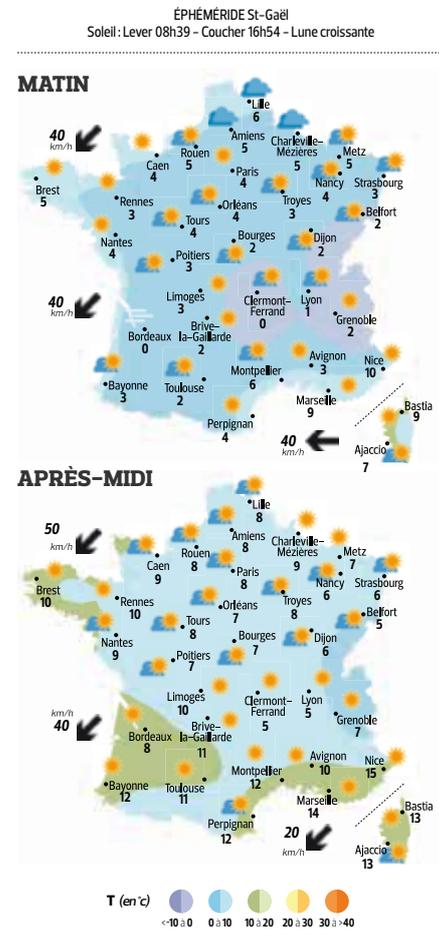
**FIGARO / LIVE**

**Aujourd'hui**  
vendredi 17 décembre  
sur lefigaro.fr

→ 12 heures : « Le Buzz TV » (avec TV Magazine)  
- Invite : Sébastien Cauet, animateur de « C'Cauet » sur NRJ et créateur de Podcast Story. Interview menée par Sarah Lecoeuvre et Damien Canivez.

→ 18 heures : « Points de vue », l'émission de décryptage de l'actualité présentée par Vincent Roux.  
- Avec Guillaume Roguette, directeur de la rédaction du Figaro Magazine, Victor Boury, directeur général de Backbone Consulting, et Bénédicte Luitaud, journaliste au Figaro, pour son livre Femmes de papes (Éditions du Cerf).

→ Chaque lundi à 19h 30, « Audition publique », l'émission politique de Public Sénat, de LCP-Assemblée nationale et du Figaro, animée par Elizabeth Martichoux, avec Brigitte Boucher (LCP), Steve Jourdain (Public Sénat), Yves Thread (Le Figaro) et Vincent Roux (Le Figaro).



la chaîne météo      lachainemeteo.com

Par téléphone : **3201**      Par téléphone : **LIVE 24/24**      Sur L'APPLI **GRATUITE**      La chaîne Météo

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N°3085

FEMME DU SEIGNEUR	FAIT LE COUPLE	BOISSON AVANT LE REPAS	AUTEUR DE CANS	PORCE-LANE D'ALLEMAGNE	MANUEL DE LECTURE	JUSTE UNE LARME	ALCOOL À BRÛLER	OISEAU BAVARD	TERMINAL-SONDE	FOURRE PIQUANT	CANTON VOISIN	UN PLUS MUSICAL
GAR-NEMENT	S'ÉPRENDRE (S)	CHAMPION	MIS DE NIVEAU	TEL GUIL- LAUME	TROUVER LA CLÉ	EQUIPEE D'UN FUSIL	COURTS COURS	DIVINITE	ARRIVE APRÈS	BAIE PEU PROFONDE	FERME LES YEUX	
AJOUTER DE L'OUZOU			A EN HORREUR	JOUER DU SIFLET	ERRAS	ROGNA SUR TOUT	TENTONS	COR- NEUMISE	EMETTEUR LUXEM- BOURGEOIS	BIEN PLACE CHEZ LE CLERC		
ETUDE CHIFFRÉE		DES PATATES	AVEC LA TVA	ENTRE- PRISE			ADJECTIF NUMÉRAL					
COMMAND-EMENT	VILLE D'ITALIE	CLOPORTE		ILLE CHA- RRENTAISE	L'INTÉRÊT LES INTÉRESSE		CHAMOIS	ANCIENNE EUROPE	IL L'IMITE		ILEST SELECTIF POUR LES DÉCHETS	
FARD BRILLANT	PÉRIODE D'ÉTUDES		EMPRI- SONNÉE	ESPACE AMÉNAGÉ				IL LIMITE				
TABLES DÉCOUSSÉES		LIQUIDE ROUMAIN	PANIERS D'ŒUFS	LETTERS DE SUISSE				CHICOIRES À LARGES FEUILLES				
QUI SE PROPAGE			SIGLE COLONIAL	POILS IL POSSEDE UN PIED TORDU				CONFRÉRIE DE MOUJIKS				
LAISSÉE SANS SOIN			PATRIE DE FRÉDÉ- RICK GALLIUM	TOR- NEMENTE MORAL- EMENT								
DIRIGÉE			SYMBOLISÉ	DIRECTION SUR LA BOUSSOLE								
			COIFFURE VOLUMI- NEUSE	EXTRÊ- MITES								

**SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT**

C	S	B	A	R	A	P	B	U	S	C	A	F
M	A	R	T	I	T	E	S	C	L	O	U	S
T	E	L	E	S	P	E	C	T	A	T	I	C
T	A	P	I	O	I	A	T	T	E	N	A	N
P	A	R	A	N	I	S	V	I	S	I	T	A
O	U	S	T	E	R	I	P	E	R	E	N	T
L	A	R	E	R	I	R	A	I	S	A	R	I
E	T	I	R	E	S	O	R	T	E	L	L	G
E	N	D	R	E	E	T	A	N	D	I	E	S
O	R	E	L	O	M	E	S	U	E	S	C	E

**REBOND AVEC UNE PASSION INOXYDABLE, ELLE TIEN DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS L'UNE DES RARES GALERIES DE BIJOUX DE PARIS, SUR LA RIVE GAUCHE. ELLE Y PRÉSENTE CE MOIS-CI UNE EXPOSITION POUR CONJURER LA MOROSITÉ AMBIANTE, INTITULÉE « JOURS DE FÊTE ».**

## NAÏLA DE MONBRISON, PAR AMOUR DE L'ART



**Élodie Baërd**  
ebaerd@lefigaro.fr

Il trône en ce moment en vitrine : un collier de Gilles Jonemann composé de sphères de verre tronquées, reliées les unes aux autres par des espèces de fins ressorts sur lesquels sont enfilées des minibananes jaunes en plastique. L'artiste l'avait conçu il y a quelques années en hommage à Joséphine Baker qu'il affectionne. « Cette création m'enchanter. Elle est originale, drôle, elle a été exposée au Musée des arts décoratifs de Paris en 2013. Je l'ai ressortie car ses grosses perles me faisaient penser à des boules de Noël, c'était de circonstances pour égarer le mois de décembre. J'avais complètement oublié que Baker allait faire la une des journaux avec son entrée au Panthéon...! », raconte Naïla de Monbrison avec l'enthousiasme et l'instinct naturel qui la caractérisent. Sa passion semble inaltérable, elle qui est arrivée aux bijoux d'artistes un peu par hasard. « J'aime l'art plus que tout. Presque plus que les bijoux. D'ailleurs, je ne me suis jamais intéressée aux joailliers traditionnels. Mon mari avait une galerie d'art primitif avec son frère. J'ai découvert les bijoux ethniques, et cet univers créatif, grâce à eux. »

Cette petite femme brune toujours chic, aux yeux rieurs, est née au Caire où elle a passé toute son enfance et son adolescence. Alors que la situation politique se tend dangereusement dans son pays dans les années 1960, elle s'installe à Paris où elle

vient d'être reçue à Sciences Po, en section relations internationales. La bonne élève décroche un poste chez Paris Match, à sa sortie de l'école. « C'était la grande époque de Roger Théron, l'ambiance était joyeuse, presque familiale, mais je m'ennuyais un peu, je ne faisais pas grand-chose... et je n'étais pas sincèrement intéressée par le journalisme, j'étais trop intello à l'époque pour cela », se souvient-elle aujourd'hui. Deux enfants plus tard, et après la disparition prématurée de son mari, elle décide d'ouvrir sa galerie à la fin des années 1980, rue de Bourgogne. « C'était l'ancienne boutique du fleuriste Moulié, qui déménageait place du Palais-Bourbon. Un emplacement qui lui avait porté chance. J'ai sauté sur l'occasion, je crois beaucoup à l'énergie positive des lieux. » La première exposition qu'elle y organise, dédiée aux créations de Tina Chow, attire le Tout-Paris. Cette mannequin et actrice, américano-japonaise, muse d'Yves Saint Laurent, amie de Warhol et de Basquiat, imagine des plastrons en bambou et gros quartz vendus dans les department stores les plus pointus des États-Unis. Naïla de Monbrison fait découvrir son travail en Europe. Le soir du vernissage, c'est la ruée. « J'étais rentrée en contact avec elle grâce à un ami photographe, mais je n'avais pas compris qu'elle était si célèbre... Le succès de ce premier coup d'essai m'a énormément aidé pour me lancer. »

### « Marchand de bonheur »

Cette avide de culture qui court les expositions parisiennes et écoute Bach en boucle à l'œil pour repérer la production d'artistes qui, depuis plus de trente ans, séduit sa clientèle composée d'hommes et de femmes, « audacieux, cultivés, so-



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

intéressantes, personnelles et portables. Ce dernier point me paraît primordial pour un bijou, certaines personnes me l'ont reproché, ne me trouvant pas assez radicale. C'est ma vision, je veux avoir envie de porter chacun des bijoux que je mets en vitrine. » Et c'est ce qu'elle fait. Elle arbore chaque jour bagues, bracelets, broche et colliers des artistes qu'elle représente. Les modèles qu'elle aime le plus sont d'ailleurs souvent ceux qui se vendent le plus vite.

« Le bijou est joyeux, c'est ce qui me plaît. Un jour un joaillier m'a dit qu'il se voyait comme un marchand de bonheur, cela m'a marqué. C'est beau, non? » Elle

qui a l'ennui en horreur s'amuse quatre fois par an dans sa galerie à monter des expositions thématiques qui poussent les artistes dans leurs retranchements, leur donne une impulsion. Elle ne pense pas vraiment à sa succession. « La façon de travailler dans l'avenir sera très différente, avec internet qui a pris une place énorme. Mon entourage me pousse à me convertir à la vente en ligne, mais ce n'est pas pour moi. Autant pour diffuser l'information, notamment via Instagram, je trouve ça formidable mais pour vendre, je ne veux pas... Un bijou se regarde, se touche, s'es- saie. Il implique un rapport physique. » Elle, à ça dans le sang. ■



**UN DERNIER MOT** Par Étienne de Montety  
edemontety@lefigaro.fr

### Fabrique (fa-bri-k') n. f.

Usine à rêves.

Le siège de campagne de Valérie Pécresse s'appelle « La Fabrique ». Le mot vient du verbe latin *fabricare*, qui signifie « faire des objets ». Il est son ère industrielle et son *homo faber*. En l'occurrence, la fabrique est là pour faire campagne et fabriquer une présidente. « La Fabrique » n'a pas été construite pour la circonstance. Toutefois, ces locaux, pour ce qu'on en sait, ne sont pas en préfabriqué. C'est à « La Fabrique » que seront conçus les discours de la candidate Les Républicains. L'enjeu est important : pas de fables, fussent-elles fabuleuses ! En campagne, le risque est toujours que les mots, comme le sourire, paraissent trop fabriqués. Mais le fait de travailler à « La Fabrique » n'empêche pas les conseils. Car ce qui se joue, c'est la marque de la candidate : elle doit être de bonne fabrique. Au QG de Valérie Pécresse, tout le monde espère que l'entreprise va bien tourner. Sans quoi, ses plus fidèles partisans ne pourront que soupirer : « Mais qu'est-ce qu'elle fabrique ? » ■

**LES JOURNÉES NESPRESSO**

**ÉVEILLEZ VOS SENS**

**DU 15 AU 18 DÉCEMBRE 2021 INCLUS**

**Jusqu'à -20% SUR TOUS NOS CAFÉS\***

**NESPRESSO**

NESPRESSO France SAS - SIREN 382 597 821 - RCS Paris 27 rue du Colonel Pierre Avia, 75015 Paris.

\* Offre valable en France métropolitaine du 15 au 18 décembre 2021 inclus. Voir modalités complètes sur Nespresso.com

**LE FIGARO** présente

**Un coffret pour tous les amoureux d'histoire À OFFRIR OU À S'OFFRIR**

**21 €**  
**90** ACTUELLEMENT DISPONIBLE dans tous les points de vente et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)